

# Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

DOSSIER

## LA RÉPUBLIQUE AU BORD DU CHAOS

Pages 10 à 14

### Retour sur l'affaire Dutroux : maître Xavier Magnée témoigne

Entretien avec maître Magnée • Pages 15-17

### Eugénisme, suprémacisme, ségrégation

Daniel Zink • Pages 6-7

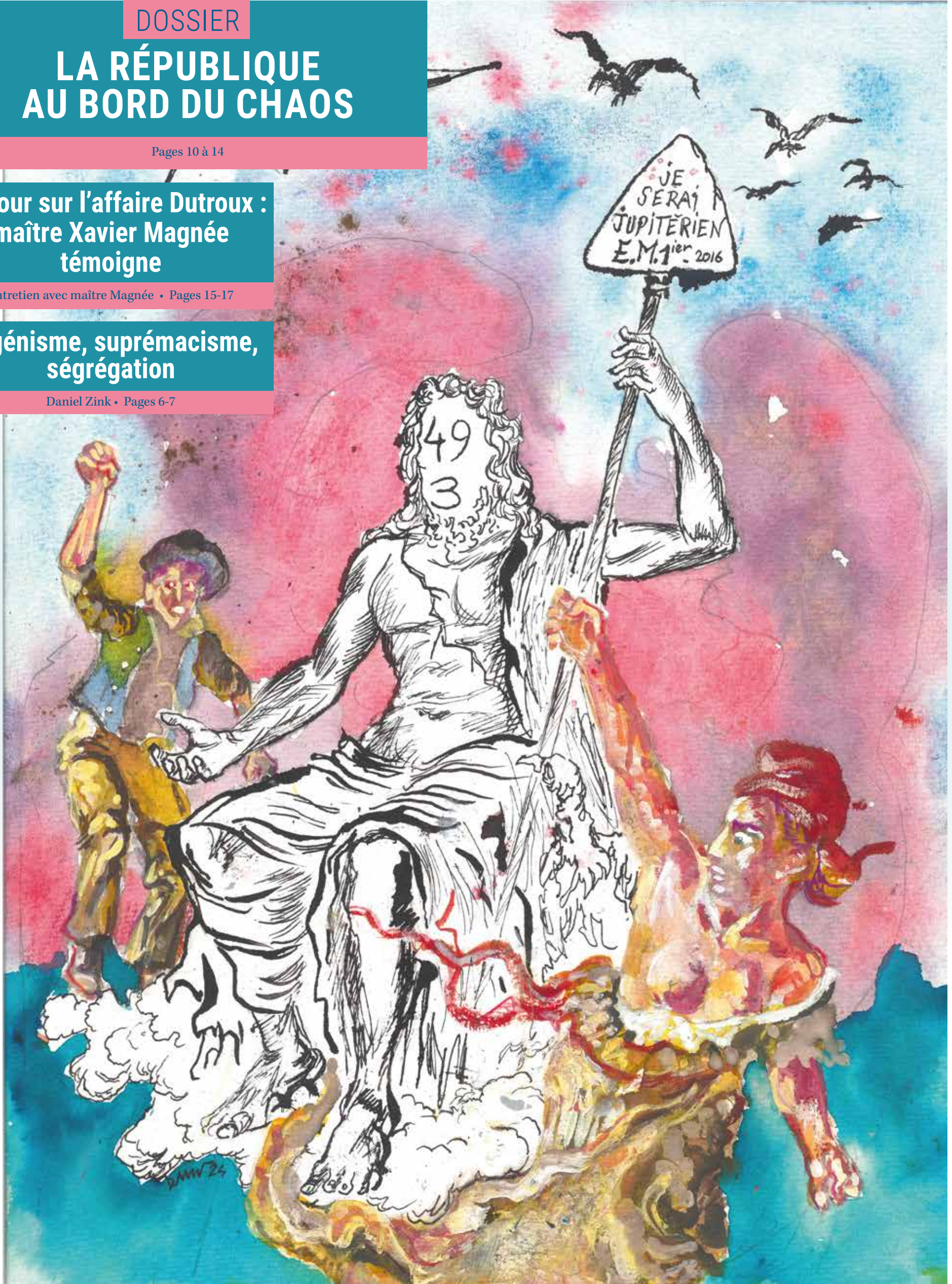
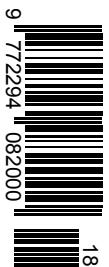


Illustration : Antoine Demant

Kairos

Editeur responsable : ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



# SOMMAIRE

## Responsabilité commune

Alexandre Penasse / Page 2

## Les poètes n'auront pas voix au chapitre

Dimitri Delvaux / Pages 3-4

## Nécropsie d'une crise sanitaire

Kaarle Parikka / Pages 4-5

## Eugénisme, suprémacisme, ségrégation

Daniel Zink / Pages 6-7

## Abrégé de *Novlangue*

Kenny Cadinu / Pages 7-8

## La métropolisation du monde, kairos de la décroissance ?

Guillaume Faburel / Page 9

## DOSSIER

Pages 10-14

### D'une cage à l'autre

Pascal Halary / Pages 10-11

### Ce qui est inconscient est inaltérable...

Jean-Luc Pasquinet / Page 11

### Je ne suis pas de gauche... mais je me soigne

Hervé Krief / Pages 12-13

### L'incertitude toujours plus extrême ?

Philippe Godard / Page 13

### Votre mission, si vous l'acceptez...

Marc Weinstein / Page 14

## Retour sur l'affaire Dutroux : maître Xavier Magnée témoigne

Propos recueillis par Alexandre Penasse / Pages 15-16-17

## Le cour(ou)rier d'Anne Hotiaux

Page 17

## Deux signes des temps : non-binarité, déréférencement

Bernard Legros / Page 18

## L'autonomie dans le domaine de l'eau grâce à l'eau de pluie

Christian La Grange / Page 19

## Les droits des paysans

Serge Peereboom / Page 19

## Génies (éducatifs) des alpages

Jean-Guy Divers / Page 20

## Fils de Pub

Alain Adriaens / Page 21

## Pour une nutrition et une alimentation émancipées

Valérie Wattenbergh / Pages 21-22

## Vu, lu, entendu

Pages 22-23

## Brèves

Page 24

# Responsabilité commune

On a pu lire quelques analyses critiques de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris 2024. Si elle fut fidèle au délire ambiant, à l'indifférenciation générale à l'œuvre, de l'individu-roi, sujet devenu l'équivalent d'un plan de cuisine Ikea, *tabula rasa* permanente, qu'on peut modifier à sa guise en fonction de ses désirs, faut-il s'en étonner? Se prendre pour une femme alors qu'on est un homme, parler de pénis de femme et de clitoris d'homme, bannir l'usage de tout terme qui indiquerait une différence de sexe, vouloir changer sa date de naissance, se croire animal, et, plutôt que cela donne lieu à une prise en charge thérapeutique, un soutien collectif, ériger la folie en mode de vie et accompagner la demande minoritaire comme si elle était celle de tous.

Le spectacle a atteint son faite. Le chapiteau tient encore debout. Grâce à la propagande médiatique, au soutien politique, à l'argent des élites financières. Mais analyser la situation a-t-il encore du sens? Décrire le délire n'implique-t-il pas partiellement de considérer qu'il contient une part de normalité? Il faudrait, comme dans le film *Network*, à l'invitation du présentateur télé, se lever et dire que nous n'en pouvons plus, ouvrir nos fenêtres et crier en rue que nous en avons complètement marre. Ne plus jouer le jeu.

Mais nous n'y sommes pas, beaucoup se contentant encore de ce qui est, rassurés d'être en «démocratie». Par exemple, les intellectuels sanitaires, police de la seule pensée acceptable, n'ayant aucune vergogne à censurer tout ce qui n'entre pas dans le cadre, tout en répétant sans cesse le mot liberté, n'ont rien appris de ces quatre dernières années. Incapables de reconnaître à l'époque l'œuvre totalitaire des gouvernements, ils ne le sont pas plus aujourd'hui, pétris au contraire de cette condescendante certitude qu'on est sorti du tunnel, ce tunnel métaphore du seul risque de perdre leur vie, aucunement lié avec un risque systémique de déliquescence d'un monde entier qui était déjà en putréfaction avancée. Cerise sur le gâteau : outre que d'avoir brimé les réfractaires en empêchant tout débat, ils se croient plein d'abnégation de s'être ainsi «sacrifiés» pour sauver les autres. Quelle est belle, la démocratie! Ils n'ont rien sauvé, surtout participé à précipiter. En ce qui concerne les membres de l'élite, leurs actes furent tout sauf altruistes. On sait comment leurs préceptes bienveillants à l'égard du petit peuple ne s'appliquaient pas à eux, ni à leur progéniture.

Si la période chaude (confinement, masque, couvre-feu) a galvanisé la résistance autour d'une cause commune, l'accalmie covidienne a commencé à la voir se fissurer, ses bases étant trop fragiles, constituées par des personnes non politisées et découvrant tardivement la réalité du monde. L'interruption de la focalisation permanente sur une cause commune (la lutte contre les mesures politiques-sanitaires) a vu l'attention se redéployer sur nous, l'autre, le voisin de lutte qu'on ne connaissait pas vraiment. Et on s'est rendu compte qu'on était différents. Le post-Covid semble avoir annihilé chez certains toute mesure, nous jetant dans la jungle du noir ou blanc, polarisant la contestation.

Voilà pourquoi la seule solution se situe dans la radicalité du débat, et non pas dans la recherche d'un consensus; hors des commérages de réseaux, mesquineries et autres vils échanges sur la toile, qui, si elle indispensable en terme d'information, n'est aucunement le lieu de débats (entre internautes, il faut entendre). Voilà aussi pourquoi le système de propagande refuse à tout prix le vrai débat, facilitant et justifiant ce refus par la qualification dénigrante :

- Justification : en qualifiant l'autre de complotiste, d'extrême droite, le sujet exprime tacitement son refus de discuter en le projetant sur l'autre qu'il rend, sans le concerter, responsable de cette impossibilité.

- Facilitation : en se déresponsabilisant de la cause de l'impossibilité de communiquer et en l'attribuant à un autre, il facilite son refus de parler en rendant spécieusement l'autre, qui n'a aucunement le moyen de se justifier ou de proposer un droit de réponse, responsable du refus de parler.

De la même manière que ceux qui ostracisent l'autre en identifiant péremptoirement qui il est (« je te rejette comme individu d'extrême droite parce que j'ai décidé que tu étais d'extrême droite »), les zéloteurs des ordres venus d'en haut refusent de situer la cause en eux. Ils se justifient en disant « ce n'est pas moi, on est dans un système, il faut bien obéir », mais trouvent malgré ce qu'ils disent un grand plaisir à nager dans l'aquarium. Ils n'obéissent pas seulement parce qu'il le faut, ils aiment aussi obéir ; c'est à la fois un pouvoir qu'ils se donnent de critiquer celui qui veut sortir du bocal, mais aussi un moyen d'obtenir l'assentiment du maître. C'est le rapporteur dans la classe quand nous étions petits.

Ce réseau de personnel obéissant, du directeur au subalterne, est ce qui permet le déploiement totalitaire. Toutes ces petites mains peuvent être considérées comme une sorte de totalitarisme *soft* diffus, mais qui, mises ensemble, offrent les conditions de la mise en œuvre du totalitarisme *hard*.

Ils sont les acteurs zélés et consentants d'un système auquel ils attribuent la seule responsabilité dans l'état du monde, alors que ce système n'existe que par l'agrégation de toutes les petites actions individuelles. C'est tous les insectes mis ensemble qui forment la nuée, même si évidemment la masse influe sur chacun d'eux. Parmi ces influences, celle insidieuse qui fait que chacun a peur de penser contre le narratif officiel et qu'il se croit seul à considérer que quelque chose ne va pas, cela créant l'illusion du consensus.

Pour ceux qui demandent encore «que faire»: dites NON, cassez le spectacle, révoltez-vous. Et créons ensemble des îlots «hors» système.

Alexandre Penasse

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub  
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820  
Imprimé en France.  
Imprimerie Rotochampagne,  
2 rue des Frères Garnier  
F-52000 Chaumont

**Tirage** : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires  
**Route** : Rotochampagne, Cambier  
**Editeur responsable**  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue des Bégonias, 32  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
M. (00 32) 472/560 724

**Rédacteur en chef** : Alexandre Penasse  
(ap@kairospresse.be)  
**Secrétaire de rédaction** : Bernard Legros  
**Graphisme** : Studio Noir & Clair  
**Rellecteurs** :  
Janine, Nadia, Alain, Stéphane, Annie, Colette, Amélie, Brigitte.  
**Pour commander des numéros** :  
commande@kairospresse.be

**Chroniqueurs / Rédacteurs**  
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion Feledziak (M.F.).  
**Ont contribué à ce numéro**  
Jean-Guy Divers, Paul Willems, Anne Hotiaux, Christian La Grange, Marc Weinstein, Guillaume Faburel, Philippe Godard, Hervé Krief, Pascal Halary, Jean-Luc Pasquinet, Xavier Magnée, Annie Thonon, Dimitri Delvaux, Valérie Wattenbergh, Serge Peereboom.

**Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !**  
**Illustrations** :  
Antoine Demant, Roland De Wind, Timothée Simon, Léandre, Philippe Debongnies, Aurélie Garnier, Noir & Clair, Mickomix, Cassou, Fabienne Loodts,

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France



-Moins!



# Les poètes n'auront pas voix au chapitre

## RAPPORT SUR LA SITUATION DES ARTISTES EN 2024

Vivre en tant qu'artiste est devenu un sacerdoce. Entre le développement de sa discipline, la réalisation de son œuvre et la concrétisation sur scène ou la vente de ses réalisations, il y a un travail personnel énorme à fournir. C'est pour cette raison qu'il y a plus de 20 ans, dans sa grande mansuétude, le législateur a créé le fameux « statut d'artiste », le Saint-Graal, espoir d'une hypothétique survie dans la profession. Une minorité ayant de gros cachets l'a eu facilement alors que la majorité a dû galérer : vider les fonds de tiroir et convaincre mamy de l'engager pour sa fête d'anniversaire pour pouvoir l'obtenir. Durant 20 ans, un petit train-train s'est ainsi installé, rendu possible notamment par le BSA (Bureau social pour artistes), dont Smart (Société mutuelle pour artistes) qui a le monopole sur la situation en Belgique francophone. Après avoir prélevé sa commission (6,5% chez Smart), le BSA permet à l'artiste de facturer auprès de ses clients et d'encoder un ou plusieurs contrats en tant que salarié.

Grâce à ces contrats artistiques, le musicien, comédien ou plasticien peut ainsi revendiquer des jours de travail qui lui permettent de réduire les contraintes du chômeur face à l'ONem ou au Forem. En Flandre, c'est généralement l'enfer avec le RVA. Les syndicats sont débordés et orientent généralement mal l'artiste qui aura perdu son temps dans des files d'attente interminables pour poser ses questions à un interlocuteur blasé. Mais avant 2024, ceux qui obtenaient le fameux Graal correspondant à un statut de chômeur aux indemnités non dégressives avaient vaguement de quoi survivre durant les périodes de création sans ventes/représentations, hurra!

En 2023, notre ministre des affaires sociales Frank Vandebroek a travaillé d'arrache-pied pour mettre sur pied un nouveau statut et planifier différents changements en remaniant la plateforme « Working in the Arts ». Il a d'abord imposé un contrôle accru puis a finalement supprimé les contrats RPI (régime des petites indemnités) qui, au départ prévus pour les amateurs, étaient devenus la lasagne à 2€ du supermarché du contrat artistique, permettant surtout aux artistes les plus humbles et aux petits lieux non subsidiés de légaliser leurs activités (mais il y a aussi de gros festivals qui ont abusé de ces contrats plafonnés à environ 145€/jour en 2023). Il a remplacé ces RPI par les IAA (indemnités des arts amateurs) que personne ne désire. Il a invité à la table de négociation les fédérations des arts. Elles ont pu présenter des candidats à la fonction de « Commissaire du travail des arts ». Ces derniers, renforcés par des représentants de l'ONSS, de l'ONem, de l'Inasti, des syndicats et d'organisations d'employeurs et d'indépendants constituent une nouvelle administration à laquelle le ministre donne la mission suivante, je le cite : « Si l'on veut reconnaître la valeur ajoutée unique des artistes dans un monde en perpétuelle mutation, il faut que les pouvoirs publics soutiennent cette valeur ajoutée de manière simple et efficace. C'est ce que nous ferons à partir de 2024 avec l'attestation du travail des arts, un exemple de ce que doit être la sécurité sociale à l'ère moderne : souple, modulaire, adaptée à l'évolution de la pratique artistique. Il appartient maintenant au secteur, aux administrations et aux partenaires sociaux de prendre leurs responsabilités au sein de la Commission du travail des arts. Et de collaborer avec le nouveau président pour veiller à ce que la solidarité soit durable. » Mensonges éhontés de notre ministre des affaires sociales, dont je vous ferai la preuve ici !

Il faut savoir que les fédérations des arts sont elles-mêmes majoritairement financées par l'État (le fameux contrat-programme en Fédération Wallonie-Bruxelles). Lors de la présentation de cette nouvelle commission, le ministre a aussi déclaré au public, constitué des commissaires et des représentants des fédérations : « Grâce à votre collaboration, nous allons faire du bon travail et permettre à nos artistes d'obtenir des laissez-passer pour l'international ». Je vous laisse méditer sur cette phrase ! Si une bonne partie des nouveaux commissaires est certainement bienveillante, comment envisager le futur avec optimisme? Comment envisager le futur

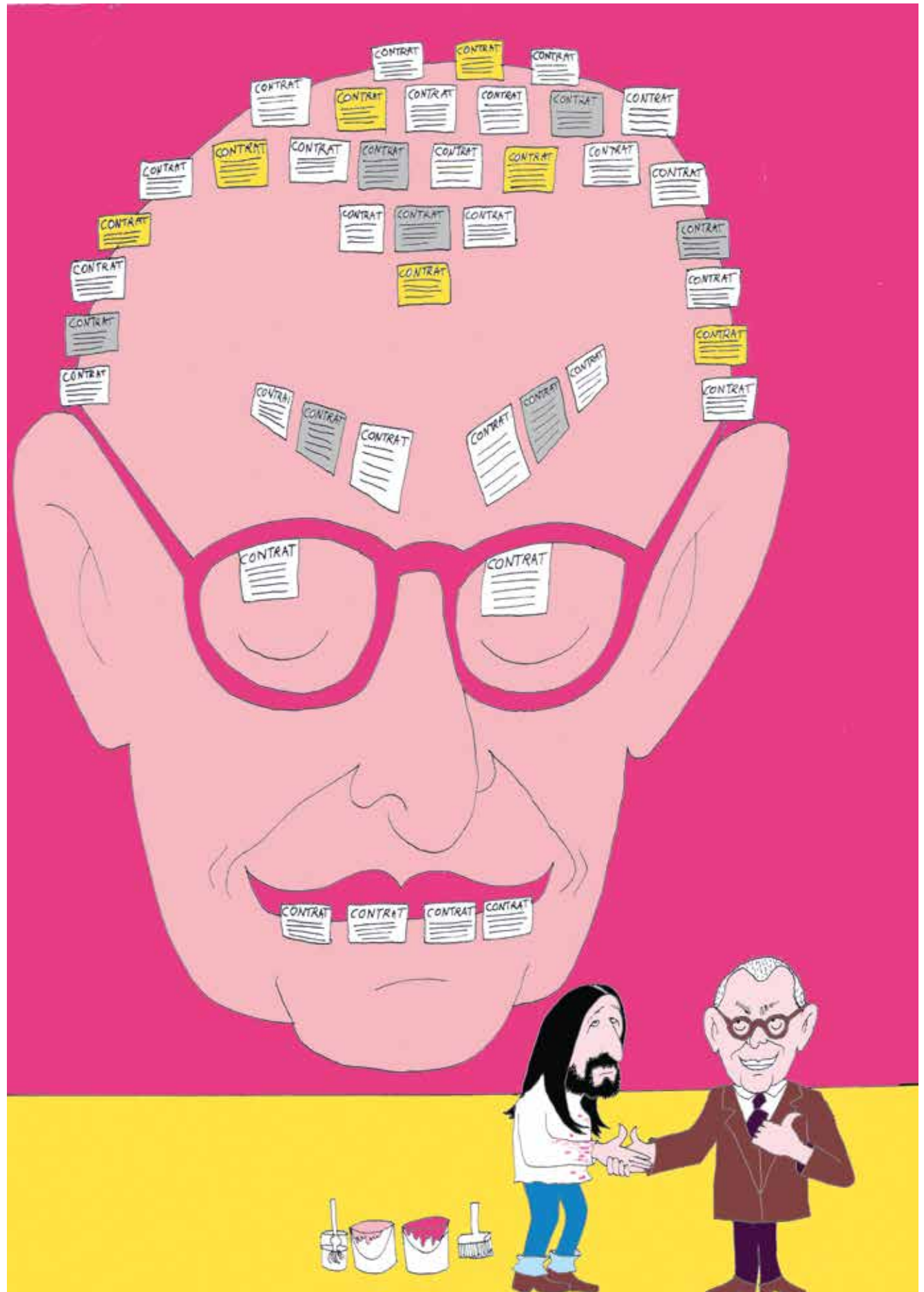


Illustration : Roland De Wind

des subsides attribués aux fédérations qui dénonceront les dérives du système? Et quel sera le sort des simples artistes, de ceux qui jouent dans les cabarets, les petites salles rock ou clubs de jazz ? Artistes eux-mêmes mis en concurrence entre eux par ces différentes décisions privilégiant au final les artistes indépendants par leur possibilité de pouvoir facturer des montants ridicules quand l'artiste non-indépendant Inasti est obligé, pour de ne pas tomber dans l'illégalité, d'obtenir de son employeur un budget de minimum 155€ brut. Enfin... même plus, désormais?

Puissant uppercut contre les artistes de scène que l'actualité récente de Smart dont on a parlé plus haut. Cette soi-disant coopérative pour artistes a annoncé le 4 mars 2024, sans avertir ses adhérents ni ses propres employés, qu'elle supprimait la possibilité d'encoder des contrats « 1 bis ». Ces contrats permettent des montants faibles à 155€ brut, avantage légal

donné aux artistes ayant obtenu leur ATA (attestation des arts). L'artiste doit donc trouver désormais un montant brut minimum de 212€/jour pour son contrat pour qu'il soit réalisable. La réalité des cachets des lieux culturels est souvent inférieure à ce montant. Smart reste silencieux depuis des mois sur le pourquoi de cette décision discriminatoire, alors que les autres BSA continuent d'appliquer le 1 bis. Ils préfèrent se concentrer sur ce qui leur rapporte du fric, notamment en envisageant la facturation prochaine des travailleurs du sexe, rendue possible en tant que salarié par des changements légaux le 3 mai 2024. On est loin du beau Smart idéaliste, même s'ils continuent à se voiler la face et à tenter de se donner bonne conscience, notamment en dissimulant la tentative de s'implanter en France qui s'est soldée par une faillite honteuse, avec des centaines d'artistes lésés de sommes en suspens sur leurs activités, sommes généralement épargnées euro par euro pour s'acheter du matériel.

Depuis janvier 2024 les artistes peuvent obtenir l'ATA ou l'ATA + (correspondant plus ou moins à l'ancien statut). Mais si les allocations vues à la hausse semblaient alléchantes au départ, il existe une série de règles de chômage contraignantes, mal conçues et basées sur le système traditionnel de 5 jours de travail/semaine. L'artiste qui, oh, le chanceux, peut travailler également le week-end sera finalement pénalisé et les indemnités de chômage mensuelles fondent comme la glace du spectateur d'un festivalier en plein été ! Le nouveau statut semble un peu plus facile à obtenir qu'avant, mais finalement n'est pas si attractif financièrement... Tout le monde est tombé dans le panneau !

Roulés dans la farine, oui, à nouveau, comme pendant la période covidienne, durant laquelle on a considéré les artistes comme... non essentiels. Mais, me direz-vous, pourquoi n'ont-ils pas réagi, crié au scandale et manifesté massivement ? Simplement car ils sont englués dans un système qui les étrangle peu à peu. La culture va mal, ce n'est pas nouveau. L'artiste est soit subsidié d'une manière directe, soit indirecte par les lieux culturels subsidiés dans lesquels il se produit. Il refuse donc de dénoncer en chantant son malheur, car ce serait renoncer à la lasagne du supermarché pour se retrouver à la rue ou devoir changer de profession malgré des années d'études et une perpétuelle remise en question professionnelle ! Comme une partie de la population, il courbe l'échine sans s'en rendre compte.

Il est nécessaire d'envisager un refinancement complet du secteur culturel. Une société saine véhicule l'art, lutte contre l'isolement des plus démunis et désire l'épanouissement de tous, pas l'abrutissement des masses ! Le problème des financements culturels est lié aux montants attribués, mais aussi à l'opacité de ces budgets une fois obtenus. Combien de directeurs de centres culturels ne roulent-ils pas en voiture de luxe, alors que le comédien qui termine sa journée à minuit à Pétaouchnok se demande comment il va rentrer chez lui, comment il transportera son matériel quand sa voiture tombera en panne ou ne pourra plus rentrer en ville car trop polluante ?

Établir un contrôle des subsides et des enveloppes budgétaires est contraignant et nécessaire, pour que les structures deviennent pérennes, mais surtout proches des artistes, qu'ils soient sur scène ou dans l'ombre. Qu'ils soient attribués au secteur non-marchand ou marchand, les subsides sont distribués de manière non équitable. Il faut améliorer concrètement les conditions de vie de l'artiste, pas le forcer à outrance à se

justifier par rapport au contenu de son travail, ce qui est le cas de l'artiste désireux d'obtenir le titre officiel de « Travailleur des arts », en non-respect des règles RGPD (Règlement général sur la protection des données) par l'obligation de l'artiste de devoir fournir un portfolio à la commission des arts. Comment sera considéré l'art contestataire, non conventionnel ou militant faisant la part belle à l'esprit critique et à la réelle citoyenneté par rapport à ces obligations ?

Inciter les syndicats à une réelle connaissance des réalités du secteur via des concertations avec leurs affiliés est essentiel, alors qu'ils avouent un retard de 20 ans dans la compréhension du milieu ! Imposer la publication des comptes des structures subsidiées, veiller à des conditions salariales décentes, éviter l'exemple de l'artiste de renom engagé pour un gros montant, mais dont le propre cachet est englouti par sa structure de management en conflit d'intérêt elle-même, voici quelques pistes de travail. Freiner les abus des grosses sociétés comme la RTBF, bénéficiant de subsides conséquents et poussant vers l'indépendance des centaines d'artistes et techniciens du spectacle qui y travaillent, par facilité d'imposer une facturation à des tarifs bas, au lieu d'embaucher sous contrat CDD ou CDI. Il existe depuis dix ans un bureau d'interim Randsstad au même étage que la direction qui y gère en moyenne 200 contrats précaires par jour ! Le statut d'indépendant ne doit pas être une obligation pour survivre dans la légalité ou par facilité pour l'employeur. Lutter *de facto* contre la mise en concurrence déloyale entre les artistes indépendants et ceux facturant via les bureaux sociaux artistiques est crucial.

Ce 21 août, un communiqué de presse lancé par les fédérations des arts et organisations syndicales à propos de deux points spécifiques a été écrit. Je les cite « *La troisième version de la "super note", produite dans le cadre de la mise en place d'une coalition gouvernementale au fédéral, contenait un paragraphe supprimant purement et simplement le statut des travailleurs des arts, alors même que sa nouvelle mouture est entrée en vigueur en janvier 2024* ». Quels sont les partis qui ont demandé d'introduire cette « super note » qui, selon les bruits de couloir, aurait été supprimée depuis ? Quel culot !

Leur deuxième crainte est liée aux négociations relatives à la réforme fiscale ; ils demandent aux négociateurs de renoncer à porter le taux de TVA réduit de 6 à 9%, entre autres, sur les produits et services culturels. Et ce car une grande partie des lieux culturels, surtout les plus désargentés, ne peut pas déduire la TVA et demande donc aux artistes de la payer. Si cette déci-

sion est maintenue, ce seront donc de nombreux artistes qui perdront 3% de leurs revenus. Décision qui impactera aussi le milieu littéraire par une augmentation de la TVA de 3,5%.

De nombreux points de la « Déclaration de politique communautaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles » réalisée de concert entre le MR et les Engagés semblent merveilleux. Le ventre ballonné par les futures lasagnes bon marché qui seront leur quotidien tant qu'ils arriveront à rester debout, les artistes peuvent espérer et rêver, principalement via le souhait de sortir les artistes de l'administration de l'ONEm proposé dans ce document. Mais à quel prix ? Et ce en mettant à nouveau à la poubelle ce qui a été mis en place par le gouvernement précédent ? Peut-on compter sur la nouvelle ministre de la culture de la F-WB Elisabeth Degryse aux revenus modestes (estimation entre 118.000 et 150.000€ en 2022) pour comprendre la précarité de l'artiste ? Voici quelques points qui ont attiré mon attention : « *L'ouverture des organes de gestion des opérateurs culturels à des administrateurs indépendants, des mécènes* ». Mais aussi « *Créer un guichet unique pour les artistes et les entrepreneurs culturels en étudiant la faisabilité de l'établir* », « *Créer une "Fondation pour les Arts" ayant pour but de favoriser la philanthropie culturelle et le soutien à la création artistique* ». Mais surtout « *Mettre à l'agenda des sommets européens de la culture la création d'un statut européen pour les artistes* ». Ah, nous y voilà ! Si tu veux manger sainement et avoir un toit au-dessus de ta tête, deviens un artiste collaborant, accepte non pas le Saint-Graal mais le Saint-Schwab. Vive l'Europe et ses bons petits plats tout fait qui permettront, je cite, de « *mettre en place un statut européen des artistes pour apporter un cadre commun sur les conditions de travail et les normes minimales pour tous les artistes (juste rémunération) et faciliter le soutien à la diffusion à l'international de nos œuvres et à la circulation des artistes* ». Alleluia!

Ma conclusion est simple. Après avoir établi le contrôle des médias puis des soins de santé, le gouvernement applique une dérive autoritaire par le contrôle des artistes afin de limiter leur influence. Ne comptons pas sur ceux-ci pour créer une version moderne de la *Muette de Portici* incitant les Belges à se révolter comme en 1830, ils ne montreront pas l'exemple ! Comptons sur Georges-Louis Bouchez pour nous le rappeler, je le cite « *On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes* ». » !

Dimitri Delvaux

## Nécropsie d'une crise sanitaire

**A** lors que l'on attendait une introspection sur la gestion de la pandémie du SRAS-CoV-2 depuis la fin de la crise sanitaire en Belgique<sup>1</sup>, voici que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié une étude intitulée « Évaluation des réponses au COVID-19 de la Belgique<sup>2</sup> ». Ce rapport, dont un résumé en français est disponible sur le site internet de l'OCDE<sup>3</sup>, est structuré en sept chapitres :

1. Évaluation des réponses à la crise du COVID-19 en Belgique
2. Anticipation et préparation aux urgences en Belgique
3. Gestion de la crise du COVID-19
4. Résilience du système de santé face au COVID-19
5. Système éducatif pendant la pandémie
6. Mesures économiques et fiscales d'urgence
7. Protection des emplois et les revenus pendant la crise

Chaque chapitre présente les résultats d'analyses qui sont remis dans un contexte belge avec ses méthodes de gouvernance complexes, pour ne pas dire absurdes, et qui sont fréquemment comparés aux données des pays avoisinants, ainsi qu'aux autres pays membres de l'OCDE. L'OCDE présente ensuite des pistes d'amélioration pour les futures crises. Dans les facteurs affectant la réponse de la Belgique à la pandémie, l'OCDE identifie (sans grande surprise) le système de gouvernance belge comme une de ses principales faiblesses, au vu de sa nature décentralisée et du manque de coordination entre le gouvernement fédéral et les entités fédérées. Cet aspect revient d'ailleurs fréquemment tout au long du rapport. L'OCDE note cependant que la gestion s'est améliorée quand le gouvernement De Croo a pris les rênes. La Belgique a alors centralisé sa gouvernance, dirigée par comité de concertation, a créé le « commissariat corona », puis a réussi à mener une campagne très efficace de vaccination. Les auteurs observent que malgré le faible niveau de confiance des citoyens belges envers les institutions publiques, leur satisfaction à l'égard de la gestion de la crise par le gouvernement obtient un score de 5,5/10, ce qui place la Belgique au 8ème rang sur 28 (une grande fierté pour Frank Vandembroucke qui n'a pas omis de le mentionner sur son site internet<sup>4</sup>). Ceci peut sembler paradoxal, d'autant que le rapport mentionne une baisse du niveau de confiance

post-vaccinale envers le gouvernement, passant de 49% à 33% chez les vaccinés et de 37% à 3% chez les non vaccinés. À ce propos, apparemment 18% de la population belge croirait en une ou plusieurs théories du complot à propos du Covid-19. Les auteurs ne spéculent pas sur l'apparente contradiction entre le faible niveau de confiance envers le gouvernement et la satisfaction plutôt élevée envers la gestion de la crise.

La critique du manque d'anticipation et de préparation aux urgences en Belgique concerne également la gestion intergouvernementale de la crise et son manque d'organisation. Un accent est mis sur le fait que la planification et la préparation aux pandémies à grande échelle se limite principalement au secteur de la santé. Parmi les recommandations figure une amélioration de la compréhension commune des risques à travers les différents niveaux d'administration gouvernementaux, ainsi qu'une meilleure préparation aux futures crises. D'ailleurs, l'OCDE félicite la Belgique de l'adoption de la loi Pandémie qui aurait amélioré non seulement l'organisation de la mise en place des mesures sanitaires, mais également la transparence et la responsabilité démocratique... et elle recommande l'adoption d'une autre loi qui permettrait de réagir à d'autres types de crises nécessitant des restrictions des libertés individuelles. Nous voilà rassurés...

Outre l'adoption de la loi Pandémie, l'OCDE mentionne également l'importance de la communication en temps de crise. Elle la trouve plutôt réussie et cohérente dans sa globalité, si ce ne sont les problèmes liés aux interventions des différentes communautés (la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Communauté flamande et la Communauté germanophone), à la place d'une communication plus centralisée, ainsi qu'aux prises de paroles indépendantes de quelques experts. En effet, le fait que les journalistes demandaient à ceux-ci de commenter les décisions de l'État risquait d'embrouiller le processus de la mise en place des mesures sanitaires. Par ailleurs, les auteurs proposent même des lignes directrices pour l'établissement d'un conseil scientifique dont la mission serait de livrer des recommandations à l'État. Ces recommandations comprennent notamment les éléments suivants :

**Les membres (personnes et institutions) devraient**

- **Avoir des mandats avec des rôles et responsabilités clairement établis (ce qui n'aurait pas été le cas en Belgique pendant la crise) ;**
- **avoir des responsabilités et rôles légaux clairement identifiés et définis ;**
- **déclarer leurs conflits d'intérêts qui seraient ensuite vérifiés et le cas échéant que les mesures nécessaires soient prises ;**
- **émettre des avis scientifiques basés sur des données scientifiques les plus récentes et de la meilleure qualité possible ainsi que de communiquer les incertitudes scientifiques.**

Ce dernier point en particulier revêt un grand intérêt pour Kairos, au vu de la question du rédacteur en chef à Sophie Wilmès le 15 avril 2020 : « Par rapport aux décisions que vous prenez maintenant [concernant les mesures COVID], quelle légitimité démocratique y a-t-il à prendre ce genre de décision quand la plupart des membres qui décident et qui réfléchissent font partie des multinationales et de la finance ?<sup>5</sup> ». L'OCDE propose aussi plus de multidisciplinarité, ainsi que l'inclusion des organisations de la société civile dans l'évaluation et la gestion des crises.

Au niveau de la résilience du système de santé face au COVID-19, les auteurs concluent que la Belgique s'est moins bien débrouillée pendant les deux premières vagues (sur les six que l'OCDE a identifiées...) qui ont surtout affecté la population vulnérable, en particulier les personnes âgées. Le taux de mortalité pendant la première année de crise serait le double de la moyenne des autres pays membres de l'OCDE, selon ce

rapport. Toutefois, la Belgique aurait réussi à s'adapter rapidement par la suite en évitant la submersion des hôpitaux, grâce à notamment un nombre suffisant de lits disponibles, une réponse organisée du secteur de soins de santé, la collection et le traitement des données de santé et les téléconsultations des médecins (personnellement, ce n'est pas le souvenir qu'il m'est resté de la communication des médias qui faisait le décompte des morts du covid...). Les défis auxquels la Belgique ferait encore face comprennent les patients atteints d'un covid long et les répercussions sur la santé mentale de la population (en particulier les jeunes ainsi que le personnel de soins de santé).

Concernant le système éducatif pendant la pandémie, le rapport indique que la Belgique a été plutôt bonne élève. Les auteurs se basent sur le fait d'une part que le temps de fermeture des écoles était plus court que dans les autres pays membres de l'OCDE (pour lequel on peut apparemment remercier les masques buccaux imposés chez les enfants), et d'autre part qu'une mise en place d'apprentissages à distance a été rapidement réalisée. Une certaine autonomie des établissements scolaires aurait permis de réagir de manière agile ; et le rôle important des enseignants dans la mise en place d'une continuité dans l'éducation est souligné. Parmi les critiques, les auteurs mettent en évidence une quasi-absence d'infrastructure de données et de suivi de la situation éducative, rendant une évaluation de l'impact de la pandémie sur l'apprentissage extrêmement ardu (ce qui, selon moi, remet en question les données de ce chapitre...). De fait, si la Belgique se positionnait au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE en sciences et mathématiques dans l'évaluation PISA de 2018, il faudra attendre les prochaines évaluations internationales afin de mesurer les répercussions des mesures sanitaires sur l'éducation. Sans grandes surprises, l'OCDE prône un système scolaire plus numérisé ainsi qu'une récolte de données plus importante.

Quant aux deux derniers chapitres, les mesures économiques et fiscales d'urgence et la protection des emplois et des revenus pendant la crise, le rapport est plutôt positif vis-à-vis du bilan. Les auteurs invoquent une économie gravement touchée à l'instar des autres pays, le secteur de l'Horeca ayant été le plus affecté. Les différentes mesures de soutien (chômage temporaire, prolongation des allocations de chômage, soutiens économiques aux entreprises les plus touchées, bourses,...) ont entraîné une chute globale de 4,9% du PIB belge (mais allant jusqu'à 14% la première année de la crise). La population ayant le plus souffert était composée de personnes en situation irrégulière (chômeurs et travailleurs irréguliers, migrants), ainsi que le fameux secteur de la culture (qui ne figure pas sur la liste des activités « essentielles » – une liste qui figure dans ce rapport !). Cependant, au moment de la publication de ce rapport (fin 2023), il n'y avait pas encore eu de vagues de faillites et de suppressions d'emplois. Tout comme pour le secteur de l'enseignement, il faudra voir ce que le futur nous réserve.

Au niveau du marché de travail, outre l'accès aux allocations de chômage temporaire, la réduction du temps de travail et l'extension du droit passerelle (un programme d'aide au revenu pour les travailleurs indépendants) auraient absorbé le premier choc de la crise sanitaire. Ceci est en contradiction avec ce que j'observe personnellement parmi mes connaissances qui travaillent dans le secteur de la culture et dont certains doivent à présent rembourser les allocations, sous prétexte qu'elles ne remplissaient pas, après analyse rétrospective, les conditions pour prétendre à ces aides financières... Apparemment, tout comme la prostituée la plus connue du pays *Hot Marijke* qui se bat pour ne pas devoir rembourser ses 14.080 € de prime covid, nous rapporte *7sur7*<sup>6</sup>.

Globalement, ce rapport est donc plutôt laudatif. Peu de pays à ma connaissance ont choisi de réaliser un bilan sur la gestion de la crise. En effet, l'OCDE énonce elle-même que la Belgique est le deuxième des deux pays (avec le Luxembourg) à avoir fait la demande auprès d'elle pour qu'une étude sur sa gestion de la crise sanitaire soit menée, geste que je ne peux que saluer. En effet, j'avais critiqué la Belgique pour son absence de volonté de dresser un bilan de la crise dans un article précédent « *La banalité du masque*<sup>7</sup> », après avoir lu que mon pays d'origine, la Finlande, s'était lancé dans une étude sur l'efficacité des différentes mesures sanitaires. Toutefois, en lisant ce rapport rébarbatif de 291 pages en anglais, j'ai vite été sidéré. Premièrement, il n'y a aucune remise en question de la pertinence des mesures sanitaires. Seule la proportionnalité des mesures est mentionnée, la Belgique étant apparemment similaire ou moins restrictive au niveau des libertés individuelles que les autres pays. Les auteurs soulignent l'importance de la proportionnalité car cela figure parmi les principaux piliers des principes éthiques de l'OMS concernant la quarantaine, les contrôles frontaliers et la distanciation sociale. Cela donne le ton du rapport dès les premières pages ! Deuxièmement, toutes les recommandations sont vagues. Ceci peut sembler évident pour ce type de rapport où le style est celui de la langue de bois, mais il n'en demeure pas moins que dans le chapitre de la gestion de la crise ou de la résilience du système de santé, les auteurs auraient pu prôner, par exemple, une réflexion sur l'organisation de la prise en charge des patients (avec les médecins généralistes en première ligne), comme nous l'avons fait dans un rapport avec le professeur Martin Zizi dès avril 2020 (publié dans la presse dominante<sup>8</sup>), avant qu'il ne soit rangé parmi les 18% de complotistes belges. Troisièmement, aucune critique ou analyse n'est faite quant au fonctionnement ou à la qualité des informations communiquées par les médias (sans parler de la panique qu'elles ont semé). Au final, ce rapport sert de façade pour donner une bonne image à nos dirigeants. Pire, il propose de manière répétée une gouvernance plus stricte et centralisée, une digitalisation du secteur public, une récolte de données plus efficace et la mise en place de moyens pour rendre la population plus résiliente lors des futures crises (qui est déjà dans le titre anglais de ce rapport : *Evaluation of Belgium's COVID-19 Responses: Fostering Trust for a More Resilient Society*). La Belgique avait l'opportunité de réaliser un examen *post mortem* sur la crise sanitaire, mais à l'instar des autopsies pendant la pandémie, rien n'a véritablement été fait – sauf peut-être une nécropsie de la bête qu'était la gestion de la crise sanitaire dans ce pays.

**Kaarle Parikka**



Illustration : Timothée Simon

1. Remarque que j'ai faite à de nombreuses reprises, voir par exemple mon article *La banalité du masque*, in Kairos, n° 60, été 2023.  
 2. *Evaluation of Belgium's COVID-19 Responses: Fostering Trust for a More Resilient Society*, OECD 2023; OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/990b14aa-en>.  
 3. [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/evaluation-of-belgium-s-covid-19-responses\\_87781450-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/governance/evaluation-of-belgium-s-covid-19-responses_87781450-fr)  
 4. *Réaction au rapport OCDE sur le Covid-19*, communiqué de presse, 14 décembre 2023. <https://vandenbroucke.belgium.be/fr/r-action-au-rapport-ocde-sur-le-covid-19>  
 5. « Médias : suppôts du pouvoir politique. Politiques : suppôts du pouvoir financier », in Kairos, 16-04-2020.  
 6. « La prostituée la plus connue du pays refuse de rembourser des primes Covid de 14.080€ », 7 sur 7, 04-03-2024.  
 7. *Idem* référence 1.  
 8. « L'UE s'adapte au coronavirus et se prépare pour éviter une nouvelle vague épidémique », Euronews, 18-07-2020.

# Eugénisme, suprémacisme, ségrégation

RÉFUTER ET COMBATTRE TOUTES LEURS VARIANTES, AUSSI CELLES DE NOS DIRIGEANTS

Illustration : Léandre

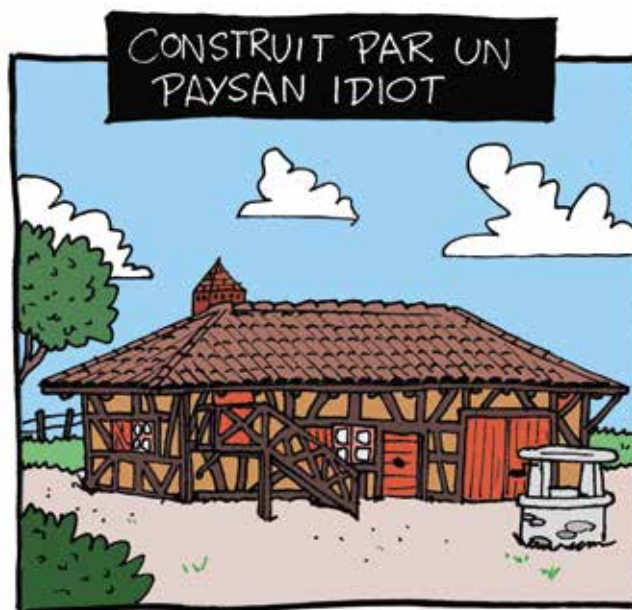
Les idéologies mentionnées dans ce titre n'ont pas disparu et des auteurs qui y sont liés ont un réel succès. L'un d'eux, Piero San Giorgio, s'est récemment vu donner la parole par un média alternatif belge (sans y aborder par lui-même les idées en question)<sup>1</sup>. Ignorant jusqu'il y a peu son lien avec ces idéologies, nous l'avions également interviewé (là non plus, il n'avait pas parlé des idées concernées). Nous continuons à penser que nul ne doit être exclu du débat public, notamment car cela empêche bien souvent la réfutation. Et justement, l'occasion est bonne pour informer davantage sur cet auteur, contribuer à rejeter ces idéologies, ainsi que se pencher sur leurs diverses formes, y compris dans nos systèmes partiellement démocratiques. Ces réfutations seront aussi l'occasion de mettre en valeur de belles et importantes découvertes.

Dans un entretien en 2016, Piero San Giorgio déclarait (avec une langue déliée par l'alcool) : « L'immense majorité des Européens sont irrécupérables, ce sont des tarlouzes et, c'est une bonne nouvelle, ils vont mourir. Ces gens-là ne devraient même pas exister, car le socialisme, le gauchisme, l'humanisme, le droit de l'homisme et toutes ces merdes, ça fait en sorte que des gens qui n'auraient pas dû exister, existent. On sauve les malades, les handicapés, c'est très bien, ça donne bonne conscience, mais ce n'est pas comme ça que tu bâtis une civilisation<sup>2</sup> ». Et dans un livre que cet auteur a préfacé en 2023, on lit : « La sélection naturelle – compétition entre les peuples, mais également au sein des peuples – est le meilleur moyen de renforcer cette identité [des Européens] puisqu'elle pousse la civilisation vers les hauteurs<sup>3</sup>. »

De telles idées n'ont manifestement pas donné lieu qu'à des mots, au cours de l'histoire. Concernant la réalité de la politique eugéniste nazie (pour ceux qui la mettraient en doute), outre les nombreux témoignages et recherches qui la documentent, cette politique s'inscrit pleinement dans l'idéologie du mouvement concerné, tel qu'on la trouve dans ses publications officielles. D'où une très forte crédibilité de ces données historiques. Un des spécialistes de ce sujet, Édouard Husson, est d'autant plus digne d'attention sur ce thème qu'on le classe très à droite. Dans une de ses publications, on lit que les nazis ont, entre 1939 et 1941, anéanti 70.000 malades, handicapés, aliénés, dépressifs et marginaux<sup>4</sup>. Pour être juste, il faut préciser que dans une interview récente non encore publiée (selon Amin Anouar du média Artémus, qui a coréalysé cet interview), San Giorgio a été interrogé sur les paroles citées ; et qu'il a alors déclaré donner des cours de ski à des personnes handicapées, ainsi que verser de l'argent à des associations de soutien à ces personnes. Pour le cas où ces propos sont honnêtes, on peut espérer qu'ils manifestent au moins un début de changement de point de vue, peut-être réellement favorisé par de telles expériences avec des moins valides. Écrire ça peut sembler naïf, mais il est important de distinguer entre les idées et leurs porteurs, de rester conscient que ces derniers peuvent changer (même si l'espoir est modéré, puisque la préface mentionnée date de 2023).

## DES RECHERCHES ESSENTIELLES

Concernant la réfutation des idéologies évoquées, on peut consulter par exemple trois études très importantes menées par un même groupe de chercheurs, et publiées en 2011. Elles concernent les enfants trisomiques, mais leurs observations s'appliqueraient sans doute aussi à bien d'autres types de personnes moins valides. La première recherche a porté sur 284 enfants trisomiques. Il en ressort notamment que 99% de ces enfants se disent heureux et que 97% ont de l'estime pour leur propre personne. 99% déclarent aimer leur famille et 86% considèrent qu'ils peuvent se faire facilement des amis<sup>5</sup>. La deuxième étude a porté sur 822 familles d'enfants trisomiques. Selon celle-ci, 96% des frères et sœurs de ces enfants



affirment éprouver de l'affection pour eux. 88% de ces frères et sœurs pensent être devenus de meilleures personnes au contact de leur proche trisomique, et 90% prévoient de rester engagés dans sa vie, une fois adultes<sup>6</sup>. Selon la troisième étude, qui a porté sur 2.044 parents d'enfants trisomiques, 99% de ces parents aiment leur enfant, et 79% considèrent que grâce à lui leur regard sur la vie est plus positif<sup>7</sup>.

**« Ses frères et sœurs parlent de ce simple d'esprit, de cet être infantile, avec un respect, une affection qu'ils ne témoignent à personne d'autre. »**

**Hermann Hesse, sur un membre de la famille Brentano**

Il est également important de s'interroger sur les mystères des destinées humaines et les nombreuses possibilités qui s'y relient. Suivant des traditions millénaires (bouddhisme et hindouisme), les épreuves vécues sur Terre ont une importance essentielle pour la suite du parcours des âmes humaines. Certes, les idées orientales de karma semblent présenter les choses en termes de châtements, ou d'une façon naïve en général (et même suprémaciste, dans l'hindouisme). Mais il est important de savoir que de telles visions ont poursuivi leur évolution, à travers les cultures. Ainsi, dans l'idéalisme des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, on trouve des approches purement philosophiques des idées de vies successives et de destinée, approches entièrement dénuées des tendances mentionnées. C'est en particulier le cas dans le petit livre *L'éducation du genre humain* de Lessing<sup>8</sup>, ou encore dans *Clara ou Du lien de*

*la nature au monde des esprits*<sup>9</sup>, de Schelling, sorte de dialogue platonicien moderne, aussi poétique que philosophique (ce qui nous rappelle que Platon avait lui aussi abordé ces questions dans le *Phédon*.) Et dans la science de l'esprit que s'est efforcé de développer un grand héritier de ces penseurs, Rudolf Steiner, on trouve des approches très concrètes et, là aussi, dénuées de toute conception de châtement ou encore de castes. Il s'agit notamment de l'idée que les vies des personnes présentant une forte déficience de l'intelligence seraient des formes de préparations où seraient développées les forces d'un « génie philanthropique », en vue d'une existence future<sup>10</sup>.

L'agnostique suffisant rira de telles approches, mais il ferait bien de se rappeler que les auteurs et courants cités sont des parts essentielles des cultures de l'humanité, ce qui devrait justifier non la crédulité bien sûr, mais une écoute et des recherches sans préjugés. En particulier, sur base de cette question : naître en tant que moins valide est-il forcément un accident, ou, dans certains cas du moins, cela pourrait-il être la manifestation d'un besoin de vivre certaines expériences, aussi dures celles-ci puissent-elles sembler ?

## DES FORMES MULTIPLES

Il est bon, aussi, de contextualiser. En aucun cas pour relativiser les horreurs nazies et les propos révoltants cités plus haut, mais pour remettre à leur place ceux qui, par l'idée de cordon sanitaire, suggèrent qu'ils seraient eux-mêmes « propres ». On peut notamment observer que si prôner l'élimination des personnes fragilisées ou moins valides est une monstruosité, favoriser des malformations à la naissance par des causes extérieures – ce qui est tout autre chose qu'une possible destinée spirituelle – est bien sûr également intolérable. Or, c'est exactement ce que font la grande majorité de nos dirigeants en obéissant à l'industrie des pesticides, substances agissant bien souvent sur les gènes, entre autres. En 2023 encore, les dirigeants européens ont notamment prolongé de 10 ans l'autorisation du glyphosate<sup>11</sup>. Or, le lien entre cette substance génotoxique et des malformations à la naissance a été établi (juste avant cette prolongation)<sup>12</sup>. Bien sûr, là aussi, les nazis auraient fait pire encore, puisqu'au-delà de leur vernis écologiste, ils abondaient dans le productivisme techniciste, en plus de leurs politiques génocidaires. Leur fameux ZyklonB était d'ailleurs censé être d'abord un pesticide. Mais cela ne dédouane évidemment pas les autres criminels évoqués.

Souvenons-nous aussi que l'eugénisme au sens strict a été pratiqué bien au-delà des puissances auxquelles on le relie d'habitude. Notamment en Grande-Bretagne et aux USA<sup>13</sup>. Et dans ce dernier pays, les stérilisations sans consentement d'Afro-Américains se sont poursuivies jusqu'en 1974<sup>14</sup>. Quant à l'injection massive de vaccins géniques, à renfort de propagande et au mépris des messages d'alertes de nombreux grands scientifiques, il s'agit là aussi d'un eugénisme irresponsable et destructeur, à très grande échelle. Enfin, concernant les tendances à la ségrégation, pensons au déniement actuel de vastes parts des populations auquel on assiste : les anathèmes d'« antivax » ou de « complotistes » et leurs lourdes charges de mépris et d'hostilité sont très susceptibles de préparer, volontairement ou non, de nouvelles politiques ségrégationnistes. Ainsi, autant les propos cités plus haut nous rappellent qu'une extrême droite classique reste pleinement d'actualité et nécessite toutes les vigilances et résistances, autant ces vigilances et résistances sont nécessaires, aussi, vis-à-vis des dérives et crimes massifs qui viennent d'être évoqués. Mais là aussi, n'oublions pas que les auteurs de ces crimes ne sont pas liés indissolublement à leurs idées, que des remises en question sont toujours possibles (même si, là encore, les espoirs sont modérés, tant que ces gens sont pris dans les réseaux où ils se trouvent).

## UNE LAMPE PLUS BELLE QUE DES ÉTOILES

Pour terminer et pour renforcer les réfutations esquissées plus haut, il est bon de faire appel à l'art et la littérature, par exemple à une lettre de Hermann Hesse, qui est comme un développement magistral de ce si beau proverbe arabe : « Si tu ne peux être une étoile au firmament, soit une lampe dans la maison » : « [...] comme on le voit dans beaucoup de contes de fées, il y a souvent un personnage qui est l'idiot de la famille, le bon à rien, et il se trouve que c'est à lui qu'incombe le rôle principal et c'est précisément sa fidélité à sa propre nature qui fait paraître médiocres, par comparaison, tous les individus mieux doués [...]. C'est ainsi qu'au commencement du siècle dernier vivait à Francfort la famille Brentano, riche en individualités supérieurement douées. Sur la vingtaine d'enfants qu'elle comptait alors, deux sont célèbres aujourd'hui encore : les poètes Clemens et Bettina Brentano. Eh bien, ces nombreux frères et sœurs étaient tous [...] des esprits étincelants, des talents de

premier ordre. Seul l'aîné était et demeura simple d'esprit et passa toute sa vie dans la maison paternelle, paisible génie du foyer dont on ne pouvait rien faire [...] ; en tant que fils et frère, il se montrait patient et débonnaire et, au milieu de la joyeuse et spirituelle bande de ses frères et sœurs où l'excentricité se donnait souvent libre cours, il devint toujours plus le centre silencieux et calme de la famille, une sorte d'étrange joyau domestique d'où rayonnaient la paix et la bonté. Ses frères et sœurs parlent de ce simple d'esprit, de cet être infantile, avec un respect, une affection qu'ils ne témoignent à personne d'autre. Donc, à lui aussi, à ce bêta, à cet idiot, il avait été donné d'avoir un sens et une charge, et il les avait assumés d'une manière plus complète que tous ses brillants frères et sœurs. Bref, lorsque quelqu'un éprouve le besoin de justifier sa vie, ce n'est pas le niveau général de son action, considérée d'un point de vue objectif, qui compte, mais bien le fait que sa nature propre, celle qui lui a été donnée, s'exprime aussi sincèrement que possible dans son existence et dans ses activités<sup>15</sup>. »

Daniel Zink

1. <https://artemus.info/conferences/> ; ce média donne aussi la parole à des personnes très opposées aux visions de San Giorgio.
2. <https://www.bitchute.com/video/59R8NdTdGdA4/>
3. Merz, N., *Le réveil des Européens*, éd. Alba Leone, 2023, 4<sup>e</sup> de couverture.
4. <https://doi.org/10.3917/rhsho1.181.0161>
5. <https://doi.org/10.1002/ajmg.a.34235>
6. <https://doi.org/10.1002/ajmg.a.34228>
7. <https://doi.org/10.1002/ajmg.a.34293>
8. Lessing, G. E. *L'éducation du genre humain* [1780], e. a. § 98 et 100, éd. Findakly, 1994, p. 59 sq.
9. Schelling, F. v., *Clara oder Zusammenhang der Natur mit der Geisterwelt* [1861], Gottafachen Buchhandlung, 1865, e. a. p. 116 – édité en Français chez L'Herne.
10. Steiner, R., *Philosophie und Anthroposophie* [1904-1923], R. Steiner Verlag, Dornach, 1984, p. 165 – en français chez Éd. Anthroposophiques Romandes.
11. « Le glyphosate autorisé pour 10 années supplémentaires dans l'UE... » in *Le Monde*, 16/11/2023.
12. « Le lien entre le glyphosate et les malformations à la naissance établi officiellement... », *Nouvel Observateur*, 10/10/2023.
13. <https://doi.org/10.3917/bhesv.181.0041>
14. « Les États-Unis ont mené un programme de stérilisation sur les Noirs américains. », *Le Vif*, 25/07/2020.
15. Hesse, H., *Lettre à un jeune artiste*, Calmann-Lévy, 1981 [1949], p. 11 sq.

# Abrégé de Novlangue

« La langue ne se contente pas seulement de poétiser et de penser à ma place, elle dirige aussi mes sentiments, elle régit tout mon être moral d'autant plus naturellement que je m'en remets inconsciemment à elle. Et qu'arrive-t-il si cette langue cultivée est constituée d'éléments toxiques ou si l'on en a fait le vecteur de substances toxiques ? Les mots peuvent être comme des minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir »

Viktor Klemperer<sup>1</sup>

La Novlangue est connue comme le dialecte des habitants d'Océania, pays totalitaire imaginé par l'écrivain George Orwell dans son roman *1984*. Son principe est élémentaire : travestir le sens des mots et simplifier la langue afin d'asseoir la domination du régime sur l'ensemble des couches de la société. Plus ce procédé est appliqué, plus le langage s'appauvrit. Les gens deviennent dès lors inaptes à penser. La captation totale de la langue par le pouvoir sert un objectif précis, à savoir la destruction des consciences afin de conformer les citoyens à l'idéologie du Parti.

Nous pensons que le capitalisme et le modèle technoscientifique qui lui est intimement lié sont d'essence totalitaire dans la mesure où, même si nous avons la possibilité d'écrire ces lignes sans devoir nous inquiéter d'être un beau jour jeté au goulag<sup>2</sup>, ils étendent le procès de réification et de maximisation des *Jouissances* sur la totalité des strates du vivant et du social d'une manière pleinement automatisée. Une *Novlangue* – parfois euphémisante, souvent paradoxale – se développe dès lors dans les interstices de notre civilisation. Nous proposerons dans cet article un tour d'horizon de ce nouvel idiome qui épouse les discours communs.

### 1) AU QUOTIDIEN

- Accompagnateur de train : la *Novlangue* est particulièrement marquée par l'euphémisation du discours, dimension que chacun peut constater au quotidien. De cette manière, un contrôleur de la SNCB – terme jugé négatif – n'est plus nommé tel quel, mais voit son aura rehaussée par la *positive attitude* du système ; bien que la fonction reste la même, le substantif change. Le mauvais contrôleur devient le bon accompagnateur (envers lequel il faut se montrer poli et dire « merci de m'avoir contrôlé accompagné »).
- Malvoyant : de la même manière, il sera plus approprié de dire d'un aveugle qui ne voit pas qu'il voit mal.

- Partir : même si la tendance n'est pas encore généralisée, il sera apprécié de dire de quelqu'un qui est mort qu'« il est parti ».
- Personne du troisième âge : euphémisme qui remplace le terme beaucoup moins scintillant pour les esprits chagrins de « vieux ».

### 2) GUERRE

- Bombe sale : pléonasmie qui consiste à suggérer qu'il existe des bombes propres, c'est-à-dire des armes explosives qui ne sont pas destinées à faire des dégâts. L'emploi de ce vocable témoigne d'un manichéisme qui réduit drastiquement toute possibilité de penser : il existerait d'un côté les gentils résistants qui pratiquent une guerre propre (voir *infra*) et de l'autre les méchants envahisseurs qui rendent le conflit crasseux. Tout analyste sérieux sait que la réalité est bien plus complexe que cela et que les protagonistes d'une guerre sont comme le couple exhibitionniste-voyeuriste (ou sadique-masochiste) : l'un ne peut exister sans l'autre.
- Guerre propre : oxymore qui insuffle la fallacieuse idée que l'on peut mener une guerre sans tuer (alors que toute guerre mène le procès de réification des âmes et des corps déployé par le capitalisme à sa quintessence, c'est-à-dire à la mort de l'Homme).

### 3) POLITIQUE

- Démocratie représentative : oxymore créé par la bourgeoisie « révolutionnaire » au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup> qui consiste à faire croire que le pouvoir du peuple se définit par la délégation de celui-ci dans les mains de quelques-uns au travers d'une croix inscrite sur un bulletin de vote tous les 5 ans.
- Gauche/droite : en réalité, les deux mouvements sont éminents procapitalistes et comptent parmi les plus fervents acteurs de la *Société du spectacle*<sup>4</sup>. Notons par ailleurs que, selon le philosophe Jean-Claude Michéa, la droite était his-

toriquement liée à l'aristocratie et au clergé, tandis que la gauche représentait les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Il existait à l'époque un troisième groupe politique : celui des prolétaires qui a donc finalement été absorbé par l'insatiable *Ogre bourgeois*.

- Parti socialiste : par le renversement de ce vocable, les différents partis progressistes de la gauche traditionnelle ont réussi un tour de passe-passe particulièrement étourdissant : faire croire que la lutte pour le pouvoir d'achat – notion spécifiquement bourgeoise visant à réunir le plus grand monde dans le merveilleux cercle des consommateurs – émane du socialisme (lequel, selon Karl Marx, correspond à la phase transitoire entre le capitalisme et l'avènement du communisme caractérisée par la dictature du prolétariat). Ne vivrait-on pas dorénavant au contraire dans une forme de dictature de la consommation autour de laquelle les *prolétaires de tous pays se sont unis* ?

### 4) RÉVOLUTION

- Acte engagé : le slogan des magasins Delhaize est limpide : consommer bio dans un de ses supermarchés constitue un *choix engagé*. Ou quand le petit colibri (qui est plus narcissique qu'il n'en a l'air<sup>5</sup>) s'incruste chez le roi Lion.
- Antisystème : le fait qu'un magnat de l'immobilier tel que Donald Trump ou qu'un ancien banquier de chez Rothschild (Macron) puisse être qualifié d'antisystème devrait en faire gerber plus d'un. Ils sont pourtant beaucoup à applaudir ces *files de pub*<sup>6</sup>.

### 5) ÉCOLOGIE, ENVIRONNEMENT

- Aliment biologique : pléonasmie visant à occulter que la nourriture est un des constituants de la vie. Son emploi généralisé devrait être perçu comme un drôle d'aveu de la part du système capitaliste. Il n'en est rien. Au contraire, vorace,

ce dernier se délecte tant et plus au travers du désormais célèbre label.

- Béton vert : oxymore visant à faire croire que la destruction des espaces verts pour laisser place au bitume constitue un acte écologique destiné à « sauver le climat ».
- Développement durable (ou capitalisme vert) : oxymore inventé par le technocapitalisme qui indiquent d'une manière trompeuse qu'il est non seulement possible, mais également souhaitable, de croître à l'infini pour une période indéfinie, le tout dans un monde fini.
- Qualité de l'air : il vaut mieux dire de nos jours que l'on mesure la qualité de l'air afin d'éviter de prononcer une phrase ô combien plus fâcheuse : « On va mesurer le taux de pollution dans l'air ».
- Voiture propre : oxymore qui laisse à penser que les SUV électriques roulent (et sont fabriqués) à partir de pets de licornes arc-en-ciel.

## 6) NUMÉRIQUE

- Apéro-skype : oxymore apparu en l'an 1 de l'ère Covid qui consiste à faire croire qu'il est faisable de se réunir pour un moment convivial derrière un écran.
- Influenceur : personne qui influence l'opinion d'autrui afin de le rendre plus libre dans ses choix.
- Intelligence artificielle : oxymore qui rapproche fantasmatiquement l'homme de Dieu en lui faisant miroiter qu'il est capable de créer l'intelligence à l'aide de techniques artificielles.
- Réseau social : oxymore qui suggère qu'un utilisateur de Facebook peut faire l'amour en cliquant sur un bouton « j'aime ».

## 7) SOI ET L'AUTRE

Autonomie : faculté d'un employé d'une entreprise (oups, d'un collaborateur pardon – voir *infra*) à s'impliquer librement pour son patron qui l'exploite en devenant l'auto-entrepreneur de son capital humain (voir *infra*).

Autre : s'il était autrefois sujet de rencontres, l'autre est devenu objet de *Jouissance*. De fin en soi<sup>7</sup> il est considéré aujourd'hui comme un moyen dans une optique plus que louable : encourager les vices privés afin de garantir la vertu publique<sup>8</sup>, c'est-à-dire la bonne santé économique du modèle libéral.

## 8) MONDE DU TRAVAIL, DE L'ENTREPRISE (CAPITALISME)

- Capital humain : oxymore qui désigne l'ensemble des connaissances, techniques, aptitudes, talents et qualités accumulés par une personne prête à s'investir sur le *Marché*. Ce mot, apparu dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle, parachève la transformation de l'homme en *Chose* afin qu'il épouse le monde de l'entreprise comme il se doit.
- Capitaliste philanthrope : contrairement aux apparences, il ne s'agit pas d'un oxymore, mais d'un pléonasme qui stipule que les exploités ont la main sur le cœur. En réalité, tout philanthrope s'adonne au travers d'une fausse bonne conscience typiquement bourgeoise<sup>9</sup> à une abnégation frelatée pour l'homme, non pas par amour du prochain, mais par (pseudo) amour de soi.
- Capital-santé : terme inventé par l'OMS (Organisation « monstreuse » de la santé) pour laquelle la santé repose tout à la fois « sur la santé physique, la santé mentale et la santé sociale et constitue non pas une absence de maladie, mais un état de complet bien-être » (y compris au travail). Le but ? Que chacun atteigne un niveau de performance optimal dans tous les domaines de l'existence. En d'autres termes, ce concept signe l'intromission des préceptes du capitalisme jusque dans les sphères les plus privées de l'homme (ne parlons même pas de l'EVRAS<sup>10</sup>).
- Collaborateur : anciennement, le terme avait un sens péjoratif (*collabo* des camps de concentration par exemple). De nos jours, sa portée a été renversée et désigne d'une façon pompeuse l'employé d'une entreprise.
- Demandeur d'emploi : concept venant remplacer le mot « *chômeur* » afin de faire penser que tous sont demandeurs d'un emploi à l'endroit où on voudrait les obliger à en avoir un pour survivre.
- Plan social : anciennement *plan de sauvegarde de l'emploi*. Il s'agit d'un licenciement massif du personnel d'une entreprise afin de préserver les emplois de celle-ci (oui, ça rend fou).

• Remercier un membre du personnel : licencier un membre du personnel.

• Ressources humaines : c'est en 1980 que les ressources humaines sont venues se substituer aux *services du personnel* dans les entreprises. C'est ainsi que l'individu humain, avec toute sa lourdeur corporelle et psychique, tend à disparaître au bénéfice d'un terme faisant épouser à l'homme des substances telles que le pétrole ou le charbon.

• Technicienne de caisse et technicienne de surface : système technicien oblige, tout devient faussement technicisé de nos jours afin de ne pas vexer ceux que l'on exploite.

## 9) CULTURE WOKE

- Animal non humain : terme issu de l'antispécisme qui vise à occulter les différences que l'on peut retrouver entre le cochon et l'homme (bien qu'il existe, il est vrai, quelques ressemblances notoires entre ces deux êtres).
- Autodétermination : droit inaliénable d'un enfant de 1 an à poser ses propres choix indépendamment de l'avis de ses parents.
- Égalité : terme trompeur, d'autant plus lorsqu'il est employé au sujet de l'égalité entre les hommes et les femmes au parlement (la représentativité égale des sexes genres est, il est vrai, plus alléchante pour l'imaginaire bourgeois que la représentativité égale des revenus – on ne retrouve que très peu de « pauvres » dans les hautes sphères du pouvoir. Il n'est dès lors pas étonnant que les *béni-oui-oui* de la gauche bien-pensante s'acharnent à défendre tel type d'égalité au détriment d'une autre, ce qui rend la lutte pour l'égalité quelque peu inégalitaire).
- Parent 1, parent 2 : mots masculins venant se substituer aux termes désormais surannés de « père » et « mère » afin de garantir l'égalité des sexes, ainsi que le respect de toutes les diversités familiales au sein de l'administration. Bien qu'il permette *a priori* d'annuler toutes formes de discriminations, son emploi provoque d'interminables disputes au sein des couples qui n'arrivent pas à décider qui aura la chance d'être désigné parent « *number one* » et lequel sera le détestable « *number two* ».
- Racisé : mot qui désigne toutes les personnes victimes de discrimination (sauf, bien entendu, les mâles cisgenres blancs).
- Réunion non mixte : réunion de laquelle sont exclus les « *blancs* » afin de lutter contre les discriminations.

## 10) COVID-19 (POUR NE JAMAIS OUBLIER. ET PARCE QUE CETTE FUNESTE PÉRIODE A ACCÉLÉRÉ L'ENTRÉE DE L'HOMME DANS L'ÈRE ULTRA-NUMÉRIQUE QUE NOUS CONNAISSONS).

- Altruisme : attitude typiquement bourgeoise ayant envahi les discours et les actes lors de la pandémie. Elle consiste à se donner la fausse bonne conscience que l'on agit pour les autres, alors que c'est la garantie des *Jouissances* qui guide en réalité l'action. Elle se résume par ce discours paradoxal : « *Ne sois pas égoïste, pense à moi et fais-toi vacciner, afin d'obtenir ton pass' sanitaire et de satisfaire tes envies égoïstes*<sup>11</sup> ».
- Bien essentiel : marchandise considérée comme bon objet qui peut être écoulee sur le marché. À y regarder de plus près, l'emploi de ce concept constitue tout de même un drôle d'aveu de la part du modèle capitaliste.
- *Clapping* : anglicisme qui désigne les applaudissements quotidiens (et remplis de *pathos*) aux balcons pour soutenir le personnel soignant (ceci, bien entendu, avant qu'une partie d'entre eux ne refuse l'odieuse chantage à la vaccination orchestré par le gouvernement).
- Covid négatif : personne considérée comme bon objet, mais qui peut, à tout moment, glisser dans la catégorie des mauvais objets.
- Covid positif : personne considérée comme mauvais objet et priée de ne pas infecter les bons objets par l'intermédiaire d'une mise en quarantaine obligatoire librement consentie.
- Covid *safe ticket* : en Belgique, passeport qui permet de s'agglutiner en discothèque ou au café afin de limiter la propagation d'un virus respiratoire.
- Distanciation sociale : geste de solidarité.
- Égoïsme : attitude qui consiste à rejeter le chantage à la *Jouissance* du gouvernement et à décliner les avances d'un vaccin expérimental potentiellement mortel.
- Geste barrière : geste de solidarité.



Illustration : Philippe Debongnies

- Geste de solidarité : **temps 1** : rester chez soi. **Temps 2** : aller en discothèque et boire un verre au café à l'aide d'un passeport. Enlever son masque une fois à table et le remettre quand on se lève pour pisser. **Temps 3** : accepter l'injection d'un produit peu éprouvé dans le corps.
- Non-vacciné : paria que le président du pays de la fraternité (sic) avait promis en son temps d'emmerder jusqu'au bout.
- Politique sanitaire : offrir des concerts de DJ's pour les jeunes dans des vaccinodromes afin de les inciter à se faire vacciner.
- Traçage : procédé hautement technique qui permet de suivre à la trace un agent invisible.

Il nous reste, pour conclure, à paraphraser notre très cher Orwell : « *La guerre (contre le virus et pour l'Ukraine) c'est la paix ; l'ignorance (des limites, de la pensée et de l'inconscient) c'est la force ; le passeport sanitaire, l'obligation vaccinale et le droit au travail c'est la liberté* ».

Kenny Cadinu

1. Philologue juif ayant notamment écrit *LTI : la langue du 3<sup>ème</sup> Reich*, 1947.  
 2. Plus inquiétant peut-être : nous pouvons en réalité écrire les analyses les plus pertinentes dans l'indifférence la plus totale.  
 3. Voir notre article paru dans le 64<sup>ème</sup> numéro de *Kairos* : « Démocratie représentative : le berceau d'un oxymore ».  
 4. Voir Guy Debord.  
 5. À y regarder de plus près en effet, la fable reprise par Pierre Rabhi ne respire pas l'humilité, mais est pètrie de condescendance ; le petit colibri auquel l'individu est invité à s'identifier vole ainsi fièrement et vaillamment à contre-courant de tous ces idiots d'animaux figés par la peur. Sous ces grands airs, le petit oiseau souffre en réalité d'un manque de reconnaissance, ce qui l'amène à agir sans le groupe. Nous en voulons pour preuve qu'il ne prendra pas la peine de se concerter avec ses comparses afin de mener l'action la plus adéquate qui soit, ni même de raisonner – pour peu que ceci soit son objectif – ses compagnons autrement que par l'agir. Culotté, il se permet de plus d'endosser le costume du moralisateur par l'énonciation d'une phrase laconique et assassine – « *Je le sais, mais je fais ma part* » (et toc !) – à celui-là seul (le tatou) qui tente de discuter, d'échanger de la parole, c'est-à-dire de tisser du lien avec lui. Le tatou n'a peut-être pas totalement tort d'attirer le colibri vers la conscientisation de sa propre folie ; si celui-ci s'agit pour *faire sa part*, ce n'est finalement pas tant pour éteindre le feu que dans le but de raviver un narcissisme grièvement étioilé sous les effets de la postmodernité.  
 6. Clin d'œil à la désormais célèbre rubrique d'Alain Adriaens qui paraît dans ces colonnes.  
 7. Voir les deux principes catégoriques d'Emmanuel Kant.  
 8. Voir l'œuvre de Dany-Robert Dufour.  
 9. Voir Jacques Ellul, *La métamorphose du bourgeois*.  
 10. Ceci a été fait dans le numéro 63 de *Kairos* au travers de notre article « *Psychanalyse de l'EVRAS* ».  
 11. Voir notre article paru dans le 44<sup>ème</sup> numéro de *L'escargot déchainé* : *Penser la crise. Le dixième discours paradoxal : une gestion libérale de la pandémie*.

# La métropolisation du monde, *kairos* de la décroissance ?

Le productivisme adore la grosseur urbaine. Toutes les infrastructures et toutes les technologies y prospèrent grâce à la masse des corps réunis et aux échanges ainsi permis. Les rendements et profits y sont garantis, moyennant densité et croissance présentées comme infinies. Voici notamment la raison d'être des projets du Grand Paris, pour 40 milliards € en deux décennies. Or, de telles concentrations sont loin d'être sans effets, singulièrement à l'ère de la métropolisation des 50 dernières années. En font directement partie l'exclusion des plus pauvres et des populations ainsi en voie de déclasserment, ainsi que l'exploitation de toutes les ressources du vivant par consumérisme débridé et extractivisme généralisé.

Or, si tout ceci est maintenant largement documenté<sup>1</sup> et que dès les années 1970 des écrits pointaient de tels effets de la croissance urbaine<sup>2</sup>, les pensées de la nébuleuse écologiste de gauche d'aujourd'hui, et même de certains décroissants, continuent largement de négliger une telle réalité. Que les mondes experts et universitaires, très dépendants des financements (urbains) et de la représentation sociale (urbaine), minorent le caractère mortifère de cet antre techno-productiviste que constitue la grande ville, rien d'étonnant. Mais que des pensées défendant des sociétés plus justes et écologiques négligent cela, c'est plus troublant. Par exemple, pour ne parler ici que de la décroissance en France, la Maison commune éponyme parle dans son dernier *opus* certes de démétropolisation des territoires comme une nécessité, mais loin après la désintensification de l'agriculture, la démarchandisation des liens, la déconsommation des pratiques, la démobilité dans nos déplacements... Plus encore, les productions de l'Observatoire de la post-croissance créé il y a 2 ans, de même que le Festival de la décroissance de l'été dernier à Saint-Maixent-L'école (Deux-Sèvres) ignorent totalement de tels faits, tout comme d'ailleurs des auteurs à la subreptice notoriété<sup>3</sup>. Et, il en va plus largement aussi des pensées militantes dites de gauche écologique et sociale.

C'est en fait comme si la grande ville, icône de la marchandise et surtout creuset du productivisme, quels que soient les régimes, n'était pas la matrice de tous les « dé » évoqués, appelant en retour à faire de la démétropolisation le tout premier objectif pour les espaces et les sociétés. Comme si la grandeur urbaine n'était pas, rien que sur les deux derniers siècles écoulés<sup>4</sup>, le lieu fétiche du capital, avec, telles que largement décrites par Henri Lefebvre et David Harvey, rentes et accumulation, infrastructures et reproductions, et ce faisant médiations et subsomptions avec leurs belles mutations à l'ère néolibérale des 50 dernières années : le travail et sa division (tertiarisation et financiarisation des économies urbaines), la marchandise et sa consommation (innovations commerciales urbaines enjoignant l'achat compulsif et l'ébriété généralisée pour l'entière des sociétés)... mais également la culture (inspirations et créations urbaines) et nos éducations (concentration et polarisation urbaines de l'offre élitare de formation), et, bien sûr, les institutions (métropolitaines) et leur puissance d'action. Sur ce dernier point, ce sont toutes les réformes octroyant partout aux métropoles les compétences pour attirer économiquement et concurrencer territorialement tous les projets d'un capitalisme infrastructurel devenu partout levier premier du développement par la croissance.

Mais pourquoi une telle atonie lorsque l'on sait que toutes les grandes capitales occidentales ou presque perdent, certes modestement et très inégalement, de la population ? N'aurions-nous pas ici, par ce déni, l'une des causes premières pour laquelle l'émergence du grand récit d'émancipation par l'alternative décroissante a du mal à s'affirmer ? Et si la monade urbaine rencontrait ici son propre *kairos* ?

Alors, bien sûr, impossible ici en quelques lignes de recenser l'ensemble des facteurs expliquant un tel déni critique d'une totalité métropolitaine devenu *nomos* biopolitique de la pla-

nète entière<sup>5</sup>. Bien des causes (inter-)agissent, et au premier chef le fait que l'ensemble des parcours de vie, y compris chez celles et ceux se prétendant les plus fervents opposants au capitalisme urbain, transitent plus ou moins durablement par la grande ville pour, dit-on, s'émanciper culturellement, se réaliser économiquement, se construire socialement. Cependant, partant du champ des idées politiques, un facteur est ici à mettre en avant : au plus près du capital et des institutions du pouvoir, la grande ville, *Urbs* et *Polis* réunis, permettrait à tout un chacun de se construire politiquement. En fait, si elle est aujourd'hui une subjectivation néolibérale totale, celle d'un encastrement biopolitique et psychopolitique du capital dans la pierre et les réseaux, les esprits et les corps, les émotions et les attentions<sup>6</sup>, elle continuerait d'être aussi dans ces pensées une subjectivation et une socialisation politiques... par la densité, une solidarité et une communauté politiques... par la proximité, une expression et une visibilité politiques... par le nombre rassemblé. Voici l'une des prétendues vertus d'un « droit à la ville » construit comme récit<sup>7</sup>.

C'est toutefois un peu vite oublier que vouloir transformer politiquement le monde par la masse urbaine crée une nasse, et même parfois une classe, celle faisant de la représentation et de la délégation, de la spécialisation et ce faisant des institutions politiques, des solutions, y compris par la confrontation. D'où d'ailleurs des militances qui ne rechignent pas à briguer quelques mandats. Doit-on en fait rappeler que les villes naissent de et pour les États<sup>8</sup>, au point que certaines deviennent même Cité-État, et que comme techniques du pouvoir, urbanisme et aménagement ont, depuis les Empires et leurs enclaves urbaines, toujours cherché à créer les densités nécessaires à leur propre colonialité. Nous avons là par cette construction en fait affaire aux pratiques routinisées totalement intégrées dans le jeu ordonné des pouvoirs institués, ceux de l'État en particulier, rendues dialectiquement compatibles par l'organisation des hiérarchies et des légitimités. Et ceci sans même parler du rôle de l'atomisation néolibérale et du narcissisme propre au capital dans la construction métropolitaine de tels parcours et identités, ni évoquer ce que la masse offre techno-politiquement aux autorités urbaines pour tracer, surveiller, contrôler. Bref, nous gouverner.

Voilà sans doute la raison de luttes de plus en plus stériles pour affronter et commuer de l'intérieur le *deus ex machina*, que ce soit par un municipalisme très en vogue dans les pensées de gauche ou par le renouveau très actuel du blocage et du sabotage. Voilà surtout pour le pendant politique de la supériorité, proclamée historiquement, de la ville sur toute autre forme d'organisation territoriale, venant s'ajouter aux cultures et arts, sciences et techniques, grande histoire et sa mémoire. Pourquoi dès lors les affronter du dedans en y vivant au risque de participer soi-même de l'aliénation ? Telle que la pensée situationniste aimait à décrire la mise en spectacle de la société, c'est l'anesthésie planétaire annoncée, le coma animé assuré.

Alors, j'entends d'ici que l'idée même de prendre distance et de commencer un peu à se sevrer en cessant d'être des agents du tout urbain serait une lubie insignifiante, voire un désir romantique effroyablement bourgeois. J'entends d'ici que partir renouerait avec le mythe ancestral de la cabane, une désertion face à la puissance tellurique des mécanismes du capitalisme, l'expression de capacités bien trop limitées d'indignation, l'expression d'un retranchement de la solidarité collective incapable d'accoucher d'une « *forme politique complète* » de la destitution. Mais, doit-on poursuivre dans cette voie lorsque, dans un mépris du vivant, l'être métropolitain travaille tranquillement à sa propre fin, avec hectares fantômes et esclaves énergétiques en sous-mains ? Ne serait-il pas en fait temps de politiser différemment nos façons d'habiter et accessoirement de les choisir avec un peu plus de liberté ?

Suivant Raoul Vaneigem, la campagne offre à la perspective d'un bouleversement collectif et individuel ce que l'on pour-

rait qualifier de « *champ de bataille démilitarisé*<sup>10</sup> », un lieu des possibles. À condition toutefois de renouer avec d'autres cultures politiques, d'autres économies morales, au premier chef celles de la paysannerie et ses héritages (ses capacités d'autosubsistance vivrière, sa jouissance coutumière, sa gestion communautaire), ainsi que de quelques autres subalternités, non moins autonomistes, exprimées récemment justement en opposition à la métropolisation (cf. les Gilets jaunes). C'est l'objet du mouvement post-urbain né en France il y a 4 ans, accompagné pour ce faire par des organisations ruralistes et, c'est à souligner, quelques objecteurs de croissance<sup>11</sup>. Il y a bien d'abord à décoloniser les imaginaires de l'écologie politique, avec un soupçon de géographie, biorégions post-urbaines à l'appui, si l'on veut repeupler les espaces périphériques et déconcentrer les grandes villes, relocaliser les productions et démarchandiser les relations, et surtout réempaysanner la société et ce faisant réempaysanner un peu les corps abreuvés de confort... urbain<sup>12</sup>.

Guillaume Faburel, Université Lumières Lyon 2

1. Pour une vue d'ensemble, cf. *Métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Le Passager clandestin, 2018.

2. Voir les écrits séminaux du mouvement *Survivre et vivre*, mais aussi ceux de Bernard Charbonneau, Jacques Ellul (reprenant notamment les écrits du géographe Maurice Le Lannou sur le Déménagement du territoire), comme depuis lors, dans un autre registre, Pierre Gevaert, *L'avenir sera rural. Au secours d'un monde moderne en dérive*, Le Courrier du Livre, 1994 ; Pierre Thuillier, *La grande implosion. Rapport sur l'effondrement de l'occident 1999-2002*, Fayard, 1995.

3. Timothée Parrique, pour ne pas le nommer.

4. Cependant, bien des travaux montrent le rôle économique et politique des villes dans la fameuse épopée « civilisationnelle » multimillénaire de l'humanité, singulièrement depuis l'occident triomphant et ses Empires (écrits de Mumford ou Scott notamment).

5. Conseil nocturne, *Habiter contre la métropole*, Divergences, 2019.

6. Byung-Chul Han, *Psychopolitique. Le néolibéralisme et les nouvelles techniques de pouvoir*, Circé, 2016.

7. Pour exemple parmi tant et tant d'autres, cf. Matthieu Adam, Emeline Comby (dir.), *Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville*, Amsterdam, 2020..

8. James C. Scott, *Homo domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, La Découverte, 2019.

9. Frédéric Lordon, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, La Fabrique, 2019.

10. Raoul Vaneigem, *Retour à la vie*, L'Insomniaque, 2022.

11. [www.post-urbain.org](http://www.post-urbain.org)

12. Guillaume Faburel, *Indécence urbaine. Pour un nouveau pacte avec le vivant*, Climats-Flammarion, 2023.

# D'une cage à l'autre

Mardi 23 juillet 2024, J-3 de l'ouverture des jeux olympiques de Paris. Je longe la « zone grise », surnom familier du périmètre « Silt » (pour « Sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme ») décrété par le très autoritaire préfet Laurent Nuñez, étroite bande située en plein cœur de la capitale et qui borde la Seine. Le franchissement des barrières hermétiquement gardées par des policiers et des gendarmes n'y est autorisé que sur présentation d'un QR Code. Privilège dont très peu de personnes semblent bénéficier au vu des rues, des trottoirs et des places de la zone grise, presque entièrement vides d'humains. Quelques organisateurs du Grand Évènement, une poignée de riverains et c'est tout. Longeant le Louvre, l'avenue de Rivoli est totalement déserte et les touristes qui errent, mi-interloqués, mi-agacés, se hissent sur la pointe des pieds pour photographier le musée par-dessus les grilles. Des grilles qui dessinent un labyrinthe sinueux dans lequel les piétons se bousculent et se marchent sur les pieds. À Paris, les rats d'égout pullulent et s'égaillent librement, tandis que les promeneurs s'entassent dans des cages. Comme une vision de zoo humain. Oserais-je qualifier ces jeux de zoo olympiques ? La suite des événements fut plus banale. À part la pluie, la cérémonie d'ouverture n'aura été troublée par aucun attentat islamique provoqué par une bombe cachée dans une boîte de bouquiniste, ni par la main de Moscou qu'on avait pourtant imaginée se glisser partout, et jusque dans la culotte du zouave du pont de l'Alma. Le seul intérêt des JO est d'offrir un miroir grossissant de l'idéologie du pays qui les accueille. Les JO 2024 furent donc oligarchiques – les gueux, ces « gens qui ne sont rien » selon l'infecte terminologie présidentielle se virent tenus à distance, tandis que « ceux qui ont réussi » se pavanèrent au premier rang des tribunes – et woke, servilité sociétale vis-à-vis du maître étatsunien oblige. Puis vinrent les épreuves à proprement parler, et la France brilla, mais, à considérer l'Histoire, doit-on vraiment se réjouir qu'un pays devienne sportif ? Toutefois, malgré les déferlements d'enthousiasme surjoué des médias, quelque chose sonnait un peu faux dans leurs trépidations frénétiques. Comme un air de déjà vu et de lassitude. À croire que les JO n'étaient que la dernière étape assez molle d'un cycle où bien d'autres joutes avaient longuement tenu les foules en haleine. Le Tour de France ? Peut-être, mais il faut bien avouer que (presque) tout le monde a déjà oublié le nom de son vainqueur. L'Euro de football ? D'accord, mais dès que la France en fut éliminée, on s'en détourna. À y regarder de plus près, si les JO parurent fades, c'est probablement parce qu'ils ne purent – et de loin – atteindre le niveau de suspens et de rebondissements de l'incroyable série de compétitions électorales que le pays avait connu en l'espace de 4 semaines, entre début juin et début juillet.

Dès la première manche que constituèrent les européennes, les commentateurs politiques, qui n'ont rien à envier à leurs homologues sportifs – ceux-ci allant jusqu'à être interchangeables entre eux – donnèrent de la voix. Le RN du sémillant, bien qu'un peu bas du front, Jordan Bardella, allait rafler la mise, et même si on regrettait ce lamentable prurit « populiste » des masses, aucun doute n'était possible et il fallait tant bien que mal s'en accommoder. Nos fins journalistes et consultants de cour étant polyglottes, ils entamèrent donc en chœur le slogan *The show must go on !* La médaille d'or étant courue d'avance, il s'agissait de savoir qui allait rafler l'argent. Et c'est là que les médias de l'oligarchie (qu'en France, on peut sans aucun risque de caricature ni d'omission, nommer « les médias ») se surpassèrent. Ou tout du moins s'égalèrent, si on remontait 8 années en arrière. 2016 vit la mise sur le marché d'une créature fabriquée de toutes pièces par le système de prédation économique et financière en la personne d'Emmanuel Macron. 2024 fut l'année de la récurrence où, par la grâce d'un hoquet régurgiteur, le même système engendra



Illustration : Aurélie Garnier

Raphaël Glucksmann. Magie de l'épiphanie, un nouvel Élu était apparu et tous devaient fêter son avènement ! Qu'importe que, sur ses affiches où claquait le slogan martial « Réveiller l'Europe », l'individu eut l'air d'avoir été surpris au saut du lit, et que ses apparitions télévisées révélèrent un germanopratin raide, arrogant et cassant, toute la caste médiatique n'avait d'yeux que pour lui. Allait-il passer devant la candidate macroniste, Valérie Hayer, dont le charisme aurait fait passer l'ancien Premier ministre Jean Castex pour Che Guevara ? En tous cas, les gazettes et les lucarnes firent tout pour, à l'instar de *Libération* qui titra en Une « *Le petit vote qui monte* », au-dessus du crâne déjà dégarni, probablement pour cause de cogitations excessives, du philosophe par héritage. Et, comme toute prophétie autoréalisatrice, celle-ci se réalisa. Le parti socialiste, qui n'était plus qu'un objet de moqueries associant pêle-mêle le règne présidentiel calamiteux du comique troupier de sous-préfecture François Hollande et les gaffes à répétition de la mairesse de Paris Anne Hidalgo, et dont le secrétaire général, Olivier Faure, n'avait toujours pas réussi à se faire un prénom, son patronyme évoquant – dans le meilleur des cas et chez les plus anciens – son homonyme Edgard (disparu en 1988) et, dans le pire, absolument personne, était re-né de ses cendres pourtant très, très, froides. Le pari fut gagné par M. Glucksmann, mais pas grand monde ne fit la remarque que celui-ci avait été truqué. Car le nouveau champion avait été dopé au-delà de toute mesure. Certes, pas à l'EPO comme le premier Lance Armstrong venu, mais avec la plus redoutable de toutes les méthodes de tricherie : la propagande massive. Propagande dont les commanditaires étaient ouvertement les néoconservateurs de Washington, qui n'auraient pu rêver d'un supplétif aussi zélé. Otanolâtre fanatique et radicalisé, va-t-en-guerre exalté contre la Russie et la Chine (à condition, bien entendu, que ce soient les autres qui aillent au casse-pipe), celui qui, enfant, sautait sur les genoux de BHL surpassa son maître dans ses outrances faussement droit-de-l'hom-

mistes et réellement néo-impérialistes. Contrairement au vieux « nouveau philosophe », usurpateur multi-entarté par le génial agitateur belge Noël Godin, dit « le Gloupier », et familier des postures éphémères enflammées lourdement médiatisées à chaque fois qu'un conflit opposant le Bien (occidental) au Mal (le reste du monde) éclate, avec M. Glucksmann on pénétrait dans une catégorie supérieure, le haut du panier, du *premium*, et du vrai. Car, contrairement à BHL, magicien du verbe creux, M. Glucksmann avait prouvé qu'il savait mouiller sa chemise, dont le modèle blanc immaculé avec les trois boutons du haut ouverts avait de toute façon été préempté par son mentor. Il fut ainsi de 2009 à 2021 « conseiller spécial » du président géorgien Mikhaïl Saakachvili, installé au pouvoir à l'issue d'une énième « révolution de couleur » – cuvée dite « des Roses » dans le cas présent –, dénomination trompeuse qui présente comme de faux soulèvements populaires des coups d'État de la CIA en version *soft power*. Aux temps de la Françafrique, il était de bon ton de se gausser que l'ancien colonisateur choisit aussi bien les dirigeants que leurs (faux) opposants. Devenue à son tour une colonie étatsunienne, la France subit désormais le même sort. Sans que cela n'émeuve outre mesure nos « indigénistes » et autres « décolonisateurs », que l'on avait naguère connus plus chatouilleux.

Le soir du 9 juin, les résultats des élections européennes, à l'occasion desquelles on avait parlé de tout et de rien, en fait surtout de rien et surtout pas d'Europe, furent totalement conformes aux sondages qui, une fois n'est pas coutume, ne s'étaient pas trompés. Les médias s'apprétaient à passer en mode estival et à assaisonner les masses au décervelage olympique lorsque le président prit la parole pour annoncer la dissolution de l'Assemblée et la tenue d'élections législatives express. Nos commentateurs reprirent immédiatement du service, dans un déchaînement inédit. Macron était-il devenu fou (révélation apparemment fort tardive), son narcissisme

l'aurait-il perdu (à vrai dire, rien de neuf ici, non plus) ou bien l'ancien « Mozart de la Finance » était-il un joueur de poker invétéré (cette supposition émanant, quant à elle, de son dernier carré de courtisans) ? On n'avait pas connu un tel flot de supputations depuis le coup de tête assené par Zidane à l'Italien Materazzi lors de la finale du Mondial 2006. L'issue du premier tour, qui se tint le 30 juin, ne donna lieu à aucune surprise et le RN arriva en tête. La semaine qui suivit fut celle de toutes les hystéries. Il n'y était question que du péril des « extrêmes », les médias collaborationnistes amalgamant sans vergogne de courageux dénonciateurs du génocide palestinien, qu'ils traînaient dans la fange depuis des mois, et des zéloteurs béats du régime sanguinaire de M. Netanyahu. Le mauvais score, tout relatif, des seconds siffla la fin de l'ultime scrutin du 7 juillet. Au bout du compte, comme dans la vieille émission de Jacques Martin où celui-ci faisait chanter des enfants, tout le monde se déclara vainqueur. En oubliant, ou en essayant de nous faire oublier que, là aussi, toutes ces excitations n'avaient été qu'un jeu de dupes et que le vrai gagnant, en l'occurrence une gagnante, avait été désignée d'avance. Son nom : Ursula von der Leyen, impératrice de l'Europe exigeant l'obéissance de tous sans être élue par aucun scrutin démocratique, qui a bien dû s'amuser de ces pantalonades si délicieusement *französisch*, au même titre que les toilettes à la turque des vieux bistrotis parisiens et de leurs supports de rouleaux de papier hygiénique qui n'en dispensent plus que le cylindre de carton. Car, que des politiciens d'opérette se soient écharpés à propos du choix de la couleur destinée à repeindre les barreaux de la cage Europe – rouge, rose, vert ou bleu marine, c'était

selon – n'y changerait rien. C'est bien Mme von der Leyen qui en garderait jalousement la clef que lui ont précieusement confiée les maîtres de l'Occident. Si nos « extrêmes » avaient été dotés d'un tant soit peu de mémoire (mais peut-être feignent-ils l'amnésie ?), ils se seraient souvenus que l'UE n'est ni réformable ni aménageable. L'extrême de gauche aurait dû retenir la leçon infligée à la Grèce, fusillée pour l'exemple dans les années 2010 par la « troïka », joli petit nom de baptême du club de philanthropes associant la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, après que son jeune premier ministre Alexis Tsipras avait eu l'effronterie de solliciter un aménagement de la dette de son pays. S'ensuivit une véritable curée : salaires bradés, retraites massacrées, système de santé vandalisé et richesses économiques et touristiques du pays cédées pour des noyaux d'olive aux complices du triumvirat. La liste fut infinie des avanies subies par la Grèce, dont l'espérance de vie des habitants chuta bien plus sûrement que par l'effet d'un virus respiratoire banal, qui, quelques années plus tard, acquit une célébrité bien plus grande, quoiqu'imméritée. Alors, le programme du NFP (Nouveau front populaire) – pourtant déjà si tiède qu'en comparaison celui des présidentielles de 1974 du gaulliste Jacques Chaban-Delmas aurait été à ranger sur la même étagère que le *Petit Livre rouge* de Mao –, avec sa retraite à 60 ans et sa taxation des superprofits des multinationales, ce serait *nein, nein* et encore *nein* ! Quant à l'extrême de droite, ses efforts de mémoire se seraient avérés plus faciles encore, ne demandant qu'un modeste retour de 2 années dans le passé. Lors de son accession au pouvoir en 2022, la présidente du

Conseil italien Giorgia Meloni, les médias unanimes avaient démasqué une authentique réincarnation de Benito Mussolini, lequel aurait juste troqué son ridicule béret à plume contre un impeccable lissage brésilien. On allait voir ce qu'on allait voir : les immigrés seraient renvoyés chez eux en masse et l'Italie se transformerait en forteresse étanche. Deux ans plus tard, le pays a vu doubler son nombre de migrants et Giorgia étreint sa nouvelle meilleure amie Ursula sur des *selfies* où les deux femmes pouffent comme des adolescentes.

Le dissident soviétique réfugié en Grande-Bretagne, Vladimir Boukovski, qui avait subi au plus profond de sa chair la violence d'un totalitarisme de plomb, prophétisa il y a 20 ans : « *J'ai vécu dans votre futur et ça n'a pas marché.* » Ce futur est désormais notre présent. Qu'il ne « marche pas » s'agissant de la démocratie et les libertés civiques est une évidence pour quiconque daigne encore s'intéresser à la question. Que le système soit un échec pour les oligarchies financières et les intérêts étatsuniens ne saute, en revanche, pas immédiatement aux yeux. Établissement pénitentiaire de haute sécurité idéologique, politique et économique, l'UE ne cesse de bâtir de nouvelles cages pour y séquestrer ses peuples. Celles-ci s'appellent confinements à prétexte sanitaire, restrictions de liberté par QR codes ou passages policiers des manifestations citoyennes, et certaines incarcèrent même des cobayes humains utilisés dans des expérimentations pharmaceutiques. Mais reste-t-il encore quelqu'un qui veuille ouvrir la porte de la cage ?

Pascal Halary

## Ce qui est inconscient est inaltérable...

Le premier enseignement des élections françaises qui viennent de se dérouler, c'est la victoire écrasante des droites. Elles totalisent 70% des suffrages ! La gauche et la droite ne sont plus de forces égales. À la place s'impose un couple, celui du Rassemblement national (RN) contre « les Républicains ». Et bien sûr, le discours catastrophiste qui va avec... il faut faire face au fascisme d'abord ! Ce couple a réussi le tour de force de supprimer toute alternative, tout débat de fond sur les problèmes de l'heure, à commencer par la destruction de la biosphère par l'économie et la société industrielle, la lutte contre le productivisme, le nucléaire, les pesticides, l'agrobusiness, le déracinement et j'oserais dire le capitalisme ! Nous serions dans une configuration plus ou moins similaire à celle vécue dans les années 1930. L'opposition entre pro et anticapitalisme fut remplacée par celle entre des fascistes et des Républicains pour « *le pain, la paix et la liberté* ». Le Front populaire n'a pas pu empêcher une guerre mondiale, mais le Conseil national de la résistance (CNR) est à l'origine d'une victoire de l'« *État modérateur* » avec les « conquêtes » comme la nationalisation des grands outils de production et l'instauration d'une sécurité sociale.

Or, aujourd'hui il n'y a plus d'État suffisamment puissant face au capital. Comme très bien expliqué dans le livre de Jürgen Kocka<sup>1</sup>, il a toujours existé une dialectique État-capitalisme, le capitalisme essayant de s'exonérer de toutes limites et l'État le rappelant à l'ordre. Or, ce qui caractérise notre époque, c'est justement le fait que l'État n'a plus beaucoup de pouvoir politique (même s'il est la première force économique), face à un capitalisme de plus en plus financier et mondialisé. Comme il est difficile d'imaginer ni l'apparition ni la pertinence d'un État mondial, en sommes-nous réduits à l'impuissance ? En attendant, le RN promet le retour à un État plus fort. Mais le RN est-il fasciste ? *A priori*, si l'on regarde la situation chez madame Meloni, l'Italie n'est pas fasciste. Néanmoins, même si le RN essaye de gommer tout ce qui pourrait le faire passer

pour raciste ou fasciste, nous savons qu'il est soutenu par des gens qui, eux, sont souvent racistes. Quand nous avons l'occasion de discuter avec eux, nous préférons leur rappeler la contradiction pour réduire « démocratiquement » l'immigration, accélérer l'intégration des forces jugées « hostiles » en citant un rare exemple où cette politique a eu du succès, au Xin Xiang dominé par un État chinois dictatorial. Mais pour leur gouverne, nous nous souvenons de la mise en garde de Claude Lévi-Strauss dans *Race et culture*, où il affirme le droit de chaque culture de se préserver des valeurs de l'autre... (mais aussi sa critique de l'accaparement de l'identité nationale par des États en 2005) aussi celle de Michel Rocard déclarant que l'« *on ne pouvait pas accueillir toute la misère du monde* ». C'était une autre époque, celle où la gauche était critique de cette immigration « *armée de réserve du capital* ». En 1845, Friedrich Engels avançait que l'immigration irlandaise avait contribué, en Angleterre, à « *abaisser le salaire et avec lui la classe ouvrière elle-même* » ; un demi-siècle plus tard, Jean Jaurès faisait l'éloge du « *socialisme douanier* » pour mieux « *protéger la main-d'œuvre française contre la main-d'œuvre étrangère* » bon marché. Cette époque est révolue, il n'y a plus de classe ouvrière et les étrangers occupent souvent des postes que les nationaux ne veulent pas ou ne peuvent pas prendre. Mais n'y a-t-il que des impératifs d'emplois, de paiement de retraites ou bien culturels ? Et quid des limites ?

Nous sommes bien obligés d'admettre que les hommes vivent dans des langues et des cultures différentes, malgré leur destruction massive par le capitalisme (plutôt que par les immigrés). Comme nous avons pu le constater au Québec, le multiculturalisme signifie la victoire de l'anglais comme langue intercommunautaire et, à terme, la disparition des francophones. Et l'avenir ?

Nous ne voyons pas comment on pourrait éviter la victoire du RN à terme. C'est le seul parti solide face à des coalitions fragiles dans un monde dominé par « les droites ». Sa victoire

signifierait la mise en place d'un régime illibéral, c'est-à-dire un « *univers idéologique de droite qui estime que le libéralisme, entendu comme un projet politique centré sur la liberté individuelle et les droits humains, est allé trop loin* »<sup>2</sup>, avec remise en cause de l'indépendance de la justice et de l'égalité devant la loi, dans la continuité de ce qui a déjà été mis en place par Emmanuel Macron avec la répression et les lois liberticides. La seule perspective positive serait le délitement du RN (et donc du « couple RN-Républicains ») une fois au pouvoir. Selon l'adage de Sigmund Freud, « *ce qui est inconscient est inaltérable, mais une fois parvenu à la conscience (au pouvoir), ne disparaît-il pas à son tour ?* ».

Jean-Luc Pasquinet

1. Jürgen Kocka, *Histoire du capitalisme*, éd Markus Haller, 2017 pour la version allemande et 2023 pour la version française.

2. Marlène Laruelle, d'après Wikipédia.

# Je ne suis pas de gauche... mais je me soigne

Une nouvelle fois, les privilégiés bénéficiant du droit de vote en France ont été sommés de sauver la République. La seule et bonne façon de voter ne pouvait être que pour un candidat de droite, du centre ou de gauche. Bien que n'exerçant pas ce droit suprême – certains disent acquis de haute lutte, d'autres, dont je suis, pensent que c'est une servitude volontaire –, je souhaiterais exprimer ici non seulement mon rejet du programme et des thèses de l'extrême droite et de la droite, désormais presque interchangeables, mais aussi mon aversion profonde pour ceux du centre comme pour ceux de la « gauche »<sup>1</sup>. D'ailleurs, sur bien des points ces trois forces politiques, qui animent de l'intérieur le champ politique français, se recourent et s'entremêlent.

De façon liminaire, je me permettrai de signaler que, fils d'immigrés tunisiens, je viens d'une culture étrangère, d'un autre continent. Néanmoins, mon père, et mon grand frère après lui, étaient communistes en leur temps. Je me suis moi-même reconnu dans cette appartenance à la gauche française dès l'âge de 14 ans, juste après la période mystique de ma barmitzva et ce pendant les quelques années d'insouciance qui suivirent. Cependant, les choses ont beaucoup changé depuis près d'un demi-siècle et j'ai fini par adopter, la mort dans l'âme, une position critique très sévère envers ce que nous appelons encore aujourd'hui la gauche. Avant d'évoquer précisément ce qui constitue de nos jours cette gauche française et en quoi son programme économique, social et culturel, me terrifie, je voudrais nous remettre en mémoire quelques moments qui ont jalonné l'histoire de cette famille politique.

Gustav Landauer, anarchiste allemand du début du XX<sup>e</sup> siècle, dont je me sens très proche et dont le socialisme s'inscrit dans une filiation que je revendique<sup>2</sup>, critiqua avec beaucoup de virulence le marxisme, idéologie fondatrice de la gauche, le qualifiant, tout comme la philosophe Simone Weil, de parti scientifique : « Mais qu'est-ce que c'étaient que ces dilettantes qui jusque-là avaient fait de la politique en suivant leur instinct ou leur génie, comme on le fait avec la marche, la pensée, la poésie ou la peinture, activités qui requièrent certes toujours, à côté de la nature et du don, beaucoup d'apprentissage, de compétences et de technique, mais aucune espèce de science<sup>3</sup> ». On retrouve dans ces propos le combat des luddites, mené un siècle auparavant en Angleterre contre la dépossession d'eux-mêmes, de leur savoir-faire et de leurs habitudes coutumières, face à l'imposition des premières machines à vapeur dans le textile par la bourgeoisie naissante et devant le renforcement de la prégnance de l'État. D'un autre côté, dès ses débuts, le marxisme a défendu la modernité industrielle, avec ses machines, ses pollutions et ses usines, en évoquant la thèse « révolutionnaire » de l'appropriation des outils de production par le prolétariat. La croyance aveugle dans le progrès scientifique reste un trait saillant de la doctrine de la gauche actuelle. Ainsi, dès ses premiers pas au XIX<sup>e</sup> siècle, la gauche a été favorable à l'essor économique, même lorsque celui-ci nécessitait d'envahir par la force des pays plus ou moins lointains et de les coloniser sans état d'âme. Le renoncement aux valeurs cardinales de justice et de respect d'autrui allait se poursuivre et s'accroître au siècle suivant. Pour l'illustrer, voici une phrase prononcée par Léon Blum, futur héros de notre gauche arrimée aux « acquis sociaux » de 1936, alors qu'il accédait au pouvoir et qu'il allait aussitôt refuser l'aide du gouvernement français aux anarchistes espagnols. « [Il s'agit] d'exercer le pouvoir dans le cadre social et politique existant, c'est-à-dire celui du capitalisme et de la démocratie bourgeoise<sup>4</sup> ».



On peut facilement prêter les mêmes intentions au premier président socialiste de la V<sup>e</sup> République, François Mitterrand. Il fut celui qui imposa le « tournant de la rigueur » en 1983, capitulation complète devant le capitalisme industriel et marchand mondialisé. Décoré de la Francisque par le Maréchal Pétain pendant la collaboration, Mitterrand a également été celui qui fit d'un groupuscule de néo-nazis nostalgiques de l'Algérie française un vrai parti politique : le Front National. « On a tout intérêt à pousser le FN. Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattables. C'est la chance historique des socialistes<sup>5</sup> », déclarait en juin 1984 Pierre Bérégovoy, alors ministre des Affaires sociales. Un des effets inattendus de cette stratégie délétère fut le glissement lent et régulier de tous les partis politiques institutionnels vers les thèses de l'extrême droite, en raison de leur incapacité à camoufler le déclin de leur modèle économique. L'Union européenne, qui n'est plus remise en cause désormais par la gauche, n'a eu aucun scrupule à mettre en place des règlements extrêmement brutaux, aux conséquences tragiques, vis-à-vis de tous les réfugiés tentant désespérément de franchir ses frontières.

Dans un passé très récent, il convient de rappeler à ceux qui l'auraient oublié que les quatre partis de gauche étaient favorables à la vaccination anti-covid obligatoire pour tous. Par ailleurs, les syndicats qui soutiennent ces partis, la CGT et Sud, réclamaient, notamment au sein de l'Éducation nationale, encore plus de mesures d'hygiénisme et de restrictions que celles, pourtant drastiques et tellement traumatisantes pour les élèves, du gouvernement de M. Macron. Le pire de la part de ces syndicats de gauche fut leur attitude vis-à-vis des suspendus parmi le personnel soignant. Alors que nous faisons face à une ignominie encore jamais vue en France depuis la période de la collaboration du gouvernement Pétain, et au déni de tous les droits humains dont ce pays se targue pourtant d'être le plus haut dignitaire, le silence des syndicats fut assourdissant. Élever cette tyrannie sanitaire, en exigeant encore plus au rang de préservation de la justice sociale, n'est qu'une des nombreuses inepties paradoxales auxquelles nous fûmes alors confrontés avec la gauche actuelle, dans toute sa largeur.

D'un point de vue économique et politique, la gauche partage avec les deux autres camps un bon nombre de croyances.

La foi dans le nucléaire militaire figure ainsi dans tous les programmes, au nom de ladite défense nationale. Ce qui a pour conséquence d'avaliser le nucléaire civil, devenu énergie verte selon les députés européens et indispensable à la surconsommation numérique. C'est également le cas de la nécessité impérieuse de réindustrialiser la France, en poursuivant par tous les moyens possibles le développement économique. La consommation de masse et le sacro-saint « pouvoir d'achat » emportent eux aussi l'enthousiasme fervent des trois partis. Ils sont aussi tous dévots de la multiplication à l'infini du nombre d'éoliennes industrielles sur terre comme en mer, tout comme de celle des champs de panneaux photovoltaïques, nonobstant la destruction de forêts et de terres arables induite. L'augmentation vertigineuse de la consommation électrique n'est jamais interrogée puisque le nouveau mantra, mensonge éhonté s'il en est, est la « décarbonation ». L'émerveillement et l'aliénation à la fée électricité sont à relier, sans nul doute, à la volonté de la gauche, et des autres partis, de numériser tout ce qui peut l'être dans une société de plus en plus déshumanisée. *Smart cities*, intelligence artificielle générative, médecine prédictive, objets connectés, etc., rien ne doit échapper aux fantastiques possibilités de contrôle et de contrainte qu'offrent les smartphones reliés à l'Internet.

Un autre élément de la terreur que je ressens au sujet de cette gauche est l'idée très répandue d'une planification écologique afin de « sauver » la planète. Obliger tout un chacun, par la loi, à avoir un comportement écologique vertueux selon des normes édictées par l'État « socialiste » me paraît être le pire cauchemar que provoquerait ce despotisme, entièrement régi par des machines dites intelligentes. Il s'agit, en réalité, du fameux crédit social, déjà présent en bien des endroits, mais qui serait appliqué « à bon escient » et élargi. Renversement essentiel de la responsabilité du désastre depuis les industriels et l'État vers les citoyens. La numérisation de la santé et la perte de la relation singulière entre un médecin et son patient, à travers un horizon technicisé et chimique, ne sont aucunement contestées par la gauche. Elle aussi, comme les autres, s'inscrit dans la poursuite de l'obligation de suivre à l'hôpital, managé comme une entreprise, des protocoles prescrits par les grands laboratoires, d'imposer des appareils à porter sur soi, comme le préfigure la montre connectée, d'obliger à suivre des parcours d'hygiène sportive pour bénéficier d'une couverture sociale... « C'est un corps entièrement monitoré », s'extasia Alain Damasio sur France Culture. Autrement dit, c'est la perte définitive de la capacité d'éprouver notre corps par nous-mêmes qui se profile.

Bien sûr, tout ceci est tracé à grands traits, manque de nuances et semble un peu bâclé, comme la vie que nous propose la gauche. Une existence bâclée, écrasée par l'immédiateté permanente qu'imposent les smartphones et les QR codes, érigés en religion du bonheur<sup>6</sup>, dans une société où l'État contrôle et contraint avec brutalité et sans retenue l'ensemble des individus, isolés les uns des autres. Cette vie abjecte nous sera servie sous couvert d'une égalité républicaine impossible à trouver et sous prétexte d'un sauvetage du climat déconnecté de ses causes véritables, à savoir la croissance industrielle tous azimuts et la consommation de masse. Enfin, la gauche, dans toutes ses composantes ou presque, de la gauche institutionnelle aux supposés radicaux et anti-autoritaires, a achevé au cours des dernières décennies sa conversion au néolibéralisme en plongeant corps et âme dans l'idéologie postmoderne. Il n'est pas simple de la définir tant elle infuse de toute part et de mille façons dans la société française, tant les discours nébuleux qui la répandent, consciemment ou parfois inconsciemment, sont nombreux et confus, disséminés en d'innombrables endroits. Tentons

tout de même une synthèse succincte (pour une évocation complète et fort réussie, lire absolument le livre de Renaud Garcia, *Le désert de la critique*<sup>7</sup>). Avec ce nouveau courant, le capitalisme est devenu un « fait social total », selon les mots du philosophe Jean-Claude Michéa<sup>8</sup>, réunissant en son sein ses partisans et ses opposants déclarés. Ils participent ensemble à défendre l'incarcération dans le monde-machine et à instaurer, chacun de leur côté, une police de la pensée très efficace. Venue des universités américaines qui firent dans les années 1980 une synthèse des idées du Michel Foucault de la dernière période et de ses amis (la déconstruction) et du puritanisme revenu en grâce aux États-Unis avec le Tea Party, cette *French Theory*, nom outre-Atlantique du postmodernisme, déplace le combat politique depuis le social vers l'intime. Ce n'est plus par la force d'un système économique et social que les plus démunis sont exploités, mais par l'oppression subie par chacun en son for intérieur, oppression qu'il faut déconstruire en tant que sujet autonome, « en se vivant à la fois comme un corps traqué par le pouvoir et une matrice de possibilités subversives<sup>9</sup> ». Il ne s'agit plus de s'opposer collectivement au néolibéralisme, ce capitalisme mondialisé, plébiscité par Foucault et devenu la gouvernance acceptable et même émancipatrice, mais de faire en sorte que toutes les minorités, aussi infimes soient-elles, y soient intégrées et acceptées. De là est née, dans les années 1990 sous la plume de la philosophe américaine Judith Butler la « théorie du genre », qui refuse la réalité de la distinction, pourtant éternelle jusqu'alors au sein des humains, entre mâles et femelles et qui fait de l'hétérosexualité l'ennemi à abattre. Les hétérosexuels seront ensuite inclus dans la dénomination « cisgenre »<sup>10</sup> pour marquer leur appartenance, quelles que

soient leur histoire et leur culture, au rang des oppresseurs. Cette « théorie du genre » impose ainsi des normes performatives, nous sommes ce que nous disons être au gré de nos humeurs, sans aucune limite. Nous pouvons changer de sexe à loisir et selon nos envies, bien que cela ne corresponde à aucune réalité. Ou encore la nécessité prioritaire, selon Jean-Luc Mélenchon, d'inscrire dans la Constitution le droit pour chacun de « changer de sexe à volonté<sup>11</sup> ». *Le revers de cette pseudo liberté est l'aliénation intégrale* à l'innovation technologique et à la consommation de masse, seules à même de donner l'illusion de satisfaire ces exigences insensées. Le corps, dès le plus jeune âge, est devenu une marchandise extrêmement rentable pour les industriels et pour la science moderne. Le néolibéralisme n'est plus combattu pour ce qu'il est, une machine impitoyable à broyer les humains et leurs élans poétiques d'autonomie. Il est, au contraire, légitimé et sommé de permettre à tous, sans aucune exception, d'avoir sa part, aussi minime soit-elle, du gâteau et son rang de respectabilité, pour les minorités de toutes sortes, au sein même du monde-machine.

En conclusion, les trois terreurs qui régissent la classe politique française me glacent le sang, et je me refuse à choisir une autre voie que celle de les dénoncer toutes les trois avec la même véhémence. Elles ont de nombreux points communs et portent chacune des idéologies abjectes, sans aucune espérance pour l'humanité. *L'appel au socialisme* de Landauer reste d'une actualité brûlante...

Hervé Krief

1. Par la suite, nous laisserons tomber les guillemets, pour ne pas alourdir le style.
2. Cf. *Ombres et lumière*, Quartz, 2021.
3. Gustave Landauer, *Appel au socialisme*, La Lenteur, 2019. (première édition en 1912).
4. Encyclopædia Universalis, 1989.
5. *Le Monde diplomatique*, n° 844, juillet 2024.
6. Cf. *La Béatification*, Quartz, 2023.
7. *L'Échappée*, 2015, réédité en 2022.
8. Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital. Notes sur le néolibéralisme culturel et les infortunes de la gauche*, Albin Michel, 2023.
9. Renaud Garcia, *Le désert de la critique*, L'Échappée, 2015, réédité en 2022.
10. Le Larousse et le Petit Robert en donnent sensiblement la même définition : « Se dit d'une personne dont l'identité de genre est en adéquation avec le sexe assigné à sa naissance. ». Ce sont exactement les mêmes mots, ce qui est assez frappant et révélateur, qui sont utilisés par la propagande et le prosélytisme post-moderne, souvent nommés « théorie queer ». Pour ma part, je ne considère pas que mon sexe me fut « assigné à ma naissance », mais que je suis né avec un sexe mâle, comme d'autres naissent avec un sexe femelle et que cela fait partie de ma condition humaine. En revanche, les questions de genre sont socialement construites et doivent être interrogées collectivement.
11. Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital*, op. cit.

## L'incertitude toujours plus extrême ?

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en France, les spéculations sur l'avenir de la démocratie dans ce pays n'ont plus cessé, sur des points peu importants comme la santé mentale du président ou le rôle de ses conseillers occultes dans cette décision, et d'autres cruciaux comme imaginer si gouverner ce pays est encore possible ou pas. Bernard Arnault lui-même, l'homme le plus riche du monde, a fustigé la décision de Macron, rendant ainsi tout à fait crédible la thèse d'une marionnette qui échappe à ses maîtres.

Désormais, le plus important nous semble que la séquence ouverte par la dissolution de l'Assemblée – séquence qui est loin d'être terminée – aiguise cette simple réalité : l'incertitude du lendemain est, en France, de plus en plus forte. Et ce n'est pas la parenthèse des Jeux olympiques qui l'aura fait diminuer.

C'est une banalité d'affirmer que la peur est une stratégie de pouvoir. À la peur de l'apocalypse écologique ou à celle de perdre son emploi, à l'angoisse de voir l'ascenseur social ne plus aller que vers le bas, à la perspective de l'arrivée des lepenbardellistes au pouvoir s'ajoute désormais l'incertitude, devenue véritablement « quotidienne », du lendemain. En ce sens, la dissolution de l'Assemblée nationale a encore accentué le niveau de stress des Français – qui était déjà, selon les statistiques les plus récentes, l'un des plus élevés d'Europe.

Le dernier tiers de l'année 2024 s'annonce donc, en France, comme pouvant être très mouvementé pour tous ceux qui subissent ces aléas. Or, pendant que le calendrier politique – le seul qui intéresse les médias – s'accélère, le véritable agenda, celui des décisions les plus cruciales pour l'avenir, recule de plus en plus et va finir par sombrer dans les profondeurs du désespoir, autorisant d'autres spéculations futuristes encore plus folles et délirantes. En effet, aucune décision d'envergure ne sera prise dans les prochains mois, que ce soit dans le domaine de l'écologie, de la santé, de l'instruction publique ou

du rôle des médias et des réseaux sociaux (pour ne prendre que ces thèmes-là), sauf celles qui augmenteront encore le pouvoir des technocrates et des plus puissants, et qui nous déposséderont donc toujours plus de notre capacité à décider de l'emploi de notre vie.

Qu'un État rende « son » territoire ingouvernable est l'une des suites logiques de ce qu'il se passe dans les pays industrialisés depuis les années 1950. L'économiste John K. Galbraith avait montré, dès les années 1960, que l'État se plaçait de plus en plus au service des grandes entreprises industrielles, alors que l'inverse prévalait auparavant. Depuis, le glissement vers la montée en puissance d'un système financier virtualisé n'a fait que confirmer ce diagnostic général : le rôle de l'État tend à se restreindre au strict domaine de la répression (police et armée). Or, sa violence reste prétendument légitime dans la tête des Français. Ainsi, il n'y a aucun parti politique français qui ose ce simple constat que le budget de la Défense n'a rien à voir avec la réalité militaire de ce pays et qu'il faudrait donc le baisser ou l'abolir ; la France dépense près de 60 milliards € par an pour s'armer (et se défendre des menaces que représentent sans doute la Belgique, Andorre et San Marino ?), mais n'est pas capable d'éponger la dette totale de ses hôpitaux publics, qui n'atteint même pas la moitié de cette somme consacrée chaque année à l'armée. Ce n'est là qu'un exemple parmi des dizaines – qu'on pense à l'instruction publique, au travail social, à la politique énergétique...

Aussi, et même s'il est toujours dangereux de se livrer à des prédictions, nous pouvons affirmer que le dernier tiers de 2024 ne verra se produire, en France, aucun changement majeur sur le fond. Pour que le fond bouge enfin dans le sens d'une prise de conscience de la réalité politique, écologique, éthique de ce pays, il faudrait d'abord que les illusions de la politique politicienne se dissolvent dans le néant de l'incompétence de ses acteurs. Car aucun de ceux-là ne semble en mesure de poser les vrais problèmes. Face à eux, l'émergence d'un autre

champ politique – qui est en train d'émerger, sans le moindre doute – est encore retardée par l'intérêt que nous accordons trop souvent à cette séquence délirante de la post-dissolution de l'Assemblée nationale. La situation va continuer d'empirer, nous posant de manière toujours plus aiguë la question de la stratégie politique à mettre en œuvre pour renverser les agendas, bousculer la politiciannerie au profit d'un renforcement de la réflexion et de l'action dans les véritables champs politiques. Nous sommes déjà un grand nombre, en France, à agir là où nous le pouvons pour, pêle-mêle, une agriculture écologique (et pas seulement biologique), une autre consommation énergétique, une reculturation des jeunes générations pour aller vers une prise de conscience forte des enjeux réels et non pas inventés par le spectacle médiatico-politicien, etc. En gros : la lutte continue, avec ou sans Premier-ministre-dissipant-d'une-majorité-à-la-Chambre !

Philippe Godard

# Votre mission, si vous l'acceptez...

(IN)CERTITUDES POLITIQUES FRANÇAISES LE 11 JUILLET 2024

Votre mission, si vous l'acceptez, consiste à lire ce message. Comme toujours, si vous étiez pris en train de le lire à la lettre, je nierais l'avoir écrit. Ce message s'autodétruit dans 5 jours (?), 5 semaines (?), 5 mois (?). C'est pourquoi je suis obligé de le dater du 11 juillet. Peut-être qu'il aura perdu toute pertinence le 12 juillet. Cela pour dire que la situation politique française est éminemment instable. Et grosse de surprises, sans doute plus mauvaises que bonnes.

Dans l'océan actuel d'incertitudes, voici 3 certitudes (je prends des risques fous en les énonçant).

1. Le macronisme, gonflé à l'hélium médiatique en 2017, n'en finit pas de se dégonfler. Il recueille entre 15% (européennes) et 20% des voix (législatives). Il vient de perdre une centaine de députés et ne peut plus gouverner. Les 160 députés que la macronie vient d'obtenir ne reflètent pas le rejet massif (pour ne pas dire la détestation) dont Macron, médiocre exterminateur-bordelisateur, fait l'objet dans le pays : 80% des Français ne veulent plus de ce praticien zélé du coup d'État permanent, fomenteur de chaos. Fomenteur ? Faux menteur ? Ou vrai menteur ? À la proportionnelle, l'exterminateur de la paix sociale et des services publics aurait dû obtenir une centaine de députés, pas plus. S'il en a 160, cela est dû au seul « front républicain » (barrage anti-extrême droite) qui a bien fonctionné dans le sens : Front Populaire ☒ Macronie (et moins bien dans l'autre sens). L'exterminateur de la paix sociale, qui est aussi le fanatique du fric-flic, joue double jeu : le dimanche il appelle à faire barrage à l'extrême droite, le reste de la semaine (on l'a appris récemment) lui et ses complices en fanatisme financier (dont l'ancien Premier-Sinistre Édouard Philippe) dînent avec Marine Le Pen dans un discret appartement parisien. Ils élaborent ensemble la tactique permettant à Le Pen de prendre la succession de l'exterminateur décrié afin de perpétuer le règne du fric-flic. « *Plutôt Hitler que le Front Populaire !* »

2. Le Nouveau Front Populaire (NFP) a « gagné ». Avec 28% des voix et 190 députés, il arrive en tête, devant l'extrémisable Macron et devant l'extrême droite. Mais sa victoire est courte et très fragile. Ce n'est pas un Front révolutionnaire, c'est un Front social-démocrate au sens de la « social-démocratie » des années 1920. Il ne prétend pas sortir du capitalisme industriel, il cherche seulement à éviter que le plafond capital-fasciste nous tombe sur la tête. Le NFP est précaire d'abord extérieurement parce que sa victoire est courte et qu'il n'a pas de majorité absolue au Parlement pour appliquer son programme (la droite et l'extrême droite sont majoritaires ensemble et assez fortes [environ 350 députés] pour rejeter toutes les lois proposées par le NFP). Il est précaire ensuite à l'intérieur parce que le Parti Socialiste (PS) a presque comblé son déficit de députés par rapport à La France Insoumise (LFI). Le PS a environ 60 députés, LFI 70. Or, ce rééquilibrage est de mauvais augure, car, avec une image un peu surréaliste, je dirai que le PS est le ventre mou du front ! Quant à LFI, sans nier ses problèmes de démocratie interne, il faut aussi reconnaître que ses militants et députés sont les plus déterminés à appliquer le programme du NFP. Or le rééquilibrage de la gauche au profit du PS affaiblit relativement LFI et donc la puissance de détermination du NFP. Du reste, les financiers et la droite ne s'y trompent pas : leurs manœuvres et déclarations vont déjà bon train pour tenter de scinder le NFP et appeler le PS à rejoindre une grande coalition « centrale ». Ce qui serait le plus sûr moyen de ne rien changer, c'est-à-dire de perpétuer le désastre social, écologique et économique, et de faire gagner l'extrême droite la prochaine fois.

3. Pour l'extrême droite, la situation (de sous-représentation) est inverse de celle (de sur-représentation) des macronistes : avec 30% l'extrême droite a le vent en poupe – elle aussi gonflée à l'hélium médiatique (le patronat et les médias, qui disaient hier « *Plutôt Hitler que le Front Popu-*



Illustration : Cassou

laire » disent aujourd'hui « *Plutôt le fric-flic et le racisme que le Nouveau Front Populaire* ». L'extrême droite est la première force en voix et la troisième au Parlement : elle a environ 140 députés – à la proportionnelle, elle devrait en avoir 200. Si elle n'en a que 140, c'est, je l'ai dit, parce que le « front républicain » a relativement bien fonctionné. À la date d'aujourd'hui (le 11 juillet 2024), l'extrême droite est donc apparemment battue, mais ce n'est qu'une apparence, car si rien ne change bientôt en profondeur et en mieux, elle sera au pouvoir dans 1 an (?), 3 ans (?), 5 ans (?). Pourquoi ?

Parce que les causes profondes de la montée de l'extrême droite sont toujours là : insécurité socio-économique, atomisation de la société sous l'effet du sadisme financier de l'oligarchie patronale, sous l'effet aussi de la brutalité venue des cinglés de la technologie (réseaux dits « sociaux » ou dissociaux, remplacement des humains par des écrans), destruction néolibérale des services publics de santé et d'éducation, racisme et xénophobie propagés par les ministres et les médias, amplification médiatique des problèmes d'insécurité de rue (on vote parfois à 45% pour l'extrême droite dans des villages pyrénéens où personne n'a jamais vu un musulman de sa vie et où l'insécurité de rue n'existe pas).

Il va de soi que l'extrême droite ☒ le flou de son programme en témoigne – n'a pas la moindre intention de prendre des mesures contre le déferlement de l'insécurité socio-économique ou pour la réparation des services publics. Mais 30% des électeurs lui font confiance. Cela tient au fait que, quand on a vu pendant 40 ans la gentille droite-et-gauche « entrepreneuriale » glorifier les milliardaires et les gadgets électroniques, quand soi-même on n'a plus de quoi manger au 10 du mois et que les gadgets commencent à coûter trop chers, eh bien on se sent trahi par la droite-gauche – mais comme on est imbibé de « valeurs » de droite (fric et gadget), on cherche une « meilleure » droite que la droite : et c'est l'extrême droite ! Et comme les écrans ne nous présentent que des technomilliardaires « gentils », il faut bien que le « mal » vienne de quelque part. Les « méchants » sont bien sûr les étrangers et les étrangers. L'extrême droite entrepreneuriale hypermoderne fait jouer le réflexe archaïque du bouc émissaire.

Il y a des penseurs ex-communistes qui « crachent » sur la gauche en faisant mine de croire que la droite est encore faite

de conserva-tories. Comme si la droite actuelle avait encore l'intention de conserver le monde et l'humain, comme si elle n'était pas fascistoïde, « fascisatrice », techno-plouto-exterminatrice. Quant à la gauche, il faut s'entendre. Je ne mets pas le PS ou les écolos dans la gauche. Dans la gauche il reste La France Insoumise (LFI). Je n'aimerais pas travailler avec Mélenchon. Pour moi, dont l'idéal est l'autonomie telle que la pense Castoriadis et telle que la pratiquent vaillamment les zadistes de Notre-Dame-des-Landes, le programme du Front-Populaire-LFI est loin du compte. Mais si ce programme s'applique et permet à des gens de retrouver un peu d'énergie politique, je signe. En écoutant des déclarations ici et là, je note que certains Insoumis, pressentant leur impuissance, en appellent à l'esprit d'initiative et d'autonomie des gens du peuple. Je regrette que LFI, qui pendant un bref moment, un peu avant le mouvement des Gilets Jaunes, annonçait qu'elle n'était plus de gauche parce qu'elle estimait plus important d'unir le peuple de gauche et le peuple de droite contre l'oligarchie – je regrette que LFI n'ait pas maintenu cette ligne. Mais peut-on nier que LFI tente de résister au nihilisme ? Non, on ne peut pas le nier. Ses tentatives laissent-elles parfois à désirer ? Oui. Mais qui sommes-nous, nous les intellos radicaux, qui résistons gentiment avec nos papiers (ce qui n'est pas rien), qui sommes-nous pour donner des leçons de résistance à LFI ?

Au fond, malgré toutes les complexités et les incertitudes, la situation est simple : on ne peut pas sortir de l'hétéronomie capitaliste-industrielle *par le haut*, c'est-à-dire par la Présidence, la Chancellerie, le ministère, le Parti, le Parlement ou LFI. On ne peut en sortir que par un vaste mouvement d'autonomie-collective-en-bas. Que faisons-nous pour cette autonomie concrète ? Que fais-je pour elle ? Pas grand-chose. Donc je ne « cracherai » pas sur la gauche-LFI qui essaie tant bien que mal de desserrer l'étau nihiliste par en haut en nous disant : « *Profitez-en pour prendre vos affaires en main !* » Là où LFI est placée, en haut, elle déploie un petit esprit de résistance, elle ne peut pas faire plus. Le reste nous appartient. Personne ne nous rendra autonomes malgré nous : ce serait une contradiction dans les termes.

Marc Weinstein

# Retour sur l'affaire Dutroux : maître Xavier Magnée témoigne

**Kairos :** Ce qu'on a appelé l'affaire Dutroux n'a pas seulement défrayé la chronique, elle a surtout littéralement bouleversé la Belgique des années 1990. Vingt ans après le procès d'Arlon, le couvercle qu'on avait essayé de refermer sur cette affaire est en train de sauter, avec notamment le livre d'Aimé Bille Dutroux, l'enquête assassinée. Maître Xavier Magnée, si l'affaire Dutroux est une défense qui vous reste en mémoire précisément, ce n'est pas pour rien. Le 13 octobre 2003, vous recevez un courrier très particulier. Vous ne vous y attendiez pas ?

**Xavier Magnée :** Non. C'était une lettre d'un certain Marc Dutroux, bien connu, qui cherchait un avocat. Il s'était adressé à un ami à moi, maître Jacques Vergès, qui était pris par une autre affaire et l'avait renvoyé vers moi. J'ai accepté de le défendre, considérant que tout le monde a le droit d'être représenté en justice pour la défense, qui n'est pas nécessairement la justification.

**Oui, on confond souvent les deux choses. Est-ce que vous vous rendez compte, à l'époque en acceptant ce dossier, dans quoi vous mettez les pieds, ou découvrez-vous par après l'énormité de ce que ça représente ?**

Peut-être pas l'énormité, mais j'avais le sentiment d'accepter la « défense » d'un homme quasi indéfendable sur le plan moral, car ce qui avait été commis était impardonnable.

**Dans votre livre Marc Dutroux, un pervers isolé ?, écrit en 2004 pendant le procès, vous soulevez la question de la vérité judiciaire...**

Je parle de cela en 2004, l'année même où le procès se termine d'une façon insuffisante et décevante. J'avais écrit qu'il y avait un réseau, et que la vérité avait été étouffée. C'est ce qui sort aujourd'hui.

**Donc, pour vous, la vérité judiciaire qui résultera du procès d'Arlon n'était pas conforme à la vérité. En cherchant celle-ci, ne défendez-vous pas autant, d'une certaine manière, les familles des victimes, autant que votre client ?**

J'étais bien considéré par les parents des victimes, qui comprenaient mon combat pour la vérité. Ce combat a été étouffé dans l'œuf malgré mes avertissements au jury, lui disant que s'il faisait confiance à la solution que la justice lui proposait, on n'arriverait plus jamais à rien. Et la solution, c'était de confier le restant de l'enquête à un dossier « bis ». Ce dossier bis, ai-je averti, serait classé sans suite très rapidement, ce qui fut le cas 4 mois plus tard, par la cour d'appel de Liège. Et l'affaire est classée pour toujours, sauf si maintenant, grâce à l'initiative de différents policiers brimés, une commission d'enquête parlementaire s'empare de ce silence inadmissible.

**Le dossier comporte 450.000 pages. L'avez-vous parcouru entièrement ?**

Oui, j'ai tout commandé et tout obtenu. J'ai aussi obtenu que le dossier se trouve sur ordinateur et que Dutroux puisse le consulter en prison.

**Est-ce que vous vous souvenez de votre première rencontre avec Marc Dutroux ?**

Oui, à la prison d'Arlon. Au moment où on m'annonce « Monsieur Dutroux », je vois arriver une pile de dossiers dans les bras d'un homme dont je ne vois pas le visage, seulement les jambes, et c'est la pile de dossiers qui se pose sur la table. Puis derrière apparaît Dutroux qui me demande « Avez-vous fait bon voyage ? », parce que je venais de Bruxelles en train pour le voir. C'est comme ça que tout a commencé. Dutroux lui-même gardait un certain silence. Il ne tenait qu'à lui de

donner les noms de ses commanditaires, mais il ne s'est pas prononcé. C'est récemment qu'il a pris contact avec certains de vos confrères pour déclarer qu'il y avait effectivement un réseau et qu'il en était simplement « l'ouvrier ».

**Votre livre, écrit en 2004, soulève plus de questions qu'il n'apporte des réponses. Page 154 : « Pourquoi n'a-t-on réalité rien expliqué sur l'enlèvement de Julie et Mélissa ? Qui les a enlevées ? Comment ? Pour qui ? Pourquoi ? Qui les a violées ? Qui les a assassinées ? Quand sont-elles décédées ? Selon beaucoup d'observateurs, on aurait clôturé l'instruction sans que la justice ait apporté une réponse sérieuse à ces questions. Une soudaine hâte, alors que l'analyse de cheveux prélevés cinq ans plus tôt commençait à donner des résultats. Pourquoi la reconstitution de l'enlèvement à Grâce-Hollogne n'a-t-elle eu lieu qu'en juin 2000 ? 4 ans après l'arrestation de ceux qu'on a présentés à la cour d'assises d'Arlon comme les auteurs uniques isolés, pourquoi a-t-il fallu 5 ans pour qu'on commence enfin l'analyse des micros-traces relevées dans la maison de Marc Dutroux, essentiellement dans la cave ? Pourquoi a-t-on, en novembre 2004, annulé leur analyse ? Pourquoi les parties civiles ont-elles été tenues dans l'ignorance d'une liste de devoirs que le procureur Michel Bourlet réclamait à la Chambre des mises en accusation de Liège ? » Pourquoi, pourquoi, pourquoi ?**

Ce sont des questions que j'avais posées lors de l'audience. J'avertis le jury qu'il sera pris dans ce drame mental s'il s'absent de juger Dutroux et qu'on le renvoie ; alors les parents des victimes vont considérer cela comme un échec, car ils avaient besoin d'une condamnation. Je peux le comprendre, tout comme je peux comprendre que le jury ait craqué de ce côté-là, parce que dans le cas contraire, le grand public le lui aurait sans doute reproché. On cherchait plus à punir ce coupable évident qu'à chercher un réseau, ce qui aurait déclenché une grave crise politique.

**On peut dire que Dutroux était un coupable idéal. On touche aussi à une réalité sociale, celle du milieu de Charleroi. Vous dites qu'il faut « situer ces faits incroyables dans leur cadre. L'enquête elle-même a ressemblé aux crimes dont elle se mêlait. Il est à Charleroi un milieu de gens bien, dignes, travailleurs, courageux, pauvres ou riches, mais dignes de respect. Ils ne sont pas en cause. Ici nous sommes en plein délire. Dans un monde de paumés, de combinards, de trafiquants, de malfaiteurs, milieux auxquels se mêlent les policiers, les enquêteurs de tout bord, police communale, police judiciaire, gendarmerie, même certains magistrats. Le tout dans une implication générale qu'excusent les principes policiers de l'infiltration, mais en définitive, du milieu et des forces de l'ordre, qui infiltrent qui ? Et comment un enquêteur peut-il mériter les tuyaux qu'on lui passe autrement qu'en fermant les yeux de temps à autre ? Et comment le marlou se fait-il oublier sans peut-être accorder des conditions exceptionnelles à l'achat d'une voiture ou rendre des grands services en révélant quelques honteux secrets d'un puissant ». On est aussi dans un milieu pauvre et interlope, un milieu mafieux où la police et les voyous se confondent parfois. On ne cherche pas à excuser Dutroux, mais constatons qu'il est issu de ce milieu ?**

Il est issu d'un milieu qui fait que son activité, si horrible soit elle, rentre parfaitement dans le cadre des combines, choses que j'ai dénoncées dans mes plaidoiries. J'ai d'ailleurs eu le bonheur de lire les critiques des journalistes. Par exemple, Jean-Claude Matgen, votre confrère de *La Libre Belgique* : « Même si la gendarmerie méritait les boulets rouges que maître Magnée a tirés sur elle, même s'il était de bon droit d'évoquer les ombres qui traversent encore la salle d'audience, le baroud d'honneur du Cyrano de Bergerac bruxellois n'a pas convaincu tout le monde, et c'est un euphémisme ». Mais dans *Le Soir*, Jean-Pierre Borloo dit : « Soit l'instruction a simplement renoncé à certaines pistes, soit encore l'instruction a été victime de

*négligences, de manquements, de carences, de lourdeurs de l'appareil. Qui sait ? Quoi qu'il en soit, les jurés doivent être plus amplement informés sur ce sujet ».*

**C'est très important, parce qu'il dit que vous ne demandez pas de circonstances atténuantes pour Dutroux. Vous voulez juste qu'on creuse...**

Tout savoir sur tout le monde !

**Il faut parler du dispositif POSA — peloton d'observation, de surveillance et d'arrestation — qui est mis en place devant la maison de Dutroux, où sont supposément enfermées Julie et Mélissa. Pendant des mois, c'est le dispositif qu'on appellera l'opération Othello, à l'insu des juges d'instruction et du parquet. Ça consistait en quoi ?**

Observer qui entrait et qui sortait, entre juillet 1995 et août 1996. Sachons aussi que quand on a perquisitionné, sans retrouver les filles, on a saisi sur place plus de 80 cassettes pornographiques, qui n'ont jamais été montrées au procès. Certaines ont été visionnées sur place, on voyait des scènes de viols. Elles n'ont pas été saisies, et certaines ont été rendues à Marc Dutroux quand il est sorti en 1996 de ses trois mois de détention. Sur ces cassettes, il y a les violés et bien sûr les violeurs. On ne saura jamais qui c'était. C'est ce que René Michaux, le gendarme, appelle une perquisition négative.

**On se demande même parfois si tout n'a pas été fait pour que ça rate. Comme quand Michaux va dans la cave avec le serrurier...**

Le serrurier va déclarer avoir entendu clairement des petites voix, des chuchotis. À ce moment-là, Michaux crie « Taisez vous ! », et les voix se taisent, évidemment. Il en conclura qu'il n'y a personne et que ce sont des enfants qui jouent dans la rue un matin en semaine. Alors qu'on n'est pas en vacances !

**Qu'est-ce que vous en pensez ?**

Que Michaux avait pour mission de ne pas trouver les filles, parce que certains savaient bien qu'elles s'y trouvaient. Ayant commencé le jour de l'enlèvement de Julie et Mélissa en juillet 1995 et achevée en août 1996, l'opération Othello sans doute pouvait démontrer que les petites s'y trouvaient, sans compter qu'elle pouvait aussi dire qui fréquentait la maison, qui violait les petites, qui étaient les clients de Dutroux... Certains témoins disent aussi avoir vu une petite fille devant une boîte à partouzes qui se trouvait à proximité et qu'elle y serait rentrée. Une autre dame avait vu une petite, les lèvres tremblantes, sur le pas de la porte, que Michèle Martin est venue rechercher pour lui dire assez fermement de rentrer dans la maison. Donc on se demande à quoi sert cette opération. Il y a des petites filles qui sortent, qui rentrent, mais on ne les délivre pas, au contraire on continue à filmer la maison pour savoir qui la fréquente. La gendarmerie détenait le dossier Othello, qui n'a jamais été produit. Existe-t-il toujours ? Il a sans doute été détruit.

**Donc votre thèse est que tout a été fait pour qu'on voie Dutroux comme un pervers isolé, alors que même des experts américains des tueurs en série ont dit qu'il ne correspond pas du tout au profil du psychopathe isolé. Il était plutôt l'exécutant d'un réseau.**

Étant un modeste travailleur, il était pourtant propriétaire de quatre maisons. Voulez-vous me dire comment il les a payées ?

**On voit aussi qu'à chaque enlèvement, il y a des transferts d'argent sur le compte de Dutroux. Aimé Bille s'en rend compte avec une note de l'inspecteur des impôts où il est dit que justement toutes les possessions relèvent de l'achat de bâtiments. Et de nouveau, quand Bille prévient, on le bloque.**

Je n'ai pas été très informé du blocage dont Bille a été victime. À l'époque, je savais qu'il était très déçu, mais pas beaucoup plus. Pour ma thèse du pervers non isolé, je me suis senti très seul à cette audience. On disait qu'il y avait les croyants et les incroyants, les croyants étant ceux qui inventaient toutes sortes de circonstances pour compliquer l'affaire. Or, je ne voulais pas la compliquer, je voulais au contraire l'éclaircir. Mais je n'ai pas été suivi, puisque Dutroux a été condamné au maximum de la peine. Peut-être va-t-il faire des révélations, je n'en sais rien, je n'ai aucune opinion à propos de sa stratégie actuelle.

**En 2004, dans un état des lieux, vous écrivez : « On trouve clairement dans le dossier la preuve matérielle péremptoire que d'autres personnes que les accusés ici présents ont fréquenté la cache de la rue de Philippeville en même temps que la victime. On y a découvert en faisant soigneusement des prélèvements, les 15 et 16 août 1996, des taches biologiques humaines en mélange ou superposition avec les traces biologiques des petites victimes. Il s'agit bien de deux ou trois inconnus au moins. Sachant à l'ouverture du procès que Marc Dutroux est en toute hypothèse maintenu en détention préventive et qu'il peut s'attendre aux travaux forcés à perpétuité, voulez-vous nous dire quelle était brusquement l'urgence, au bout de 7 ans, de le juger seul ou quasi seul, de se contenter d'évidences ? »**

Le procès d'assises à Arlon, c'était les évidences, et rien d'autre. Et laisser planer un doute sur mon attitude, parce que moi, l'avocat d'un monstre, comment pouvais-je encore donner des leçons à la police ?

**... Alors que la recherche de la vérité est dans le principe du droit, comme le droit de tout justiciable à la défense.**

Dans *La dernière heure*, Christian Hubert, après ma plaidoirie, a écrit : « En démontrant la médiocrité de l'instruction, en mettant le doigt sur ses immenses lacunes, il a porté l'estocade finale. Peut-on, dans ces conditions déplorables, juger Dutroux ? Il ne demande pas de circonstances atténuantes pour son client, il suggère simplement qu'il ne puisse pas être jugé sans un supplément d'enquête. Cela, il fallait oser y penser. Et par là, par contre, il ne risque pas de rencontrer l'assentiment du procureur ».

**Aux Assises d'Arlon, en juin 2004, les avocats de Dutroux ont plaidé qu'il était difficile, sinon impossible, de le juger dans des conditions pareilles, en ignorant les complices, les protections, les filières. Pourrait-on dire en fin de compte que ce procès était une manière d'enterrer l'affaire ?**

Non, ce n'était pas une manière d'en finir, c'était une manière de commencer la vérité ! D'en finir avec ce procédé d'occultation. Le jury a eu un courage extraordinaire, alors que le magistrat de presse l'a publiquement menacé de poursuites pénales au cas où il suivrait mon avis, car il commettrait une infraction, ce qui est faux ! J'ai dit que ce fait était sans précédent et constituait une atteinte à la liberté du jury et une violation du procès équitable. J'ai ajouté que la régularité du procès était menacée dans ces conditions. Un magistrat ne peut pas délibérément poursuivre dans cette voie sans se rendre coupable de forfaiture.

**Incroyable ! L'avocat général qui menace le jury de poursuites pénales s'il ne juge pas l'inculpé !**

C'est une menace mal fondée, car le jury est parfaitement apte à déclarer que l'affaire n'est pas en état et demander par conséquent que l'instruction se poursuive. D'ailleurs en plaidoirie, j'ai réclamé plus de 80 devoirs complémentaires, cités à l'audience et refusés par le juge.

**Pourrait-on penser qu'un juge soit corrompu, ou est-ce de la bêtise ?**

On peut penser qu'un juge obéit au désir de sauvegarder la sécurité et la paix du pays.

**Et le juge Jean-Marc Connerotte ?**

Il était libre et courageux. Il a été viré au prétexte d'avoir participé à un dîner spaghetti organisé par les parents des victimes, alors qu'il avait l'accord du procureur du roi Michel Bourlet. Par

contre, Hubert Massa, qui était l'avocat général de Liège qui a mené cette instruction incomplète, s'est suicidé, et personne ne sait pourquoi.

**Énormément de gens ont souffert dans cette affaire, évidemment. On pense d'abord aux petites filles dont le calvaire fut innommable, mais aussi à ceux qui ont dû se taire. Venons-en à la juge d'instruction Martine Doutrève, qui est tenue totalement dans l'ignorance de ce que fait la gendarmerie de Charleroi dans l'opération Othello, ainsi que le parquet ! Bourlet se demandait si les graves lacunes de l'enquête ne s'expliquaient pas par une protection policière et judiciaire dont bénéficiait Dutroux...**

Bourlet disait qu'il chercherait la vérité, « pour peu qu'on le laisse faire ». Il a été en quelque sorte pris en otage au procès d'assises et il était chargé de faire croire aux jurés que le dossier bis apporterait des réponses.

**Donc il y a plein d'incohérences, c'est un euphémisme ! Rappelons-nous de Pirot, patron d'une boîte échangiste, qui est assassiné alors qu'il allait faire des révélations. Son club était probablement fréquenté par Nihoul, Dutroux, Martin et Lelièvre. Parlons de Michel Nihoul...**

Il a été acquitté d'être la cheville ouvrière entre le commerce des petites filles et le milieu. Il n'était considéré ni auteur, ni complice.

**Le jury a-t-il été mis sous pression et influence ?**

Je ne crois pas, car il s'agissait d'être prudent. Dans un tel cas, il aurait suffi qu'un seul d'entre eux parle pour que ça explose. On l'a laissé Dutroux être puni.

**Quelle est votre intime conviction à propos des réseaux ?**

C'est qu'il y en a ! Dutroux n'a pas gagné l'argent pour s'acheter quatre maisons sans avoir des clients pour les petites.

**Y aurait-il aussi des orgies et des rituels sataniques avec des enfants ?**

Les témoins X ont parlé d'un réseau sataniste, mais ces informations ont été rangées dans le dossier bis. À mon avis, on n'en entend plus parler.

**Une de ces témoins, Regina Louf, n'a pas été interviewée au procès d'Arlon, on a refusé de la recevoir en la qualifiant de demeurée, contrairement aux dires d'un psychiatre réputé indiquant qu'elle disposait de toutes ses facultés mentales. Encore des lacunes. Les Belges croyaient à la thèse des réseaux. À l'époque, la marmite risquait d'exploser, avec la conjonction d'une solidarité nationale, qui atteint son acmé avec le dessaisissement du juge Connerotte. Avec plus de 300.000 personnes à la marche blanche, ça aurait pu basculer. Pensez-vous qu'on a raté quelque chose ?**

Je crois que les vérités qu'on soupçonne sont à ce point terribles que des responsables politiques ont pu avoir peur pour la survie de l'État belge. La personnalité de gens soupçonnés était à ce point impressionnante qu'il y avait un grand danger d'explosion populaire. Cette raison d'État aura sans doute inspiré les responsables de la cour d'appel de Liège de classer sans suite ce dossier bis.

J'ai demandé à me constituer partie civile dans le dossier bis et ça m'a été refusé, tout comme l'accès au dossier. Ce que j'expliquais et dénonçais en 2004 vaut toujours en 2024.

**Votre livre a fait l'objet d'une omerta ?**

Je le crois. Le titre, *Marc Dutroux, un pervers isolé ?*, est parlant.

**Qu'est-ce que Dutroux vous a dit à propos des réseaux ? Et est-ce qu'il vous a donné des noms ?**

Rien n'est jamais sorti, en une centaine d'heures d'entretien. Il était muet comme une carpe, à ce sujet en tout cas.

**Pourquoi ?**

Pour être conforme à lui-même. Sa logique, c'est qu'il était un prédateur isolé et un déficient mental, un déséquilibré. Il ne le disait pas franchement, mais le laissait entendre.

**Aviez-vous l'impression d'être en face d'un déséquilibré ?**

Moi, je le trouvais très rationnel, comme il le fut à l'audience, sauf qu'il était particulièrement désinvolte et apparemment désintéressé par ce qui se passait. Il ne m'a jamais soutenu qu'il fut condamné injustement. Aujourd'hui, il joue à « libérez-moi ou je dis tout ! ».

**Pourrait-il être libéré un jour ?**

Je n'ai pas à faire ce genre de pari.

**Pour évoquer à nouveau les perquisitions qui ont eu lieu, « cette information de Michaux par rapport aux voix était-elle sincère ? Les voix n'ont-elles pas été inventées ? L'incompétence de René Michaux est une hypothèse trop courte, bien qu'elle soit de nature à sauver l'honneur, parce qu'on a toujours dit que c'était un incompetent ». Il était facile de faire sauter un lampiste...**

Voilà ! Je maintiens cette appréciation. L'échec de Michaux à ces deux perquisitions est injustifiable et inexplicable, sauf si on découvre qu'il était stratégique de ne pas trouver les filles.

**La Belgique est en ébullition, on met en place une commission parlementaire. Était-ce pour calmer la population, ou est-ce que véritablement on lui donne des pouvoirs pour aller plus loin ?**

La commission a dénoncé des incompétences, des irrégularités, des imprudences, des manques, mais pas de mauvaise foi ou de complot coupable. Elle a été très sévère à l'égard d'une gendarmerie décrite comme de bonne volonté, mais maladroite. Elle a simplement fait part de sa perplexité. J'ai demandé à la cour d'assises de faire témoigner Marc Verwilghen, le président de la commission, mais cela m'a été refusé. Le procureur général s'y est opposé et la cour a suivi.

**La commission a quand même dit que trop de dysfonctionnements, d'occasions manquées et d'erreurs avaient été constatés pour qu'il puisse s'agir d'un malheureux concours de circonstances. Donc, à demi-mot...**

... la voie était ouverte pour l'explication d'une fraude, quelque part. Ou d'un complot stratégique, mais pas en termes formels. Mais rendez-vous compte que la cour d'assises a refusé au président de la commission parlementaire de témoigner ! ?

**Des témoignages arrivés plus tard confortent la thèse d'un prédateur isolé...**

Oui. A-t-on voulu sauver l'État ? Je ne sais pas. Je m'empresse de dire que je ne sais pas qui sont les sommités qui auraient été mises à l'abri.

**Il manque quatre cheveux d'inconnues et deux copies de cassettes vidéo, saisies au moment des perquisitions...**

Sur ces cassettes porno, on aurait certainement vu les pauvres victimes, mais aussi les auteurs.

**Et pendant ce temps-là, on enquête sur les enquêteurs, comme avec Aimé Bille, des policiers enquêtent sur des policiers qui font bien leur travail.**

Oui, sous prétexte que ce seraient des meneurs de désordre, ce qui ne serait pas souhaitable.

**Pensez-vous que si l'affaire Dutroux avait lieu aujourd'hui, cela se passerait de la même façon ? Ou bien qu'est-ce qui a changé ?**

On en connaît peu de ce style. Ça dépend de ce qu'on cache. Parce que l'ampleur des manœuvres pour cacher le fond est telle qu'on peut se dire que ce qu'on cache est important. Et ce qui est extraordinaire aujourd'hui, c'est que Dutroux lui-même dit « encore un mot et je dis tout ! ».

**Le père d'An a dit qu'il y a des personnes haut placées qu'on cherche à protéger...**

Peut-être. J'ajoute que Dutroux ne m'a jamais encouragé à, ni empêché de plaider ce que je plaçais, comme si mes menaces d'un côté et son silence de l'autre constituaient une balance utilisable.

**Comme si vous disiez ce que lui ne pouvait pas dire. À côté de ça, tous les autres vous discréditaient, uniquement parce que vous étiez l'avocat d'un monstre. Vos paroles n'avaient pas vraiment d'importance...**

J'ai été très mal vu par la bonne société parce que je défendais un individu méprisable dont la cause ne méritait pas d'être défendue.

**Encore une piste qui n'a pas été creusée, c'est celle de la secte Abrasax, puisqu'en allant perquisitionner chez Bernard Weinstein, un complice de Dutroux, on découvre une note assez curieuse où on parle de « cadeaux pour Anubis » ; on ne sait pas si c'est une fausse piste, ou pas.**

C'est une question de tempérament personnel, mais moi les sectes sataniques ne m'intéressent pas beaucoup. Je ne vois pas de grands personnages tremper dans des diableries de ce style, avec la protection de la gendarmerie.

**C'est pourtant défendu par certains. Ce qui s'est passé à la Champignonnière à Bruxelles avec cette jeune fille sacrifiée fait quand même penser à des rituels sataniques...**

C'est la piste des témoins X, qui ouvre un horizon immense auquel je ne connais rien. J'ai lu comme vous tout ce qui a été publié sur cette affaire Dutroux et sur des pistes parallèles. Moi, je me suis attaché au contenu de mon dossier et du procès. Je ne pars pas sur des pistes que je ne connais pas.

**Il y a pas mal d'ironie dans votre livre, d'insinuations, de non-dits. Qu'est-ce que vous ressentez aujourd'hui et quelle a été l'importance de ce dossier dans votre vie privée et professionnelle ?**

Je crois que l'ironie est un trait de caractère qui ressort. Mais il faut d'abord penser juste. Je ne suis pas d'humeur à plaisanter et je veux bien qu'on y trouve de l'ironie, si c'est de l'ironie dans le jugement, et que ce jugement témoigne de l'objectivité et du réalisme.

**Avez-vous souffert pendant ce procès ? Et après ?**

Oui, ma vie familiale a explosé. Toute ma vie a été changée aussi. Je n'ai pas conservé beaucoup d'amis. Et je n'ai sans doute pas amélioré ma position en laissant entendre que Dutroux n'était pas tout seul. Tant pis, car ce qui compte, c'est la vérité. Je suis assez heureux que, 20 ans plus tard, plusieurs auteurs me rejoignent sans me citer.

**Comme disait Gino Russo, « j'en veux moins à Marc Dutroux qu'à ceux qui n'ont pas cherché ».**

Pour un père qui a perdu sa fille dans ces circonstances, c'est un jugement d'une rare objectivité, parce qu'il ne s'attarde pas au réel et au visible immédiat, il va chercher plus loin. Il est objectif.

**Après 20 ans, plein de questions restent en suspens...**

Oui, et je les avais annoncées.

**On peut dire que ceux qui maintenant se réveillent peuvent vous rendre hommage. Votre livre est horrible, mais passionnant. On préférerait que ce soit un roman policier, mais la vérité dépasse la fiction. Avez-vous subi des menaces ?**

Non, aucune, autrement je l'aurais dit, moins pour être protégé que par souci de la vérité. Le métier d'avocat est fondamental, il faut le vivre au service de la vérité, quoi que l'on risque personnellement. Mais comme je n'étais qu'un rouage dans un système, que la plupart de ce que j'ai demandé n'a pas été obtenu, j'ai le sentiment de n'avoir servi à rien. Pourtant, à refaire, je me comporterais de la même manière.

**Propos recueillis par Alexandre Penasse en juin 2024, retranscrits par Bernard Legros.**

# Le cours(oux)ier d'Anne Hotiaux

Anne Hotiaux est un.e lecteurice, réel.le ou virtuel.le, dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous ferons chaque fois un plaisir de la relayer.

Encore un cours(oux)ier qui me coûtera quelques cheveux blancs, c'est le combat permanent des femmes dans un monde qui leur laisse de moins en moins de place, tout en hurlant « place au féminisme ! ».

Pour une fois, je pourrais trouver une ligne d'entente avec ce torchon masculiniste qu'est *Kairos*, dirigé par des scribouillards aux rapports de domination évidents. Mais comment peut-on passer à côté de l'opportunité de baffer violemment les mouvements féministes qui publiaient des lettres ouvertes à qui mieux mieux à la suite de quelques malheureux articles sans grand intérêt au demeurant ?!

En 2024, on assiste à des viols/violences faites aux femmes dans des WC par des femmes trans (hommes s'identifiant femmes), à des records sportifs féminins pulvérisés par des femmes trans, à des passages à tabac en direct à la TV avec médaille d'or olympique à la clé par une femme dont le genre semble difficile à déterminer : où sont les féministes ? Que fait votre foutu journal qui une fois de plus, n'est pas là où on l'attend ?

Je ne sais pas ce qui m'accable le plus... Les femmes une fois de plus dominées (par des hommes s'identifiant comme femmes) ? Les hommes trans (femmes s'identifiant comme hommes) complètement absents de l'actualité, et donc encore et toujours le même sexisme, cette fois-ci dans le monde trans, qui nous est pourtant vendu comme égalitaire ? Ce médecin des JO qui affirme qu'aucune méthode scientifique n'est vraiment fiable pour identifier le sexe des individus (On te voit ! Tu as séché les cours de génétique et de reproduction !) ? Ou même, cette possible révélation qui concernerait la première dame de France qui pourrait ne pas en être une et qui, si tel est le cas, représenterait les femmes de tout un pays, tout en étant homme ? Allo *Kairos* !? Comme d'habitude, vous n'êtes pas là où l'on vous attend, ni d'ailleurs, les féministes radicales du dimanche... Le monde est en train d'invisibiliser des millions de femmes une fois de plus, pendant que vous geignez à votre propre invisibilisation, celle d'une poignée d'hommes en chemise, aux blagues discutables et aux propos souvent limités, je n'en attendais pas plus de votre part...

A. H. —

Illustration : Noir & Clair



ILS M'ONT  
OUBLIÉ...  
pas moi !

# Deux signes des temps : non-binarité, déréférencement

À FRANÇOIS CAVANNA (1923-2014)<sup>1</sup>

Illustration : Philippe Debongnies



Étrange époque que la nôtre, pleine de contradictions et d'ambiguïtés. Le décryptage et l'élucidation des événements sont de plus en plus ardues, quelle que soit la focale utilisée, de gauche, de droite ou d'ailleurs. Donc restons tous modestes, évitons les positions de surplomb, les indignations grandguignolesques<sup>2</sup>, et cessons de faire la leçon aux autres, car « la quête de la clarté conceptuelle est à la fois indispensable et vaine<sup>3</sup> », et « [...] on peut estimer que le refus de l'ambivalence et l'intolérance à l'ambiguïté relèvent de l'exacerbation des affects, qui n'ont peut-être jamais été aussi massifs qu'aujourd'hui<sup>4</sup> ». Et encore : gardons notre sang-froid, pensons librement et envoyons paître les curés de toutes obédiences !

Prenons d'abord le cas de la non-binarité, notion à la mode que n'aurait pas reniée Michel Foucault. La binarité est le nouvel ennemi à abattre, en partant du paradigme de la sexualité femme/homme (ou femelle/mâle), de laquelle découleraient toutes sortes de sous-binarités nocives, sources de discriminations et de domination, alors que le mot d'ordre est à l'« inclusivité ». Égalité totale et définitive ! Fort bien. Mais alors pourquoi remarque-t-on « en même temps » que la partition

(mâles ?) pensants. Les Torquemada 2.0 pavent la route vers une société harmonieuse enfin débarrassée de ses démons et contradictions, dont ont rêvé tous les épris de totalitarisme. L'idéalisme, quand il est exclusif (et inclusif !) mène à un *enfer vertueux*. Rien de neuf depuis Thomas More et son œuvre la plus connue, *L'Utopie* (1516).

Après avoir annulé les autres et pour éviter d'être un jour annulé à votre tour, misez sur le déréférencement, une nouvelle tendance. Il n'est pas subi, mais réclamé pour soi-même. Ainsi un ancien collaborateur de *Kairos*, T. H.<sup>9</sup>, nous a demandé que soient retirées du site toutes les mentions de son nom, donc les articles qu'il y avait publiés<sup>10</sup>. Réécrire l'histoire en néantisant ses tribulations honteuses (avec ou sans guillemets), cela porte un nom : le révisionnisme, et parfois même le négationnisme, des trucs habituellement classés à l'extrême droite (bien que Staline ne s'en soit pas privé en effaçant la silhouette de Trotsky sur un cliché officiel du régime, à l'époque sans photoshop !). Une forme inversée de *fake* où l'on n'assume plus ses actes passés « qui ne se seraient jamais produits », autrement dit une violation de la réalité physique. Qu'est-ce qui motive ce genre de démarche ? Questionné entre quatre

schmittienne ami/ennemi est plus vivace que jamais ? En raison de ses sympathies nazies<sup>5</sup>, le philosophe Carl Schmitt (1888-1985) ne devrait-il pas être mis au ban de la social-démocratie ? Eh bien non. Même si elle ne se revendique pas explicitement ou consciemment de lui, la gauche a repris ce dualisme à son compte<sup>6</sup>, revenant par là même à cette binarité dont elle veut pourtant s'émanciper : ou vous appartenez au camp du Bien — soit la gauche libérale, progressiste et postmoderne —, ou vous appartenez au camp du Mal — soit tous ceux qui ne portent pas l'estampille de cette gauche, de *Kairos* aux identitaires néo-nazis, en passant par les partis de la droite souverainiste (Chez Nous, Nation, Vlaams Belang, N-VA, RN, etc.), les collapsologues, les anti-industriels et autres décroissants. En vertu du cordon sanitaire, tout ce laid monde est banni de la parole publique — « annulé » ou « désinvité » dans le jargon *ad hoc* — dans les associations, les universités, les syndicats, les partis, les médias dominants<sup>7</sup>. Depuis la terreur covidiste, les interdictions professionnelles — les *Berufsverbot* du nazisme — sont en recrudescence, particulièrement dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Diaboliser, vilipender, incendier, calomnier, insulter, clouer au pilori par réseaux (a)sociaux interposés, en attendant de pouvoir rouler dans le goudron et les plumes (version faible) ou envoyer au bûcher ou au peloton d'exécution<sup>8</sup> (version forte) tous les mal

yeux par moi, T. H., visiblement embarrassé, bredouilla une explication, éluda ses vraies motivations, bref botta en touche, mais je compris à demi-mots que c'était la peur de l'opprobre, de l'ostracisme, de la sanction sociale. Il sait que ses compains antifas ont l'habitude d'enquêter sur le présent et le passé des individus en explorant la Toile. Le pardon et l'oubli leur sont inconnus, pour eux les « erreurs » de jeunesse doivent se payer jusqu'au dernier souffle. Âgé de 30 ans, T. H. fréquente aujourd'hui les cercles de la gauche, où *Kairos* n'a pas bonne presse. Il ressent comme une épée de Damoclès la présence de ses articles sur notre site. Si jamais « on » les découvrait, enfer et damnation ! D'ailleurs, la vraie question n'est pas « si » mais « quand », ouille ! Les voir disparaître relève d'abord du « *souhait en général irrationnel et obsessionnel de vivre heureux grâce à la subordination à l'autorité*<sup>11</sup> », en l'occurrence celle de sa coterie ; mais c'est aussi un enjeu plus sérieux : rien de moins que la survie sociale. La mascarade pandémique a remis la lâcheté à la mode. « *Oui, j'ai peur du virus, je ne veux pas avoir d'amendes, et je t'emmerde !* », avait rétorqué, en montant sur ses ergots, un banal muselé à une de mes amies. Or, avec la culpabilité, la lâcheté est la caractéristique psychosociale majeure des mouvements totalitaires instaurant « *l'égalité des citoyens dans la peur*<sup>12</sup> ». Paradoxalement, celle-ci n'empêche pas les individus qui y sont soumis d'apparaître comme arrogants et sûrs d'eux. Mais « *l'arrogance idéologique exprime moins le courage que la lâcheté*<sup>13</sup> », avance le philosophe Jean Birnbaum. Le courage est symétriquement en voie de disparition. Itou pour l'esprit de dissidence, qui avait permis de mettre à bas des régimes despotiques<sup>14</sup>. Résumons-nous : en appeler au retour du courage individuel et de la force d'âme sera interprété par la gogôche comme un marqueur de plus, indubitable, de mon prétendu « confusionnisme », car courage et force d'âme ne seraient que des valeurs de droite<sup>15</sup>. Il y a au moins deux choses qui de nos jours sont toujours aussi faciles : coller des étiquettes politiques par réflexe et tomber dans le manichéisme, soit dans la binarité. Alors binarité par-ci, non-binarité par-là, il faudrait savoir !

Bernard Legros

1. Écrivain qui s'identifia à l'extrême gauche soixante-huitarde alors qu'il était déjà quadragénaire, Cavanna serait aujourd'hui considéré comme un réac (en dépit de son scientisme et de son athéisme). Le lire dans la nouvelle mouture de *Charlie-Hebdo* m'a intellectuellement et littérairement nourri entre 1992 et 2005, année de ma rupture avec le journal suite à l'appel de Philippe Val à voter pour le traité constitutionnel européen, avec la hargne et la mauvaise foi qui le caractérisent. Le journal venait de prendre son tournant néolibéral.
2. À ce sujet, on rappellera à quel point l'aussi court que médiocre essai de Stéphane Hessel *Indignez-vous !* (2010), *best-seller* mondial, a causé du tort au débat. Il faut choisir : s'indigner ou penser. Comme l'observe Oscar Brenifier, « *l'indigné est un juste, ou se conçoit comme tel. Il connaît le bien et le mal, son appréciation est fondée, légitime et sans équivoque, sa décision est irrévocable et sans recours. Il est le garant du bon ordre des choses. Il est équitable et incorruptible.* » (in *Rebelle ? Le libertaire indigné*, Ancrages, 2024, p. 43).
3. Thomas Bauer, *Vers un monde univoque. Sur la perte d'ambiguïté et de diversité*, L'Échappée, 2024, p. 11.
4. *Ibidem*, p. 16.
5. Pour être précis, sa proximité avec le parti nazi n'a duré que quelques années, de 1933 à 1936.
6. Comme quoi, en politique, l'ambiguïté est souvent la règle.
7. Sur X, le député de LFI Carlos Martens Bilongo recourt à la psychiatisation de ses opposants d'extrême droite : « *Ils sont malades du cerveau, ce ne sont pas des élus normaux.* ». Ou comment combiner le souvenir de l'ex-URSS et la social-démocratie.
8. Tout bien réfléchi, ce serait plutôt le peloton, pour éviter l'émission de gaz à effet de serre.
9. Les initiales ont été modifiées.
10. La chose est bien plus compliquée concernant les journaux en papier. Que faire dans ce cas ? Des perquisitions dans les domiciles privés pour des autodafés, dans un remake de *Fahrenheit 451* pour presse périodique ? Précisons que nous n'avons pas accédé à la demande de T. H.
11. Jan Spurk, *Le désir d'autorité*, Le Cerisier, 2024, p. 12.
12. Jean Birnbaum, *Le courage de la nuance*, Seuil, 2021, p. 74.
13. *Ibidem*, p. 79.
14. Cf. Alexandra Laignel-Lavastine, *Jan Patočka, l'Esprit de la dissidence*, Michalon, 1998.
15. Alors que le courage et la force d'âme sont des valeurs transversales à la droite et à la gauche, demandez-le aux quelques derniers résistants de la Seconde Guerre mondiale.

# L'autonomie dans le domaine de l'eau grâce à l'eau de pluie

La sobriété d'une maison bioclimatique concerne également la consommation des autres ressources, à commencer par l'eau. Aussi, pourquoi ne pas récupérer l'eau de pluie et faire en sorte qu'elle soit votre principale source d'approvisionnement en eau ? Cela diminuera votre facture mais offre un autre avantage non négligeable, celui d'une eau saine, non désinfectée au chlore – ce chlore auquel les enfants sont particulièrement sensibles. Les eaux du toit sont conduites vers votre citerne et, grâce à un groupe hydrophobe, elles seront mises sous pression dans vos conduites afin d'alimenter votre habitation. Trois filtres, un de 25 microns suivi d'un filtre à charbon, puis un filtre d'une porosité de 5 microns, vont distribuer l'eau ainsi filtrée dans les canalisations. Celle-ci convient à tous les usages ménagers, sauf la boisson et la cuisson des aliments. À partir de cette eau, un système à osmose inverse, installé généralement sous l'évier de la cuisine, produit une eau potable, dont la qualité est comparable aux meilleures eaux minérales. Dans une bonne citerne, nous avons donc à notre disposition une eau chimiquement neutre, faiblement minéralisée et naturellement douce (contenant très peu de calcaire). Cette eau non chlorée, naturellement douce et très pure rend les douches et les bains plus agréables. La cuisson des aliments (comme les haricots et les viandes par exemple) est plus facile. Le goût des tisanes, celui du thé, du café et des boissons préparées est largement supérieur. L'absence d'excès de calcaire permet d'économiser des produits pour la lessive, la vaisselle et les nettoyages. Elle prolonge la vie des appareils électroménagers et celle des robinets.

La réduction des quantités de détergents réduit aussi la charge polluante des eaux usées rejetées. Pour déterminer la quantité d'eau de pluie récupérable, il suffit de multiplier la superficie au sol du toit par la pluviosité annuelle du lieu, exprimée en mètres carrés. Mais afin de réduire de 25 à 30% vos besoins en eau, cela demande d'adopter la toilette sèche.

## LA TOILETTE SÈCHE

Tout l'intérêt des toilettes sèches ne se limite pas à l'économie ou au gaspillage (de 3 à 12 litres d'eau à chaque utilisation – une eau de surcroît potable), c'est l'occasion de récupérer nos excréments pour les transformer en compost. Sur base d'une trentaine de litres et une consommation totale de 120 litres d'eau par personne, cela fait un quart de notre consommation journalière de l'eau consacrée à la chasse d'eau. Envoyer cette matière organique à l'égout équivaut à s'ouvrir les veines par lesquelles le sang de la Terre s'en va, un peu comme lors d'une hémorragie, et celui qui perd son sang va mourir. Le gâchis est irréversible dès le moment où les eaux grises et les eaux-vannes sont mélangées. Nos déjections qui produisent de l'humus sont une substance vitale et non des déchets qu'il faut envoyer avec de l'eau potable dans les égouts. Sans humus, le sol disparaît sous l'effet de l'érosion. Actuellement les réserves humiques de nos terres sont tellement épuisées qu'elles ne produisent plus que sous perfusion d'engrais chimiques. Notre alimentation vient de la terre, nos déjections doivent y retourner. La toilette sèche nous offre un amendement pour fertiliser notre jardin. Vous y

ajouterez le papier de toilette et des matières carbonées structurantes tels des copeaux, de la sciure de bois, des feuilles mortes ou autres sources carbonées recyclables. L'équilibre carbone/azote permet le démarrage sans soucis du compostage et bloque la fermentation anaérobie. La présence de l'eau apportée par l'urine participe à la constitution d'un mélange apte à se décomposer. Une insuffisance d'humidité ne permet pas de démarrer le compostage aussi sereinement. L'urine favorise la décomposition des matières organiques carbonées. L'absence d'odeur dépend aussi de l'humidité du mélange, un excès d'urine peut entraîner une décomposition anaérobie et malodorante. Vous pouvez installer votre toilette dans votre logement et l'équiper d'un seau en inox : solide, inodore et plus facile à nettoyer. Le seul souci est qu'il vous faudra régulièrement vider les seaux et trouver une zone de compostage pas trop éloignée dans votre jardin. Pour vous éviter de vous coltiner les seaux, installez une toilette sèche extérieure. Construisez-vous un petit cabanon équipé de deux caissons et deux lunettes afin de remplir un caisson pendant que l'autre se composte. Cela vous permettra également d'y créer un lombri-compost en y insérant les vers adéquats. Tout cela vous demandera la mise en place d'une nouvelle habitude, celle de vous fournir en copeaux de bois. À noter qu'il n'est pas besoin de séparer la matière fécale de l'urine, qui favorise la décomposition des matières organiques carbonées. Rappelons-nous au passage que l'urine est un véritable engrais, riche en sels minéraux propices à la culture des végétaux.

Christian La Grange

## Les droits des paysans

Aujourd'hui, il y a environ 1,2 milliard de paysannes et de paysans dans le monde. Avec leur famille, elles et ils représentent un tiers de l'humanité. Les paysans et autres travailleurs ruraux sont essentiels à la sécurité alimentaire et à la réalisation du droit à l'alimentation. Dans les pays du Sud, ils fournissent jusqu'à 80% des aliments consommés localement. Les paysans jouent un rôle primordial dans la lutte contre le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Or, avec les autres travailleurs ruraux (pêcheurs, nomades, etc.), ils font partie des groupes les plus vulnérables et discriminés, victimes de multiples violations de leurs droits humains et souffrant de façon disproportionnée de la faim et de la pauvreté. 80% des personnes victimes de la faim dans le monde vivent et travaillent dans les zones rurales. Chez nous, la situation des agriculteurs n'est guère meilleure !

Le 17 décembre 2018, les Nations unies ont adopté la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDRP). La Via Campesina, FIAN International et le CETIM (Centre Europe-Tiers Monde) se sont fortement impliqués dans le processus qui a abouti à ce succès. Fruit d'une lutte de 17 ans pour la reconnaissance des droits de cette population particulièrement vulnérable, l'adoption de l'UNDRP constitue un moment historique. Respecté et mis en œuvre, cet instrument sera utile, non seulement pour les paysans, mais pour l'humanité tout entière. En effet, la paysannerie familiale nourrit le monde ! Un an après l'adoption de cet outil indispensable, une déclaration commune a été signée par neuf rapporteurs spéciaux et experts, ainsi que par quatre membres des organes conventionnels des Nations unies. Ce document souligne que les paysans doivent participer « à tous

les processus décisionnels susceptibles d'affecter leur vie, leurs terres, leurs ressources et leurs moyens de subsistance ». Il exhorte à plusieurs reprises les États à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de l'UNDRP. En octobre 2023, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, avec une majorité écrasante d'États membres favorable, a pris une nouvelle mesure historique. Il vote en faveur de la Résolution 54/9 visant à créer un mécanisme de suivi de la Déclaration. Un Groupe de travail d'experts est chargé de travailler à la promotion et à la mise en œuvre de l'UNDRP.

Nous, paysannes et paysans, nous revendiquons nos droits ! Notre devoir quotidien, c'est de prendre soin de la terre et de la planète, de vous nourrir, de nous nourrir ! Et vous, les élus communaux, régionaux, provinciaux et fédéraux, que faites-vous pour les droits des paysannes et des paysans ? Que faites-vous pour l'agroécologie paysanne et pour la planète ? Quel avenir pour l'agriculture paysanne ? Nos pays n'auront bientôt plus de paysans. C'est bientôt la fin/faim ! La Faim est Proche<sup>1</sup> ? Le 13 octobre prochain, il y a les élections communales. Il est urgent que les communes passent à l'action. La Charte des communes paysannes du Mouvement d'action paysanne (MAP) écrite sur base de la Déclaration des droits des paysans, a été conçue pour vous donner des idées avec des exemples concrets<sup>2</sup>.

### CHARTRE DES COMMUNES PAYSANNES

Paysans et citoyens, motivez votre commune à passer à l'action ! En 2018, le MAP avait déjà créé un référentiel d'engagement pour les communes en faveur de l'agroécologie

et de l'agriculture paysanne. Les récents bouleversements, qu'ils soient sociaux, environnementaux, climatiques ou économiques, montrent qu'il est urgent d'agir. Les dernières manifestations des paysans et de leurs alliés témoignent qu'il est impératif de soutenir le monde paysan et ses acteurs.

Ils sont seuls garants de notre souveraineté alimentaire et peuvent apporter des solutions concrètes aux enjeux climatiques, sanitaires, environnementaux et sociaux. La Charte de 2024 propose des mesures très concrètes. En tant qu'habitant de votre commune, vous êtes les mieux placés pour savoir où agir via quelques questions, comme par exemple : où se fournit la cantine de l'école de mon enfant ? Y a-t-il des locaux qui pourraient être mis à disposition pour des activités en lien avec la paysannerie et l'alimentation ? Est-ce que je connais les producteurs de ma commune ? Qui fournit les plateaux aux personnes âgées de mon village ? Est-ce qu'il y a un verger dans ma commune ? Des terres agricoles délaissées autour de chez moi ? Futures élues et futurs élus, signez notre déclaration d'engagement en ligne pour les élections communales d'octobre<sup>4</sup>.

**Serge Peereboom, paysan résistant à Libère Terre, association citoyenne et paysanne à la Ferme Arc en Ciel - paysan. serge@yahoo.fr**

1. Cf. Permavener TV <https://www.youtube.com/watch?v=slvE4YlhQws>.

2. Cf. [https://www.facebook.com/CommunesPaysannes?locale=fr\\_FR](https://www.facebook.com/CommunesPaysannes?locale=fr_FR); L'Avenir de l'Agriculture Permavener TV [https://www.youtube.com/watch?v=KVzQsWV5\\_EM](https://www.youtube.com/watch?v=KVzQsWV5_EM).

3. À télécharger ici : <https://www.lemap.be/.../lemap-ccp2024...>

4. <https://cloud.lemap.be/apps/forms/s/x5G3GM8rNZ6rKif6GarrYTRY>. Pour devenir ambassadeur et ambassadrice de notre Charte, envoyez un courriel à [CCP@LeMAP.be](mailto:CCP@LeMAP.be). Plus d'infos sur [www.LeMAP.be/CCP2024](http://www.LeMAP.be/CCP2024).

# Génies (éducatifs) des alpages

**A**u contraire de bien des jeux où l'on doit souvent se presser, j'ai dû attendre, j'ai eu tout le temps de patienter ; mais me voici enfin attablé chez le Gascon. Je n'en connais pas le prénom, juste la voix quand il appelle les serveuses de cette salle archi-bondée pour qu'elles apportent avec diligence et efficacité leur pitance à une plâtrée de soiffards affamés. Nous sommes en plein cœur de la ruralité française, peu de réseau (à part pour les bandes de copains), peu de touristes, mais beaucoup de pigeons, des transports en commun dont le nombre de passages quotidiens se compte sur les doigts d'une main atrophiée. Si on accède aux grandes villes et à certains villages, c'est un peu grâce à la SNCF, qui a conservé des gares confidentielles, et surtout par la force du poignet d'une bande d'habitants qui se sont cotisés et ont construit une ligne spectaculaire et respectueuse de la nature majestueuse qui s'étale, de part et d'autres des compartiments, faisant échapper des « oh » et des « ah » même au plus farouche *afficionado* de la machine dont Archimède aurait déclaré qu'elle sonnait uniquement quand on était dans son bain.

Ce contact avec la nature pourrait convaincre bien des acharnés du *selfie* et du téléphone vissé à la main que rien ne vaut la perception directe, en vrai, avec les yeux et les oreilles, de tout ce que la Dame souvent en colère contre l'appétence consummatrice de biens polluants peut proposer au plus petit de ceux qui la foulent. Cette dilection pour la simplicité, pour le mode de vie le plus proche de ce que la Terre nous laisse (qu'est-ce qu'elle est généreuse !), sans chichis mais avec l'exigence qu'on en prenne soin. Ne se l'est-on pas juré, pendant les confinements imbéciles, qu'on était si heureux de constater une nature vierge de toute corruption humaine, ou si peu, qu'on allait la protéger, fonder des jardins et des petits coins de paradis sur terre ou au cœur du béton... Les enfants en étaient ravis. Excellente occasion, en allant en forêt, de se détacher de la morosité et de la vacuité de ce qu'internet peut offrir (et même pas gratuitement). Une école qui favoriserait l'approche précoce de ce que la nature présente comme forces aurait-elle davantage d'intérêt qu'une école qui collerait les élèves devant leur PC pour mater des vidéos et des capsules et qui clouerait au pilori ceux et celles qui refuseraient cela ? Vous avez deux heures ...

En tout cas, moi, ça fait 15 minutes que je suis attablé. L'appétit me vient ; il faut dire que le climat montagnard creuse l'estomac et met à rude épreuve les mollets citadins. Qu'il est dur de devoir marcher plus de 25 minutes et même pas sur du bitume ! J'aurai cultivé ma condition physique pour au moins 2 semaines... En attendant, je hèle une serveuse, qui me rétorque « *premier arrivé, premier servi* ». Une règle qui m'apparaît tellement étrange que j'en conçois une sérieuse frustration. Comment ?! Moi, qui sais ce que je vais bâfrer, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, je dois attendre pour faire délivrer, à mon auguste bouche, les plats « typiques », bien sûr ? Je réapprends à attendre et je redécouvre le plaisir, non, la jubilation d'attendre. Oui, attendre frustre mais apprend la patience, attendre apprend le respect des autres, attendre met à distance la résolution et la satisfaction de ses désirs personnels, attendre rend conscient qu'il n'y a pas que soi sur Terre, et qu'on n'est ni plus important ni moins important qu'autrui. Une sacrée claque à la religion de la croissance, où tous les désirs doivent être rencontrés *illico presto*, sous peine de créer des colères et du mépris. Une vraie leçon et un souvenir ému des professeurs qui prenaient le temps de prendre chaque question et de considérer chaque élève en lui donnant la place méritée sans privilégier ni léser. Décidément, ce séjour me fait replonger dans mes racines et les origines de ma vocation, empreinte de valeurs auxquelles je suis attaché (pour les autres) mais que j'avais oubliées (pour moi).

Je renâcle, mais je patiente. Et le résultat, créé par l'attente, est une surprise magnifique : un plat uniquement constitué de

metts de saison et locaux. Rien à voir avec les glaces à la fraise que je m'enfile été comme hiver et avec les tomates que je fais venir de 2.000 kilomètres ... Le bonheur n'est peut-être pas dans le pré (et l'amour, à moins d'aimer certaines positions particulièrement acrobatiques, non plus, n'en déplaît à Karine L. M.), mais il est dans mon assiette, après avoir fait l'objet d'une culture passionnée et d'un choix précis du spécialiste. Qu'est-ce que c'est bon : besoin ni de sel ni de sauce supplémentaire. Le vrai goût, authentique, rien que cela.

Reprenons : je sors de ce restaurant, j'ai réappris à patienter et à me satisfaire de ce que l'on trouve à proximité. Si j'ai pesté sur le moment, je me sens comme délivré. C'est galvanisant : ici, il n'y avait aucune compétition. Il y avait des règles claires, établies pour tout le monde, riche ou pauvre, du cru ou d'ailleurs, étranger ou local, vieux ou jeune. Le plus fascinant est que cela n'a paru nullement étrange ou discriminatoire à quiconque. Une vision qui m'inspire pour ma pratique de l'école : règles claires, expliquées patiemment, appliquées rigoureusement, et justifiées pleinement. Le bonheur n'en est, par après, que plus grand. Le respect n'en est que plus admirable, dans tous les côtés de la vaste salle aux plafonds voûtés. Comme la sensation de se sentir les bienvenus, nettement plus en tout cas que dans une salle emplie de musique brailarde et de serveurs lessivés qui deviennent des blasés de la restauration... La joie se propage : on sait ce qu'on est venus chercher, on sait la qualité de ce qu'on aura, on salue la vraie politesse et la courtoisie rugueuse mais sincère des membres du personnel.

J'étais parti pour vous pondre une chronique de derrière les fagots, je me retrouve à distiller une chronique de derrière les bottes de foin. Me voilà, coucou, au bord des champs, à m'émerveiller d'éléments inattendus : un troupeau de vaches paissant gentiment, des chevaux qui semblent me considérer comme l'être le plus inintéressant du monde, l'odeur du foin coupé et des fleurs des champs, le bruit — ou, plutôt, l'absence de celui-ci. Ici, on ne constatera aucune vaine tentative de remplir les vastes étendues et la tranquillité des champs et des prairies. Le silence, tranquillement, s'installe et laisse le temps et l'occasion à l'esprit et au cerveau de se régénérer, de se retrouver, de se poser — voire ! de se reposer. Assassinés de bruit et de cohue dans nos vies quotidiennes, nous en avons oublié la puissance rassérénante du vent qui souffle et du rien qui trône au-dessus d'un ensemble naturel. Nul besoin de

musique pour combler notre absence éventuelle de neurones, nulle nécessité de paroles pour combler la peur du vide, le vide est partout ici et il rassure. En matière d'éducation, comme dans les émissions de Pivot, ou ici, en plein cœur de ces collines et de ces montagnes, le silence est signifiant et il fait avancer doucement et sereinement.

Vient alors le point d'orgue de ce voyage, dans cette diagonale du vide ainsi appelée par les Parisiens qui ont ajouté, dit-on, le tirage de tête aux disciplines olympiques, sitôt les festivités sportives terminées. Une maison, perdue au cœur d'un dédale de rues, dans une commune de 3.000 âmes. Une maison qui rend hommage à un produit patrimonial en France : un fromage dont le nom évoque la noblesse, mais plus encore la majesté du goût et la magnificence du savoir-faire. Cette maison bat en brèche les idées reçues sur ce qu'on appelle les « manuels ». Formation rigoureuse, sérieuse, diversifiée, s'axant autant sur la pratique du métier que sur les connaissances, objet de vocation et de passion, art autant qu'artisanat, amour du produit autant que de ce qui a présidé à sa naissance ; et, par là, un respect immense pour toutes les parties prenantes à la confection d'un produit dont la fabrication ne peut s'exercer que dans un terroir délimité, sous peine de ne pas être reconnu. Objet de délectation dans bien des pays, mais surtout de coopération et d'excellente communication, ce fromage met en œuvre une machinerie épataante, émouvante, bouleversante. Ses fabricants sont des personnes qui ont choisi pleinement et sciemment leur métier, sans aucune forme de relégation. Ici, le manuel n'est pas honni par l'intellectuel : les deux s'entraident, se répondent, se complètent. Voilà à nouveau une claque pour celui qui écrit ces lignes et qui avait encore dans son petit cerveau de bigorneau des idées toutes faites sur les métiers de production. L'éducation, pourtant, continue de se nourrir de ces préjugés, sans jamais revenir sur ces idées préconçues et, disons-le, totalement imbéciles.

Messieurs-dames de la politique éducative, encore bien déconnectés de la réalité protéiforme de ce que vous prétendez connaître et diriger, j'ai l'honneur de ne pas vous saluer.

Jean-Guy Divers



Illustration : Fabienne Loodts

# Les désinfluenceurs s'attaquent aux publicités en ligne

On l'a vu, les influenceurs sur les réseaux sociaux sont de plus en plus des prescripteurs qui poussent à la consommation d'objets souvent à la qualité douteuse. S'ils s'engagent sur cette voie, c'est parce que les publicitaires les inondent de monnaie sonnante et trébuchante pour vanter leurs produits. Face à cette avalanche de poussée à la consommation, d'autres acteurs (encore trop rares) des réseaux se sont donné pour mission de prendre le contre-pied des influenceurs commerciaux. On les appelle **désinfluenceurs**.

La tâche de ces rebelles est énorme face à l'avalanche de publicités en ligne. Ils ne sont apparus qu'en 2022 et pourtant ils se sont mis à proliférer. Ainsi, la plateforme TikTok a évalué que le nombre de vues était de 584 millions rien que sur l'été 2023. Cependant, le phénomène reste plutôt confidentiel et les experts en *marketing*, tout comme le conseil d'éducation aux médias, reconnaissent avoir peu de connaissance sur cette nouvelle pratique. Les experts en *marketing*, qui n'aiment pas ces contre-publicités, considèrent que cela reste de l'influence. De fait, les supports et les techniques sont les mêmes, mais ici ce n'est pas l'appât du gain qui motive les pratiquants, plutôt un idéal qui est celui de favoriser la déconsommation dont on sait qu'elle est nécessaire si l'on veut qu'une vie décente sur Terre reste possible. En particulier, l'effet de serre responsable du changement climatique ne sera limité que si l'on se résout à consommer moins. Les désinfluenceurs entendent aussi protéger les consommateurs de produits aux qualités mensongères.

En quelques secondes, les plus habiles des désinfluenceurs parviennent à démontrer l'inutilité de produits parfaitement ridicules. Ainsi, on peut trouver par exemple parmi les gadgets qu'Amazon promeut en priorité, un autocollant lavable pour Tupperware, des fixations en silicone pour verre à vin ou encore un verre doseur pour boîte de lait. On apprend d'ailleurs dans les cours de développement durable qu'environ 10% seulement des objets achetés aux États-Unis sont conservés plus de 6 mois. Un tel comportement d'achats superflus est donc remis en question et l'on peut considérer à juste titre que l'intérêt d'acheter tel ou tel produit est pour certains une

attitude compulsive motivée par le besoin d'aller toujours plus loin dans la consommation.

C'est ainsi que sur un ton humoristique plutôt que moralisateur, une jeune désinfluenceuse canadienne s'emploie, sur son compte, à dénoncer ces objets sans lesquels le commun des mortels peut très bien survivre. Elle considère que « parfois, c'est tout simplement du bon sens. Un gadget en plastique, on l'utilisera généralement peu, ça traînera vite dans le tiroir... C'est inutile. »

Récemment, de nombreux influenceurs ont publié des vidéos d'eux-mêmes avec jusqu'à 800 dollars d'achats de vêtements Shein, réputés de faible qualité, raconte Quentin Van Donghen, un maître de conférences en e-marketing à l'ULB. Dénoncer de tels comportements est semblable aux associations qui ont pour but de conseiller les consommateurs sur d'autres terrains, tels que *Test-Achats*. D'autres phénomènes de ce genre ont suscité des réactions de certains créateurs de contenu, qui se sont demandé si ces gens n'allaient pas un peu trop loin dans l'incitation à la consommation.

De nombreuses escroqueries ont également mené les utilisateurs à une réelle prise de conscience et à développer une méfiance bien justifiée. On a ainsi prouvé qu'une influenceuse réputée faisait une publicité pour du mascara de l'Oréal et portait en fait de faux cils, ce qui a provoqué un *bad buzz*<sup>1</sup>. Il y a aussi des cas d'arnaques au *dropshipping*, une technique de vente sans stock par des intermédiaires et utilisée par des « influvateurs » pour inventer de fausses promotions ou conseiller des produits non conformes à la réglementation européenne.

Le maître de conférences de l'ULB analyse que les cibles des influenceurs « ont l'impression de systématiquement être confrontés à des annonces publicitaires. Ils ont perdu en crédibilité et, plus que tout, en authenticité puisque les vidéos sont travaillées en amont par les responsables marketing des marques. »

Malgré la méfiance en hausse, l'industrie du *marketing* d'influence se porte toujours à merveille et a généré 16 milliards

de dollars en 2022. Une enquête de Google Surveys, menée en avril 2022, révélait toutefois que 41% des consommateurs britanniques ne faisaient jamais confiance aux produits et services proposés dans des vidéos de créateurs de contenus.

Les désinfluenceurs opèrent une forme de « déconsommation ». Cet objectif traduit le fait que si certains vendent des produits, d'autres vendent des idéaux.

Dans son mémoire intitulé *Les influenceurs et la communication commerciale: enjeux réglementaires*, Andréa Jimenez a expliqué comment de nouvelles recommandations plus claires, plus précises et contraignantes « renforceraient la légitimité des influenceurs et le côté professionnel de leur métier, limiteraient les dérives des annonceurs et solidifieraient la mise en garde contre les vendeurs peu scrupuleux ».

Des études montrent « les impacts négatifs que certains influenceurs peuvent avoir sur les jeunes en les poussant à acheter des produits de contrefaçon, mauvais pour leur santé ou même issus de marques qui ne fournissent jamais la commande payée ». Cela a incité les pouvoirs publics à s'emparer du sujet. La France a voté une loi sur l'influence qui a déjà mené à des condamnations. Le gouvernement belge a, quant à lui, dévoilé, en janvier 2024, un document qui incite les influenceurs à préciser quand ils font de la pub. Ce n'est qu'un premier pas, mais il est la preuve que l'on s'y intéresse de plus en plus... Et cela crée de l'espace pour les désinfluenceurs.

Les trop rares désinfluenceurs sont motivés par la question climatique et peuvent donc tourner le dos à des marques comme Shein et Temu, à l'impact environnemental désastreux. Les désinfluenceurs ont cette capacité de mettre en lumière des enjeux sociétaux qui peuvent sensibiliser un public peu tourné vers les médias traditionnels.

Alain Adriaens

1. Diffusion à grande échelle d'un message dénonçant un clip mensonger.

## POUR UNE NUTRITION ET UNE ALIMENTATION ÉMANCIPÉES

# Pour une nutrition et une alimentation émancipées

(Œufs à la coque, omelette, poissons gras, volaille sont de bonnes protéines de haute valeur biologique à privilégier au petit déjeuner, même si ce n'est pas la tendance. Entre croissants, pains, céréales, lait et jus d'orange, voire même rien du tout, on est loin d'optimiser ainsi notre santé mentale et physique !

Si vous souhaitez stimuler l'énergie, la concentration et la motivation, votre neuromédiateur chouchou en début de matinée est la dopamine, un véritable *starter* qui va vous donner de la joie de vivre, de l'entrain, des projets, de la libido, de la motivation et de la concentration et qui va réellement vous porter tout au long de la journée. Or, cette dopamine est directement synthétisée à partir d'un acide aminé se trouvant abondamment dans les protéines animales de haute valeur biologique, la tyrosine. Et si vous avez suffisamment de micronutriments essentiels comme de la vitamine D, du cuivre, du magnésium, des vitamines du groupe B, des oméga 3, du fer ainsi que des

hormones comme les œstrogènes, l'hormone de croissance et la testostérone, alors vous pourrez assurer votre cascade hormonale et produire cette fameuse dopamine ! C'est pourquoi la consommation d'œufs et/ou d'autres bonnes sources de protéines animales reste un choix incontournable si on souhaite bénéficier d'une énergie mentale et physique optimale toute la journée. La présence de ces protéines animales va également favoriser grandement votre satiété. Elle participe ainsi à un meilleur contrôle du poids et évite une consommation excessive d'aliments glucidiques favorisant le surpoids. De plus, l'ajout de bonnes graisses (avocat, oléagineux, bonnes huiles...), associées aux protéines animales du matin, permet encore d'augmenter la satiété, d'autant plus si on y ajoute des fibres comme des légumes crus, bio et bien huilés.

Il est certes difficile d'imaginer des sardines ou des anchois dans l'assiette du matin ou de prendre le temps nécessaire à la préparation du petit déjeuner. Mais qu'est-ce que cela coûte

de tester pendant 3 semaines, avec la promesse de changements tels que vous n'aurez plus jamais envie de revenir à vos anciennes mauvaises habitudes, ce que tant de témoignages en consultations attestent ! De plus, cela ravira vos enfants et favorisera un petit déjeuner familial et convivial extrêmement bénéfique à leur concentration à l'école ! Préparer des œufs à la coque ne prend que quelques instants !

## QUID DE LA RELATION ENTRE LES ŒUFS ET LE CHOLESTÉROL, CETTE VIEILLE LÉGENDE?

Un œuf par jour n'augmente en rien le risque cardio-vasculaire et n'est pas responsable d'une élévation du taux de cholestérol sanguin. 70% du cholestérol sanguin étant fabriqué par le foie à partir de glucose, c'est donc une consommation excessive de glucides qui sera délétère. Par contre, consommez les œufs le matin, car la consommation de cholestérol au cours de la matinée ne pose aucun souci, à la différence du soir où elle augmentera le taux total de cholestérol sanguin. Choisissez des œufs d'excellente qualité de poules élevées en plein air et dont l'alimentation est garantie d'origine biologique à 90%, ou des œufs de poules ayant accès au plein air

toute la journée. Tous les autres œufs de batteries intensives sont à exclure.

## QUID DES BONNES GRAISSES?

Soyons bien conscients que l'organisme a besoin quotidiennement de bons acides gras essentiels afin de renforcer son état de santé ; c'est un des piliers fondateurs de notre santé globale et malheureusement, ils sont très souvent manquants chez mes patients. Or, ils préviennent l'inflammation, les risques cardio-vasculaires, la dégénérescence neuronale, la dégénérescence des yeux et de la peau, agissent aussi comme antidépresseur naturel, bref sont incontournables ! Ces célèbres oméga 3, nous pouvons les trouver au quotidien dans les oléagineux (noix de macadamia, noisettes, amandes...) ou dans les graines de chia ou de lin moulues,

dans les petits poissons gras ou encore les bonnes huiles ! Il est extrêmement important de ne pas associer des glucides au petit déjeuner du fait de la sécrétion d'insuline qu'engendre leur consommation. Néanmoins si vous êtes mince et sportif et que vous ne pouvez pas vous en passer, privilégiez les aliments glucidiques à index glycémique faible ou moyen et avec modération. Et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, comparez le niveau de votre énergie mentale et physique lorsque vous prenez un petit déjeuner bien dopaminé par les protéines, bien gras et avec de bonnes fibres, avec un petit déjeuner bourré de sucres divers ou pas de petit déjeuner le matin car vous n'avez pas faim à cause de repas trop copieux et tardifs le soir.

Valérie Wattenbergh



**ERRATUM** : dans le n° 65, dans la note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Lebrun, il faut lire « idéologie de l'illimitation » à la place de « idéologie de l'illustration », « se dépendre du maternel » à la place de « se dépendre du maternel » et « pulsions les plus régressées » à la place de « pulsions de régression ». Toutes nos excuses à l'auteur et aux lecteurs.



J'ai vu Ali Aarrass pour la première fois par un sombre et pluvieux lundi de novembre 2021. Je distribuais des tracts, place de la Monnaie, avec le comité Free Assange qui, chaque semaine depuis 2019, informait les passants de la situation de Julian Assange emprisonné en dehors de toute légalité, pour avoir fait son travail de journaliste, dans la prison londonienne de haute sécurité de Belmarsh. Ali est venu ce lundi-là place de la Monnaie. Je connaissais son nom et savais que, arrêté sans la moindre preuve, il avait subi 12 ans de prison, de tortures et d'isolement en Espagne et au Maroc, abandonné par la Belgique, victime d'injustices et de violation de ses droits fondamentaux. Il a été libéré en 2020. Quand je l'ai vu soutenir le comité et ses militants j'ai été bouleversée à la fois par son courage et par ce qu'il prouvait de force devant tant de souffrances. Et j'ai pensé à Mandela, Gramsci, ceux de Guantanamo et tant d'autres qui n'ont pu être brisés par les bourreaux... Ali Aarrass a eu le courage, encore une fois, de revivre sa vie et ces années de calvaire en en faisant un récit sobre, exempt de tout pathos dans son livre *Le ciel est un carré bleu*. Un témoignage indispensable et poignant d'un homme debout résistant aux injustices de notre temps et aux horreurs qui peuvent arriver à tout moment à chacun de nous.

Ali Aarrass, *Le ciel est un carré bleu*, Antidote, 2024.  
Annie Thonon



Ce recueil fait mouche dans les milieux écolos : il est court, facile à lire, sa structure – comment répondre aux allergiques de la prise de conscience écologique – est originale. Il n'a tout de même pas réussi à me convaincre. Je partage pourtant certains arguments que l'auteure met bien en lumière, étant convaincue des urgences écologiques en cours et de notre manière très occidentale de ne pas vouloir les voir (profit, déni, anxiété, tout est bon pour éviter de se heurter au réel). En accord avec M. Jacq, je le suis sur le fond, pourquoi pas sur la forme (classement des écolo-allergiques), mais beaucoup moins sur les arguments amenés dans le livre. En 2024, se référer presque exclusivement encore à des scientifiques mis en avant par tous les médias dominants, c'est un peu approcher l'innocence de l'enfance. Le livre aurait-il été écrit en 2019 que j'aurais été complètement séduite par l'idée et les arguments, que je partageais. Mais entre-temps, la grosse artillerie covidienne est passée par là et la prendre à la légère, c'est aussi, me semble-t-il, une forme de déni, d'anxiété, où tout est bon pour éviter le réel ! Les experts covid choisis par les gouvernements ont menti allègrement, réinventant soudainement la science

(pour preuve le *Lancetgate*, les RKI files, la rétractation du papier sur l'hydroxy-chloroquine), tandis que beaucoup d'autres plus critiques mais non choisis (pourtant parfois nobélisés, ce qui *a priori* n'est pas rien) étaient censurés, détruits dans leur propre spécialité. Ramené à notre livre, on parle du GIEC, mais jamais des quelques-uns (dont des Nobel !) qui crient à l'arnaque scientifique. Alors autant les nombreuses alertes – faites par des objecteurs de conscience indépendants – de pollutions (pesticides, nano-plastiques, métaux lourds, ...), de destruction de la biodiversité et des espaces par l'extractivisme, de risques pour le vivant (nouvelles techniques génomiques), de limites en ressources planétaires me semblent être des urgences écologiques, autant l'urgence climatique et son corollaire le CO<sub>2</sub>, que prônent les experts du GIEC sans que personne puisse les contredire sans être taxé de climatosceptique, me gêne (pour le principe, scientifiquement aussi). Peut-être faudrait-il donc commencer par dissiper le trouble entre urgence écologique et urgence climatique, zone floue qui, me semble-t-il, perd le lecteur de ce manuel.

Margot Jacq, *Petit manuel de repartie écologique*, LLL, 2024, 255 pages, 17,50€.  
M. F.



Militant de terrain qui s'est converti à la critique des technologies, Yves Marry a fondé l'association Lève les yeux ! Il livre ici un très bon essai qui fait le point sur le procès de numérisation, en reprenant sa généalogie « des Lumières au transhumanisme », agrémenté des références incontournables en la matière : Bernard Charbonneau, Jacques Ellul, Ivan Illich, Lewis Mumford, Günther Anders (Ted Kaczynski en est absent). Ce désastre se constate à peu près partout : dans les destructions écologiques (coûts en énergie, en métaux et en eau), dans la « dématérialisation » des services (administration, commerce), dans l'« e-santé », dans le « marché de la donnée », dans la surveillance totalitaire des citoyens et dans la « captologie », ou l'art de capter l'attention par les écrans qui inquiète particulièrement l'auteur, pour qui préserver la faculté humaine d'attention et la santé mentale est la priorité. Il fustige l'entêtement inepte à numériser l'École en France, quand un pays comme la Suède fait marche arrière sur ce point. Il accuse les libertariens américains d'être à la manœuvre de cette invasion globale par GAFAM interposés. Malheureusement, la prise de conscience techno-critique dans la population est jusqu'à présent loin d'être acquise, malgré quelques initiatives intéressantes aux niveaux associatif, syndical, communal, étatique et même européen. S'inscrivant dans le mouvement de la décroissance, l'auteur indique avec une touche optimiste « toute la joie qu'il peut y avoir à s'élancer vers la déconnexion ». On le croit !

Au sein du club Achille Chavée – émanation de l'Association culturelle Joseph Jacquemotte – un autre Yves (Herlemont) a réfléchi au problème de l'éducation au et par le numérique à l'École, en partie responsable de l'échec scolaire et du creusement des inégalités sociales, et cela dès le niveau primaire. Le travail est synthétique et étayé par les statistiques. L'impact sur la nature et la perte d'autonomie des élèves sont aussi relevés. Les auteurs préfèrent la « pédagogie constructiviste par interactions sociales » à la « pédagogie de la transmission », qu'elle vienne d'un enseignant ou d'un ordinateur, se plaçant

ainsi dans la filiation d'un John Dewey. L'approche manque par ailleurs de radicalité. Ainsi le club Chavée voit d'un bon œil que les élèves apprennent à coder avec l'intelligence artificielle. On sourcilera aussi face à cette précaution oratoire : « Nous ne nions pas les immenses progrès et richesses que la révolution numérique permet de créer dans le champ des multiples activités humaines, que ce soit en matière d'espérance de vie, de confort, de recherche, de gestion, de production, de loisirs, et bien d'autres encore ». Nous conseillerons aux membres du club de lire les penseurs techno-critiques cités plus haut et qui sont absents de leur trop courte bibliographie en fin de livre.

Yves Marry, *Numérique, on arrête tout et on réfléchit !*, Rue de l'Échiquier, 2023, 131 pages, 13,90€.  
Yves Herlemont & Club Achille Chavée, *L'école est-elle soluble dans le numérique ? Un regard critique sur l'introduction de la pédagogie par le numérique dans l'enseignement belge francophone*, Le Cerisier, 2023, 67 pages, 10€.  
B. L.

On a pu constater lors des manifestations d'agriculteurs de ce début d'année qu'une de leurs plaintes principales était l'excès de procédures administratives et les contraintes qu'elles imposaient. Or, depuis des années des paysans, en particulier des éleveurs, se sont rebellés contre ces normes envahissantes. On peut constater que les normes imposées sont favorables à l'agro-industrie et désastreuses pour les petits paysans. Yannick Ogor nous décrit par le détail, et grâce à des enquêtes de terrain, le sort funeste de ces résistants aux mesures parfois tatillonnes et contraires à la gestion de fermes de petite taille. Soumis à des contrôles permanents, ils sont victimes de mesures disproportionnées. Ainsi, souvent, le simple retard dans la déclaration entraîne la saisie du troupeau que le paysan avait parfois mis des décennies à constituer. Le cas le plus terrible est celui de Jérôme Laronze, éleveur de vaches allaitantes qui a été abattu par les gendarmes (dans le dos). Ce cas a renforcé la détermination d'un groupe de résistants qui se sont appelés « hors normes ». Ces mises à mort des bovins et d'humains ont justifié le titre du pamphlet : *Abattages à la ferme*. Citons aussi les abattages « préventifs » de milliers de bêtes lors d'épidémies de zoonose comme la grippe aviaire ou la peste porcine. Dans ces cas aussi les dispositions visent surtout les élevages en plein air au profit des méga-fermes industrielles. Le mobile de la santé impose une politique centrée sur la biosécurité. Dans certains cas, on a même été jusqu'à vacciner des animaux. Le résultat fut une inutilité, mais des profits énormes pour des firmes pharmaceutiques. Tout cela ne vous fait-il pas penser à ce qui s'est déroulé lors d'une certaine pandémie dite du Covid-19 ?

Yannick Ogor, *Abattages à la ferme*, Quartz, 2024, 57 pages, 3€.  
A.A.



## VU, LU, ENTENDU



Autant le compte-rendu de Chueca de l'incendie du Reichstag est passionnant, autant le jugement sur les théories le concernant, qui renvoie à la morale d'un *fact-checker*, est contestable. Pour Chueca, Marinus Van der Lubbe, l'incendiaire, est quelqu'un de bien. Il évoque ses carnets de route, le témoignage de ses amis qui rédigent le *Roodboek*, l'enquête de la police allemande sur l'incendie du Reichstag. Selon lui, Van der Lubbe a tout fait tout

seul pour protester contre une situation inacceptable. Chueca critique les auteurs du Livre brun, rédigé par les propagandistes du Komintern, qui s'efforcent de riposter aux accusations des inventeurs nazis d'un complot communiste en faisant de Van der Lubbe le complice des communistes. Il range nazis et communistes dans le même camp. Or les uns ont pris le pouvoir et se servent de l'appareil d'État pour réprimer l'opposition communiste, les autres ripostent au jugé aux *fake news* qui les concernent, sans avoir les moyens de mener une enquête. Et l'action entreprise par Van der Lubbe n'atteint pas le but escompté. Loin de provoquer une révolte généralisée, elle sert de prétexte à la répression qui s'emballe. En quelques jours, des dizaines de milliers de communistes sont envoyés à Dachau, le premier camp de concentration nazi. L'auteur condamne Charles Bloch, qui critique Fritz Tobias, l'auteur d'un livre qui remet en question la thèse communiste du complot nazi. Mais, dans certains cas, pour s'opposer au mensonge, seul le mensonge est efficace. La position de Bloch n'est pas aussi contestable.

Pour Chueca, toutes les théories du complot des états totalitaires, qui ne mènent pas d'enquête impartiale, se valent. Idem des thèses qui évoquent des opérations sous faux-drapeau qui seraient des inventions. Mais, pour lui, le rapport Warren serait fondé sur une enquête rigoureuse. La thèse officielle concernant les attentats du 11 septembre 2001 également. Décortiquer les faits est une chose, leur attribuer un sens, autre chose.

**Miguel Chueca, *La fabrique du complot, De l'usage de l'incendie du Reichstag par les propagandes nazie et communiste*, L'Échappée, 2024, 315 pages, 24€.**

**Paul Willems**



Un livre essentiel. L'historien israélien Shlomo Sand est une critique virulent du pouvoir de son pays, ainsi que du nationalisme de son peuple. En même temps, ses approches sont nuancées, et aident à comprendre comment un État et sa population peuvent en arriver à des politiques toujours plus criminelles, par succession d'erreurs modérées mais qui, petit à petit, s'accumulent et entraînent des escalades. Dans cet ouvrage à la fois riche et synthétique, il retrace l'histoire de l'idée, pour Israël et la Palestine, d'un État laïc, ni juif, ni musulman, mais où tous les citoyens auraient réellement les mêmes droits, et où le gouvernement ne serait pas aux mains d'une communauté donnée. Le lecteur apprend alors que, au cours de l'histoire, cette idée a été défendue par des gens des deux côtés, Juifs et Arabes, y compris par des sionistes. Parfois par pragmatisme, souvent par humanisme. De grands penseurs s'associent à ce courant, dont Hannah Arendt (avant 1948) et Martin Buber. Le livre présente les diverses variantes de l'idée en question, ainsi que leurs évolutions dans la pensée des différentes personnalités abordées (les deux variantes centrales étant celle d'un État démocratique et laïque et celle d'un État fédéral binational). Longtemps partisan de la solution à deux États, Sand lui-même en est revenu à cette idée d'un seul État laïc, malgré les paroxysmes de violence atteints par le conflit. En effet, pour lui, le maintien des séparations et des différences de statuts est plus encore source de violence. Cet historien est spécialement bien placé pour défendre la forme de solution dont il s'agit. Il est en effet aussi l'auteur de *Comment le peuple juif fut inventé*, où il démontre que, suivant les données historiques, les justifications que les nationalistes prétendent trouver dans le passé sont avant tout des mythes. De sorte que la majorité des juifs actuels ne descendent pas du peuple hébreu dont parle la Bible, ces descendants étant bien plus à chercher du côté des Palestiniens actuels, islamisés lors de la diffusion de la religion musulmane. Ce qui, tout particulièrement, montre l'absurdité de la guerre actuelle, ainsi que de l'ensemble des discours intégristes ou nationalistes concernés.

**Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État*, Seuil, 2024, 256 pages.**

**D. Z.**



Connu pour sa critique du développement technologique débridé, le grand philosophe et historien américain a donné en 1951 une série de six conférences réunies dans ce volume. Il s'y penche sur l'histoire de la relation dialectique entre art et technique, deux des facettes constituant notre humanité. La conjonction entre la maîtrise des pigments et la représentation stylisée et symbolique des bisons, aurochs et autres animaux en est l'une des premières expressions connues. L'équilibre dynamique et la relation symbiotique entre art et technique permettent l'inscription de l'être dans le monde, l'épanouissement de la personnalité humaine au moyen de sa créativité, laquelle donne sens et sel à la vie. Servi par une érudition remarquable et un choix d'exemples très justes, Mumford revisite ainsi l'histoire du livre et de l'imprimerie, des arts visuels – de la peinture à la photographie –, ou encore de l'architecture contemporaine (où il étrille Le Corbusier et loue Frank Lloyd Wright). L'harmonie a été ruinée par le travail de la mine et de la guerre. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement s'accélère ; s'impose alors le règne dépersonnalisé de la quantité : le monde se retrouve sens dessus dessous, avec des machines qui deviennent autonomes et asservissent les hommes, lesquels deviennent semblables à des machines, se transforment en pièces mécaniques détachées, uniformes et interchangeables. En 1951, après les deux guerres mondiales, loin d'être séduit par les sirènes de la société de consommation standardisée, l'historien contemple le désastre : la chasse aux sorcières bat son plein, la guerre de Corée et l'affrontement Est-Ouest font planer la menace d'un conflit nucléaire généralisé. Notre conférencier conclut en lançant un appel à un renouveau de la vie : « La première étape consiste à reprendre l'initiative, à nous détacher assez de notre routine quotidienne pour faire de nous-mêmes des personnes autonomes qui se respectent. Bref, nous devons prendre les choses en main ». La voix de Mumford reste d'une actualité remarquable.

**Lewis Mumford, *Art et technique. Six conférences de 1951*, La Lenteur, 2024, 160 pages, 15€.**

**F. M.**



Après *La tyrannie, ça suffit ! La décroissance au secours de la liberté* (2023), le rédacteur en chef de notre confrère *Stop ! Le Paris débranché* revient avec un nouveau pamphlet qui envisage la peur comme clé d'explication des événements sociaux récents et à venir. Car nous sommes sortis du capitalisme de la séduction et de la consommation, mis à jour et dénoncé jadis par Pier Paolo Pasolini et Michel Clouscard, et aujourd'hui Byung Chul Han. Au XXI<sup>e</sup> siècle, *Homo Pavor* est le nouveau type anthropologique promis à un bel avenir. Épidémies, guerres et catastrophe climatique, il croit aveuglément en tous les dogmes de la « société terroriste » et du « capitalisme métastasé », redoute sa propre mort par-dessus tout et lorgne vers le transhumanisme. Pascal Halary revient sur l'histoire des 5 dernières décennies en France pour montrer le chemin parcouru par la peur. Ignorée dans les années 1970, elle est revenue progressivement à la charge dans les années 1980/90 (chômage, immigration), s'est déployée à partir du 11 septembre 2001, et a muté en société terroriste à l'occasion du covid. La plume est généreuse, et le ton, satirique, l'auteur ayant le sens de la formule qui fait mouche, émaillant son texte d'anecdotes personnelles, le tout rendant la lecture agréable. Il ne se considère pas comme un écologiste, mais comme un décroissant, nuance ! Militant, il appelle à la « sécession punk » : non pas refuser tout futur, mais le futur que cherche à nous imposer l'oligarchie. Cependant, il n'est « pas imaginable que la société terroriste aille jusqu'au bout de sa démence et engloutisse tout – absolument tout – dans un tsunami qu'elle aura ardemment désiré ». On vous le dit, Pascal Halary ne prend jamais de gants !

À commander au journal *STOP ! Le Paris débranché*, 7 bis, rue Jules Parent – F-92500 Rueil Malmaison. 19 € + 2 € de frais de port pour la Belgique.

**Pascal Halary, *Tremblez ! Nous faisons le reste*, Bookelis, 2024, 277 pages, 19€.**

**B. L.**



Après et avec Jean-François Braunstein (*La religion woke*, Grasset, 2022) et Dany-Robert Dufour (*Le phénomène trans. Le regard d'un philosophe*, Le Cherche Midi, 2023), Pierre Valentin offre la troisième meilleure analyse philosophique du phénomène parue en français, sans virulence ni complaisance. Les événements de l'Université d'Evergreen aux États-Unis, il y a une dizaine d'années, ont été en quelque sorte fondateurs. Pour l'auteur, le wokisme est un mouvement parfaitement identifiable qui a la volonté de faire converger toutes les luttes d'émancipation vis-à-vis du système patriarcal, blanc, hétéro-normé, au moyen d'un constructivisme discursif – ce que Christopher Lasch avait prémonitoirement saisi en 1979 dans *La culture du narcissisme*. Mais ce sont là des luttes de négation, pas de proposition. Les racines philosophiques du wokisme se trouvent chez Nietzsche, Marcuse et Foucault. La thèse de l'intersectionnalité de Kimberlé Crenshaw, le mouvement LGBTQIA+, le « féminisme sans femmes », l'« antifascisme sans fascistes », la culture de la victimisation et celle de l'annulation, le refus de toute transmission intergénérationnelle en sont les avatars actuels. En évoquant *La Ferme des animaux* d'Orwell, P. Valentin prévient : si elle aboutit, cette « révolution woke » fera un tour sur elle-même pour devenir un totalitarisme revancharde qui ne promouvra nullement l'égalité, mais une nouvelle ségrégation ; pour s'en convaincre, lire e. a. Alice Coffin, Pauline Harmange, Robin DiAngelo, Rockhaya Diallo, Ibrahim X. Kendi, autant de « dissidents », selon le beau mot-valise de l'auteur, car « [...] le pouvoir aujourd'hui ne peut manifestement avancer qu'en se présentant comme un contre-pouvoir » ; « ces militants aspirent donc à incarner l'impossible, c'est-à-dire simultanément les marges et la norme, la contre-culture et la culture dominante, la contestation et la domination ». Le rôle des réseaux (a)sociaux dans l'affaire est mis en évidence. En conclusion, l'auteur indique que le mouvement est en train de se fracturer en rivalités internes ; il appelle les militants woke à réorienter leur énergie vers un projet positif.

**Pierre Valentin, *Comprendre la révolution woke*, Gallimard, 2023, 205 pages, 17€.**

**B. L.**



Jean-Pierre Lebrun, psychanalyste et psychiatre, et Beryl Koener, pédopsychiatre et docteur en neuro-psychopharmacologie, s'attèlent à l'analyse d'un phénomène que peu osent commenter sous peine de se retrouver catégorisé de transphobe par les bienpensants. Et pourtant, l'essai vaut la peine. Se basant entre autres sur une expérience clinique concrète qui démontre l'ampleur du malaise social, les auteurs perçoivent la demande grandissante de transition chez les jeunes comme le symptôme d'une société néolibérale fonctionnant sous un mode « sans limite » qui fait la part belle à la toute-puissance infantile et au refus de la castration. Ils prennent qui plus est beaucoup de pincettes dans leurs diverses formulations, ce qui rend le propos difficilement assimilable à une quelconque transphobie (ce qui n'empêchera certainement pas les militants de la cause LGBTQIA+ d'y voir au contraire une insupportable injure envers les minorités qu'ils prétendent défendre). Il existe néanmoins un point aveugle, que l'on retrouve fréquemment dans les écrits de J.-P. Lebrun, à savoir l'idée que nos « démocraties représentatives » sont des sociétés qui fonctionnent d'une manière autonome. Comme l'œuvre de Cornelius Castoriadis nous le démontre, il n'en est rien. De là, un questionnement : comment les auteurs peuvent-ils analyser avec une telle acuité ce qui est à l'œuvre actuellement dans le social (« c'est l'indifférenciation psychique et la "mêmeté", prémisses des états-limites, qui est au programme » ; « à force de se soucier d'égalitarisme, on en est venu à annuler les différences » ; « ce sont alors des citoyens prisonniers de leurs pulsions, ne supportant plus la frustration, exigeant toujours d'avantage à l'image d'un panier percé, que nous produisons ») et soutenir, dans le même mouvement, que nous vivons dans une société autonome ? Cet ouvrage développe néanmoins une pensée complexe qui nous sort des écueils des raisonnements binaires qui voudraient nous faire croire que le monde est divisé en deux catégories distinctes : à droite les méchants fachos et à gauche les gentils défenseurs du Juste. Que les activistes de la cause woke puissent en prendre de la graine.

**Beryl Koener & Jean-Pierre Lebrun, *Changer de genre ? Comment le malentendu opère chez les jeunes... et les moins jeunes*, Campagne Première, 2024, 21€.**

**K. C.**

## À BAS TOUS LES PATRONS DE LA BIG TECH !

Ce n'est pas nous qui ferons dans ces « nuances », contrairement aux médias qui tirent à boulets rouges sur l'un d'entre eux, Elon Musk, parce qu'il soutient ouvertement Donald Trump. Et Zuckerberg le censeur ? Gates le vaccinateur ? Schmidt le numériser du monde ? Bezos le distributeur universel de marchandises ? Pas (trop) de soucis avec eux pour les médias de grands chemins. Censurer, vacciner, numériser, faire consommer ? Mais bien sûr !

B. L. —

## OMBRES ET LUMIÈRES AUX USA

Concernant le pouvoir et l'administration des USA, il est particulièrement rare qu'on puisse signaler un fait positif. Ces derniers mois, une série de diplomates étatsuniens ont démissionné pour protester contre la politique meurtrière et hypocrite de Joe Biden en Palestine (*Le Soir*, 24/06/2024), celui-ci, tout en faisant mine de critiquer le pouvoir israélien, poursuivant en parallèle l'armement massif de ce même pouvoir, pourtant au paroxysme des massacres commis à Gaza. D'un côté, cette information fait apparaître spécialement à quel point les présidents étatsuniens, même plébiscités par nos médias classiques, sont le plus souvent des criminels (et la criminalité de Biden date d'avant sa présidence : soutien à l'invasion de l'Irak, à la déstabilisation de la Libye, à la guerre civile en Syrie,...). Mais d'un autre côté, ces démissions nous rappellent que même des membres assez haut placés des classes dirigeantes peuvent faire des choix éthiques et courageux.

D. Z. —

## ON EST MAL BARRÉ

Alors que le niveau général des universitaires dégringole depuis quelques temps, une dernière enquête en date signée par *Le Figaro* indique que le phénomène touche également Sciences Po, institutions formatrices d'« élites ». Comme quoi il est possible d'avoir dans le futur des gouvernants encore plus médiocres que ceux que nous avons actuellement. Ça promet...

K. C. —

## LA FRAAP FRAPPE FORT

Comme *Kairos*, *Le Guide de la FRAAP* (Fédération régionale des actions d'autonomie et de paix) est une publication « 0% pub, 0% sub », qui vient de Corse. Elle met l'accent sur les initiatives concrètes et positives : monnaies locales, presse libre, low-tech, sociocratie, l'école autrement, les conférences gesticulées, etc. On peut le commander via [leguidedelafraap@proton.me](mailto:leguidedelafraap@proton.me).

B. L. —

## GREENWASHING

La RTBF nous apprend, dans l'introduction de l'un de ces articles « Au Brésil, une application comme "arme" contre la pollution des océans », que le pays de la Samba est le huitième plus gros pollueur de la planète, tout en faisant figure de modèle en ce qui concerne les énergies renouvelables. Ou comment avouer à demi-mot que le développement durable est une supercherie (car il devrait en fait être évident que si on tente de réduire la pollution avec des smartphones dont les coûts de production sont de grands vecteurs de pollution, le monde ne se portera pas mieux).

K. C. —

## HYMNE À LA JOIE ?

Une fois n'est pas coutume, une excellente nouvelle : dès cette rentrée scolaire, les autorités éducatives interdisent le smartphone dans 373 écoles wallonnes, de la maternelle à la fin du secondaire. Du moins son usage « récréatif » ; ce qui laisse suggérer qu'un usage « professionnel » sera autorisé pour les enfants de 3 à 18 ans. Cet objectif figure par ailleurs dans la déclaration de politique communautaire de la nouvelle majorité MR/Engagés. Un bon point pour elle. Le seul ?

K. C. & B. L. —

## DAVID CLARINVAL ARROSÉ

Pour avoir simplement donné un conseil de lecture par un tweet, le vice-premier ministre David Clarinval (MR) a eu l'honneur d'une demi-page de récriminations et d'indignation dans *Le Soir* (07/08/24). Il se fait que le livre en question — recommandable et qui n'a rien de haineux — est *Transmania. Enquête sur les dérives de l'idéologie transgenre* (Magnus), écrit par les militantes féministes Marguerite Stern et Dora Moutot. Autant dire un sujet tabou. Comme à *Kairos* nous critiquons le MR et le wokisme, sommes-nous alors « confusionnistes », libres, ou inclassables ?

B. L. —

## ÉLITES ET ÉCUMES

Le roi, modèle à suivre ? 4 vols ont en tout cas été nécessaires pour que le souverain, alors en vacances en France avec sa famille, assiste à une seule réunion. Il s'agissait qui plus est de s'entretenir avec Bart De Wever dans le cadre de la formation du nouveau gouvernement. Heureusement que nos élites indiquent aux abrutis que nous sommes la voie à suivre.

K. C. —

## VOLODYMYR LE CONQUÉRANT

L'incursion de l'armée ukrainienne en Russie a fait sauter de joie les rédactions européennes, qui se prennent à rêver de la voir marcher sur Moscou et destituer Poutine, sous les vivas du peuple russe libéré. Allez courage, M. Zelensky, plus que 1.000 kilomètres à parcourir jusqu'à la place Rouge, plus que 17.232.783 km<sup>2</sup> à conquérir !

B. L. —

Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS



● Mpox, variole du singe : faire le point

● Acheter massivement — détruire massivement

● L'arbre qui cache la forêt







**KAIROS** [ JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE ]  
**EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.**  
**VIVE LA PRESSE LIBRE !**

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS

[www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros,  
53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!  
PARTAGER!